

EXTRAIT

du Registre des Délibérations du Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE VESOUL

L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS, le TREIZE du mois de MARS, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Vesoul s'est réuni à 18h30, Salle du Conseil Municipal de l'Hôtel de Ville de Vesoul, après convocations légales adressées aux Conseillers le 23 février 2023.

Convocation affichée le : le 23 février 2023.

Effectif légal du Conseil de la Communauté : 50

Nombre de conseillers en exercice : 50

Présidence de Monsieur Alain CHRÉTIEN

Étaient présents :

M. COUSIN, M. CARMANTRAND, M. GALMICHE, M. EMANN, M. VIEILLE, M. JERONIMO, M. TARY, M. JEANMOUGIN, M. COMBROUSSE, Mme NORMAND (représentant M. NORMAND), M. DUDNIK, Mme VIDBERG, M. GUILLEMAIN, Mme VALLET, M. POLIEN, Mme VIENNET, M. KALANQUIN, M. BIDOYEN, Mme MUNIER, M. CHARLES, Mme MARTIN, M. OUDOT, M. PINI, Mme FAIVRE, M. GORCY, Mme BERNARDIN, M. BALLESTER, Mme MANIERE, M. GARNIRON, M. LEGAY, Mme ABRANT-GRANDGIRARD, M. CAVAGNAC, M. THOMASSIN, Mme MICHEL, M. POYARD.

Étaient absents représentés :

Mme PRUNIAUX (pouvoir à M. BIDOYEN), Mme BAUMLIN (pouvoir à M. CHARLES), Mme DEGROISELLE (pouvoir à M. GALMICHE), Mme GALDIN (pouvoir à M. BALLESTER), Mme GIBOULOT (pouvoir à Mme MANIERE), M. BOURGEOIS (pouvoir à M. TARY).

Étaient excusés :

Mme CHAVANNE, M. VIROT, M. BROUILLARD, Mme GREGET, Mme VIENNOT, Mme ZELFA, Mme AUBRY, M. GARNIER.

Mme MUNIER a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire, conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Attribution de la DSP Transports

Par délibération en date du 30 mai 2022, le conseil communautaire a approuvé le principe de la concession (délégation de service public) pour la gestion et l'exploitation du service public de transport de voyageurs, pour une durée de 6 ans et 3 mois, à compter du 1^{er} mai 2023.

La procédure de passation de la concession de service public est menée en application des articles L.3100-1 et suivants et R.3111-1 et suivants du code de la commande publique et les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que le règlement (CE) n° 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route. Le déroulement de la procédure

s'effectue selon les règles applicables aux contrats visés aux articles L.3126-3 et R.3126-1, 2°, c) du code de la commande publique.

Un avis de concession a été envoyé pour publication le 17 juin 2022 aux supports suivants :

- Au JOUE, avis n°2022/S 119-336708 publié le 22 juin 2022
- Au BOAMP, avis n°22-884803 publié le 17 juin 2022
- Dans la revue spécialisée Ville, Rail & Transports, publié le 8 juillet 2022
- Sur le profil d'acheteur de la Communauté d'Agglomération de Vesoul, publié le 20 juin 2022.

La date limite de remise des plis (candidature + offre) était fixée au 30 août 2022 à 12h00.

1 pli a été reçu. L'opérateur économique ayant déposé un pli est le suivant :

- Keolis.

La commission de délégation de service public (CDSP) a, lors de sa séance en date du 7 septembre 2022, procédé à l'examen de la candidature et dressé la liste du candidat admis à présenter une offre. Le candidat admis à présenter une offre est le suivant : Keolis.

La CDSP s'est réunie le 6 octobre 2022 pour examiner et classer les offres reçues.

En application des critères de sélection des offres, le classement a été le suivant : Keolis, 1^{er}.

Le soumissionnaire a été invité à 2 séances de négociation, qui se sont déroulées les 19 octobre et 5 décembre 2022.

A la suite de la période de négociation, le soumissionnaire a été invité à transmettre son offre finale.

L'offre finale a été analysée en considération des critères et des sous-critères pondérés de jugement des offres. Le classement proposé est le suivant :

Keolis : 1^{er}

A la suite de l'analyse de l'offre finale, en application de l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président, décide de retenir l'offre de la société Keolis.

La proposition remise par cette dernière est celle qui présente le meilleur avantage économique global pour la Communauté d'Agglomération de Vesoul et les usagers.

En effet, KEOLIS propose une offre :

- Techniquement intéressante, présentant des caractéristiques notables de lisibilité d'offre, d'optimisation des moyens et de montée en gamme pour l'ensemble des communes, notamment par le transport à la demande ;
- Économiquement avantageuse, permettant de maîtriser la hausse entre la contribution financière forfaitaire actuelle et la CFF de la future concession pour la CAV.

Conformément à l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales, au terme de la procédure l'autorité habilitée à signer la convention saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

Suivant l'article L. 2121-12 du code général des collectivités territoriales, le projet de contrat accompagné de l'ensemble des pièces peut, sur simple demande, être consulté au siège de la Communauté d'Agglomération par tout conseiller communautaire dans les conditions fixées par le règlement intérieur.

Ainsi, il a été proposé de confier pour 6 ans et 3 mois la gestion et l'exploitation du service public des transports de voyageurs dans l'agglomération de Vesoul dans le cadre d'un contrat de Concession de service public.

Le contrat qui a été proposé à l'approbation du Conseil Communautaire consiste à confier à Keolis :

- L'exploitation des services publics de transport ;
- La gestion et l'exploitation du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de Vesoul dont les modalités sont décrites à l'Annexe 20.
- L'entretien et la gestion des biens mis à disposition par l'Autorité Organisatrice (dépôt et atelier, locaux techniques et administratifs, poteaux)
- La fourniture et l'entretien des autres biens nécessaires à l'exploitation (véhicules et équipements le cas échéant), en complément de ceux mis à disposition par l'Autorité organisatrice... ;
- L'affectation des conducteurs et autres agents nécessaires à l'exécution du service ;
- La gestion commerciale et administrative du réseau ;
- La mise à jour des dispositifs d'information (sur le mobilier urbain, sur les véhicules, sur le site internet, etc....) destinés à l'information des usagers (horaires, itinéraires, tarifs, perturbations sur le réseau, etc.) ;
- La conduite d'une communication/marketing accrue pour mieux vendre le réseau ;
- Une assistance conseil permanente à l'AOM permettant d'apporter toutes les améliorations à la qualité du service rendu aux usagers et adapter le service en fonction des besoins.


Après en avoir débattu et délibéré, le Conseil Communautaire, à la majorité des suffrages exprimés (1 contre : M. POYARD) :

- **Approuve le contrat de Concession de service public pour la gestion et l'exploitation du service public des transports de voyageurs et la conclusion dudit contrat avec la société Keolis ;**
- **Autorise Monsieur le Président, ou le vice-président délégué, à signer ledit contrat, à effectuer toute démarche en vue de sa conclusion et à prendre et signer tout acte, document ou toutes pièces qui s'y rapporte.**

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ

LE PRÉSIDENT
Alain CHRÉTIEN

LA SECRÉTAIRE DE SÉANCE
Nadine MUNIER



Accusé de réception en préfecture
070-247000011-20230313-DEL_C130323_009-DE
Date de télétransmission : 17/03/2023
Date de réception préfecture : 17/03/2023



Rapport du Président sur le choix du concessionnaire présenté lors du Conseil communautaire du 13 mars 2023

Confidentiel

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS DE VOYAGEURS

Sommaire

1	Déroulement de la procédure.....	3
1.1	Objet.....	3
1.2	Le périmètre de la consultation.....	3
1.3	Collectivité concédante	3
1.4	Type de procédure	3
1.5	Rappel du déroulement de la procédure.....	3
1.6	Déroulement de la phase de négociation.....	5
2	Précisions méthodologiques relatives à l'évaluation de l'offre :	8
2.1	Qualité du service rendu aux usagers 40%.....	10
2.2	Performance économique 60%	25
3	Notation des critères offre finale	31
4	Conclusion sur le résultat des négociations.....	32
5	Choix du concessionnaire proposé	32
6	Présentation du futur contrat avec le concessionnaire proposé.....	33
6.1	Objet et caractéristiques principales du contrat.....	33
6.2	Économie du contrat.....	34
7	Conclusion	35
8	Annexes.....	36
8.1	Analyse des Prestations Supplémentaires Eventuelles.....	37

1 Déroulement de la procédure

1.1 Objet

La présente consultation est réalisée en vue de passer un contrat de concession (délégation de service public) ayant pour objet de confier au Concessionnaire la gestion et l'exploitation du service public des transports de voyageurs de la Communauté d'Agglomération de Vesoul (CAV) pour une durée de 6 ans et 3 mois. La date prévisionnelle d'entrée en vigueur du futur contrat est le 1er mai 2023.

1.2 Le périmètre de la consultation

Le contrat de concession a pour objet l'exploitation du réseau de transport de voyageurs sur le ressort territorial de la Communauté d'Agglomération de Vesoul (CAV).

Le périmètre de la concession intègre les circuits de transport scolaire à partir de la rentrée scolaire 2025.

1.3 Collectivité concédante

L'Autorité concédante est la CAV. L'autorité habilitée à signer le contrat de concession de service public est le Président de la CAV.

1.4 Type de procédure

La procédure de passation de la concession de service public est menée en application des articles L. 3100-1 et suivants et R. 3111-1 et suivants du code de la commande publique et les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que le règlement (CE) n° 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route. Le déroulement de la procédure s'effectue selon les règles applicables aux contrats visés aux articles L. 3126-3 et R. 3126-1, 2°, c) du code de la commande publique.

La présente consultation est une procédure ouverte. Les candidats étaient invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et leur offre avant le mardi 30 AOÛT 2022 à 12H00.

1.5 Rappel du déroulement de la procédure

La présente consultation est organisée selon les principales étapes suivantes :

- Par délibération du 30 mai 2022, le Conseil communautaire a approuvé le principe de la Concession (délégation de Service Public) pour la gestion et l'exploitation du service des transports publics de voyageurs, pour une durée de 6 ans et 3 mois, à compter du 1er mai 2023.

Le contrat de concession a pour objet de confier au Concessionnaire l'exploitation du service public des transports de voyageurs sur le territoire de l'Autorité Organisatrice, à savoir :

- L'exploitation des services publics de transport ;
- La gestion et l'exploitation du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de Vesoul ;
- L'entretien et la gestion des biens mis à disposition par l'Autorité Organisatrice (dépôt et atelier, locaux techniques et administratifs, poteaux)

- La fourniture et l'entretien des autres biens nécessaires à l'exploitation (véhicules et équipements le cas échéant), en complément de ceux mis à disposition par l'Autorité organisatrice... ;
- L'affectation des conducteurs et autres agents nécessaires à l'exécution du service ;
- La gestion commerciale et administrative du réseau ;
- La mise à jour des dispositifs d'information (sur le mobilier urbain, sur les véhicules, sur le site internet, etc....) destinés à l'information des usagers (horaires, itinéraires, tarifs, perturbations sur le réseau, etc.) ;
- La conduite d'une communication/marketing accrue pour mieux vendre le réseau ;
- Une assistance conseil permanente à l'AOM permettant d'apporter toutes les améliorations à la qualité du service rendu aux usagers et adapter le service en fonction des besoins ;

➤ Un avis de concession a été envoyé à la publication le 17 juin 2022 aux supports suivants :

- au JOUE, sous la référence n°2022/S 119-336708, publié le 22 juin 2022
- au BOAMP, sous la référence n°22-84803, publié le 17 juin 2022
- sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises>, publié le 20 juin 2022
- dans la revue spécialisée « Ville, Rail et Transports », publié le 21 juin 2022

La date limite de remise des plis (candidature + offre) était fixée au mardi 30 août 2022 à 12h00

1 seul pli (candidature + offre) a été reçu. L'opérateur économique ayant déposé un pli est le suivant :

- KEOLIS

Lors de sa séance en date du **7 septembre 2022**, la commission de délégation de service public a jugé, après analyse, que KEOLIS présentait les garanties professionnelles et financières suffisantes, une aptitude à assurer la continuité et l'égalité des usagers devant le service public et respectait la réglementation relative à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés.

En conséquence, KEOLIS a été admis à présenter une offre, dans le cadre de la procédure de concession relative à la gestion et l'exploitation du service public des transports de voyageurs.

Dans le cadre de la consultation, il était demandé aux soumissionnaires de présenter :

- Obligatoirement une offre prenant en compte les caractéristiques minimales du réseau telle que décrite dans le cahier des charges est tendent vers l'organisation décrite dans les « perspectives d'évolution de l'offre »

En complément de leur offre, les soumissionnaires devaient chiffrer obligatoirement les prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

1. Un service d'autopartage intégré au PEM. Les soumissionnaires indiqueront le coût pour 2 véhicules électriques qu'ils envisagent de mettre à disposition pour le service d'autopartage, les modalités de fonctionnement ainsi qu'une proposition d'offre tarifaire.
2. Une plateforme de mobilité solidaire proposant 1 véhicule automobile, 2 scooters en location longue durée. Les soumissionnaires indiqueront les véhicules qu'ils envisagent de

mettre à disposition du service ainsi que les modalités de fonctionnement ainsi qu'une proposition d'offre tarifaire solidaire.

Le règlement de la consultation précisait les éléments de réponse que devaient remettre les soumissionnaires dans leurs offres :

- ➔ Le Projet de contrat complété, daté et signé
- ➔ Le Cadre de réponse complété pour tous les onglets ;
- ➔ La note explicative synthétique respectant la contrainte de 60 pages au maximum pour la présentation de l'offre. C'est-à-dire 30 feuilles recto verso ou 60 feuilles recto seul. **Cette note explicative synthétique accompagne et ne se substitue pas aux éléments renseignés dans le Cadre de réponse constituant le support de l'analyse des offres remises par les soumissionnaires ;**
- ➔ Les éléments complémentaires à fournir avec la note explicative synthétique, à savoir :
 - Des plans de réseau urbain, interurbain, TAD (format numérique) et des grilles horaires tels que précisés au cahier des charges.
 - Les qualifications professionnelles des membres du personnel affectés à l'exécution de la Concession (CV).

Keolis a remis une offre, qui après analyse de sa conformité par rapport aux besoins et exigences ainsi que des caractéristiques minimales développées dans le cahier des charges a été qualifiée de recevable. Toutefois, elle ne pouvait être retenue en l'état car elle appelait des précisions ou des améliorations techniques et économiques.

Lors de sa séance en date du 6 octobre 2022, la Commission de délégation de Service Public a rendu son avis l'analyse de l'offre.

Le Président de la CAV, a décidé de poursuivre la procédure en ouvrant une phase de négociations avec le soumissionnaire.

1.6 Déroulement de la phase de négociation

Afin d'optimiser le temps de négociation, KEOLIS a été destinataire d'un certain nombre de précisions le 7 octobre 2022 en même temps que la convocation à la réunion de négociation via la plateforme : <https://www.marches-securises.fr>

KEOLIS était convoqué **le 19 octobre 2022** de 14h30 à 17h00 pour une première réunion de négociation.

Le 19 octobre 2022, la CAV a reçu Keolis pendant 2h30. Le soumissionnaire a présenté son offre durant 40 min, puis le reste du temps était consacré à des questions/réponses. Les questions dont certaines avaient été adressées au préalable concernaient les thèmes suivants :

- L'offre du réseau ;
- La stratégie marketing et la fréquentation ;
- L'économie du contrat.

D'autres questions ont été intégrées au Procès-Verbal durant la réunion de négociation. La CAV a fait part à KEOLIS lors de cette réunion et après analyse, de son intention de ne pas retenir les prestations supplémentaires éventuelles relatives au service d'autopartage intégré au PEM (PSE 1) et à la mise en

place d'une plateforme de mobilité solidaire proposant 1 véhicule automobile, 2 scooters en location longue durée (PSE 2).

À l'issue de cette première négociation, il a été demandé au soumissionnaire de remettre une deuxième offre pour le 9 novembre 2022 à 12h00 via la plateforme <https://www.marches-securises.fr>. Les points particuliers auxquels devait répondre la nouvelle offre ont été consignés dans un procès-verbal établi en séance, signé conjointement par le représentant de KEOLIS et de la CAV.

À la suite de cette négociation les avis sur les observations contractuelles de la CAV ont été envoyés au soumissionnaire via la plateforme <https://www.marches-securises.fr>

KEOLIS a remis sa deuxième offre dans les délais impartis.

À la suite de l'analyse de la deuxième offre, KEOLIS a été convoqué pour une deuxième réunion de négociation devant se tenir le **5 décembre 2022 de 14h à 16h30**.

La CAV a reçu Keolis pendant 2h30. Le soumissionnaire a présenté son offre durant 20 min, puis le reste du temps était consacré à des questions/réponses. Les objectifs de la 2^{ème} réunion de négociation étaient les suivants :

- Rentrer l'offre dans le cadre financier signifié par la CAV ;
- Valider des aménagements techniques pour rentrer dans ce budget. Ont été validées notamment :
 - La prise en charge de l'aménagement du dépôt par la CAV,
 - La modification du mécanisme d'intéressement aux recettes,
 - La limitation de l'installation des vitres agressions aux véhicules neufs.

À l'issue de cette deuxième négociation, il a été demandé au soumissionnaire de remettre une troisième offre pour le 6 janvier 2023 avant 12h00 via la plateforme. Les points particuliers auxquels devait répondre la nouvelle offre ont été consignés dans un procès-verbal établi en séance, signé conjointement par le représentant de KEOLIS et de la CAV. À la suite de cette négociation les avis sur les observations contractuelles de la CAV ont été envoyés au soumissionnaire via la plateforme.

KEOLIS a remis sa troisième offre dans les délais impartis.

À la suite de l'analyse de la troisième offre, il a été demandé au soumissionnaire de répondre à une liste de questions pour le 20 janvier 2023 avant 12h00 sur le site de la plateforme.

KEOLIS a remis ces compléments dans les délais impartis. À la suite de la réception des réponses aux questions, la CAV a porté son choix sur les pistes d'économie suivantes :

Proposition de rationalisation supplémentaires non chiffrés dans l'offre 3 et conditions	Keolis Offre 3	Avis de la CAV
Changement de type de véhicules midibus :		
Remplacement des 2 Mercedes Citaro K proposés dans l'offre 2 du 9 novembre 2022 (10,5 mètres, 2 portes, 29 places assises et 57 places debout) par 2 ISUZU Noviciti Life (7,86 mètres, 2 portes, 26	13,2 K€	Avis Favorable

places assises et 29 places debout)
La capacité reste conforme à la fréquentation escomptée

Changement de type de véhicules minibus

Remplacement du Citroën Modulis 30 proposé dans l'offre 2 du 9 novembre 2022 (7 places assises+1 PMR ou 8 places assises) par un Volkswagen Modulis 7 (4 places assises+1PMR ou 6 places assises)
Le parc véhicules pour le transport à la demande se composerait alors de :

- 1 Citroën Jumpy (8 places assises)
- 1 Citroën Modulis 30 (7 places assises+1 PMR ou 8 places assises)
- 1 Volkswagen Modulis 7 (4 places assises+1PMR ou 6 places assises)

8,1 K€

Avis Favorable

Vieillessement du parc :

Age moyen du parc – comparatif des offres	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Offre 1 du 30 août 2022	7,4	6,9	3,1	3,3	3,5	4,5	5,5
Offre 2 du 09 novembre 2022	7,2	5,7	5,6	4,8	4,8	5,8	6,9
Proposition du 06 janvier 2023	7,2	5,7	5,6	5,7	6,7	7,7	8,7

21.5K€

Avis Favorable

La CAV a demandé via la plateforme à KEOLIS de remettre une offre finale pour le 7 février 2023 avant 12h00 sur le site de la plateforme : <https://www.marches-securises.fr>, prenant en compte les piste d'optimisation validées.

L'offre finale devait comprendre les éléments suivants accompagnés d'un ultime effort économique :

- Le cadre de réponse mis à jour (format Excel) sans code couleur en supprimant l'onglet PSE qui n'est pas à intégrer dans l'offre finale (conformément au PV de 1ère négociation).
- Le contrat complété et signé sous format Word et PDF avec les annexes actualisées et sans identification/coloration prenant en compte les avis définitifs de la CAV sur les observations contractuelles transmises.

KEOLIS a remis son offre finale dans les délais impartis.

Le processus de négociation a permis des avancées significatives sur le plan de la définition de l'offre dans l'ajustement des chiffres vers une projection cohérente et réaliste, en termes kilométrique et de fréquentation, sur le plan de l'organisation de l'exploitation (unités d'œuvres, moyen engagés, etc...), autant que sur le plan financier avec des améliorations portant sur la maîtrise des charges et le taux de recouvrement.

2 Précisions méthodologiques relatives à l'évaluation de l'offre :

La concession sera attribuée au soumissionnaire ayant proposé la meilleure offre au regard de l'avantage économique global pour l'autorité concédante sur la base des critères et sous-critères pondérés de sélection des offres conformément au règlement de la consultation (article 5.2),

Critères pondérés	Sous-critères pondérés	
Performance économique 60%	Minimiser le montant moyen annuel de participation demandée à la collectivité (CFF)	45%
	Engagement de gain de productivité : terme constant de la formule d'actualisation	5%
	Maximiser le ratio Recettes commerciales /Charges d'exploitation	5%
	Minimiser le coût kilométrique marginal moyen	5%
Qualité du service rendu aux usagers 40%	Maximiser le rapport entre le volume de fréquentation et le volume de kilomètres en charge sur lignes régulières : V/K = validations/km commerciaux moyen sur la durée du contrat (hors TAD et circuits scolaires)	8%
	Maximiser le nombre de kilomètres commerciaux sur les lignes régulières	7%
	Pertinence des services TAD proposés et lisibilité pour le voyageur	6%
	Politique commerciale d'accompagnement et de réussite à la mise en œuvre et au fonctionnement du réseau analysé au regard : · Du planning prévisionnel marketing et les moyens proposés pour accompagner les modifications apportées au réseau et les effets sur la fréquentation ; · Cohérence du budget marketing · Pertinence de la digitalisation du réseau	6%
	Pertinence des actions innovantes réalisables de l'entreprise visant à améliorer son impact sur l'environnement dans le cadre de l'exploitation du réseau	5%
	Fréquentation commerciale (hors TAD et circuits scolaires) du réseau analysé au regard de : · La fréquentation moyenne annuelle du réseau · Le taux d'augmentation de fréquentation entre la première et dernière année pleine du contrat	4%
	Procédures concernant la sécurité des élèves : formation/ dispositif technique/équipement des véhicules/ procédures internes	4%

Critères pondérés	Sous-critères pondérés		
Performance économique 60%	1	Minimiser le montant moyen annuel de participation demandée à la collectivité (CFF)	45%
	2	Engagement de gain de productivité : terme constant de la formule d'actualisation	5%
	3	Maximiser le ratio Recettes commerciales /Charges d'exploitation	5%
	4	Minimiser le coût kilométrique marginal moyen	5%



Appréciation proportionnelle

Pour les sous-critères relatifs à la performance économique, une méthode de notation proportionnelle est appliquée. L'offre la mieux-disante obtiendra la note maximale du sous-critère correspondant. Les autres offres verront cette note baisser selon le même écart (en points) que celui existant entre l'offre la mieux-disante et l'offre proposée par le soumissionnaire concerné selon la formule suivante :
Note du sous-critère = Niveau de l'offre analysée × nombre de points du sous-critère / niveau de l'offre la mieux disante.

Critères pondérés		Sous-critères pondérés	
Qualité du service rendu aux usagers 40%	1	Maximiser le rapport entre le volume de fréquentation et le volume de kilomètres en charge sur lignes régulières : $V/K = \text{validations/km commerciaux moyen sur la durée du contrat (hors TAD et circuits scolaires)}$	8%
	2	Maximiser le nombre de kilomètres commerciaux sur les lignes régulières	7%
	3	Pertinence des services TAD proposés et lisibilité pour le voyageur	6%
	4	Politique commerciale d'accompagnement et de réussite à la mise en œuvre et au fonctionnement du réseau analysé au regard : <ul style="list-style-type: none"> - Du planning prévisionnel marketing et les moyens proposés pour accompagner les modifications apportées au réseau et les effets sur la fréquentation ; - Cohérence du budget marketing - Pertinence de la digitalisation du réseau 	6%
	5	Pertinence des actions innovantes réalisables de l'entreprise visant à améliorer son impact sur l'environnement dans le cadre de l'exploitation du réseau	5%
	6	Fréquentation commerciale (hors TAD et circuits scolaires) du réseau analysé au regard de : <ul style="list-style-type: none"> - La fréquentation moyenne annuelle du réseau - Le taux d'augmentation de fréquentation entre la première et dernière année pleine du contrat 	4%
	7	Procédures concernant la sécurité des élèves : formation/ dispositif technique/équipement des véhicules/ procédures internes	4%



Appréciation qualitative	
<p>Pour les sous-critères relatifs à la qualité du service rendu aux usagers une note sera attribuée sur la base des principes suivants :</p> <p>Note du sous-critère = pourcentage de l'appréciation X nombre de points du sous-critère</p>	
Appréciation	Pourcentage
Très satisfaisante: offre présentant des aspects qualitatifs nettement supérieurs au niveau technique attendu et/ou aux réponses des autres soumissionnaires	100%
Satisfaisante: offre considérée comme complète et comportant de nombreux points positifs	80%
Adéquate: offre considérée comme complète sans apporter de plus-value particulière	60%
Peu satisfaisante: offre qui comporte certaines imprécisions et qui manque de justifications	40%
Insuffisante: offre qui présente des lacunes techniques importantes	20%
Très insuffisante: offre qui présente des lacunes techniques substantielles, des non-qualités ou des incohérences fortes	1%

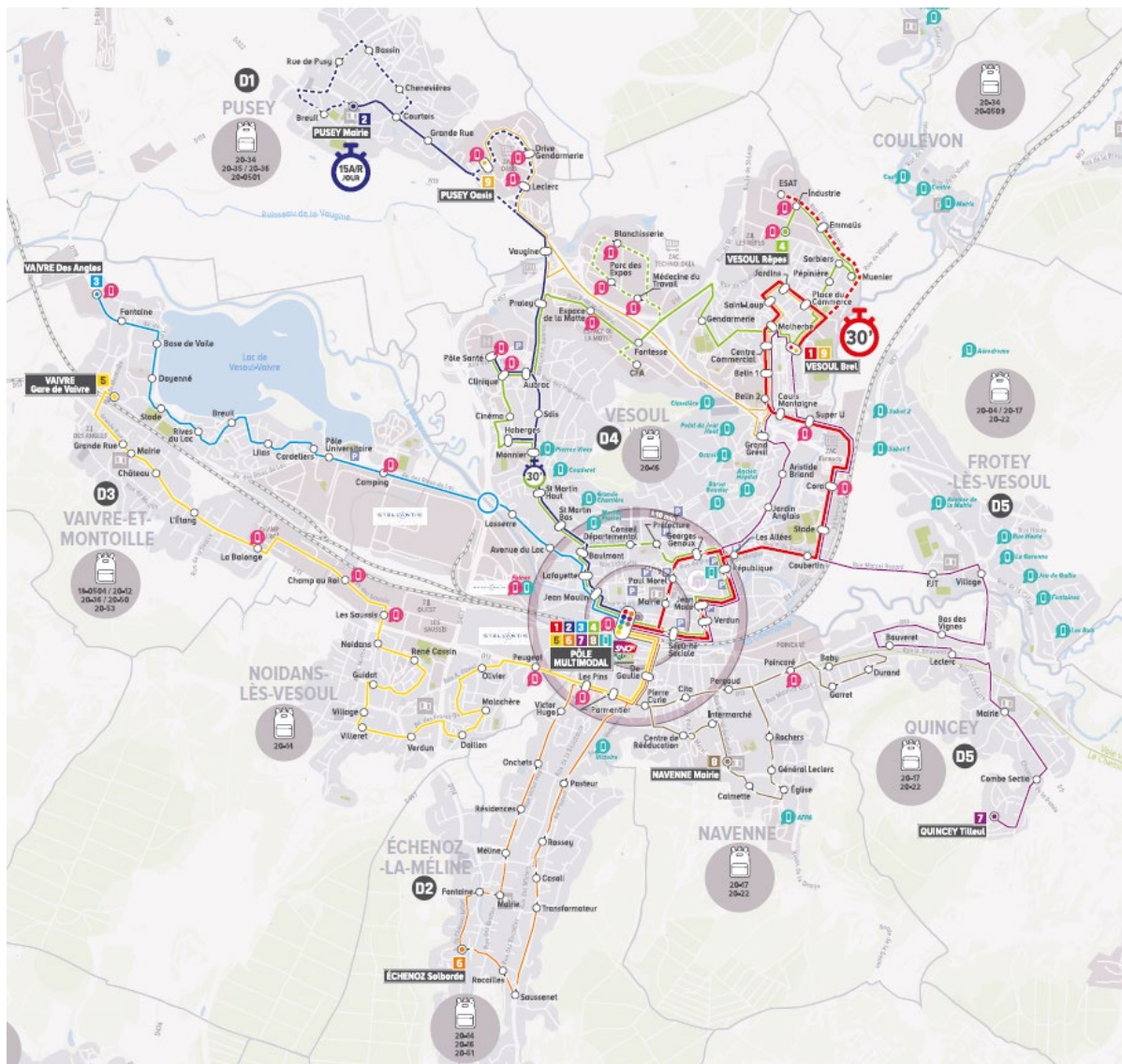
2.1 Qualité du service rendu aux usagers 40%

L'adéquation de l'offre technique aux attentes de la CAV

Le niveau d'offre des lignes

Le cadre donné par la CAV dans son cahier des charges fléchait vers une évolution du réseau affirmant une hiérarchisation au sein de sa structure et permettant d'adapter l'offre de service à une réalité d'usage.

Le soumissionnaire propose une évolution du réseau ouvrant à une plus grande lisibilité de sa structure par l'usage de cadencements clairs et en s'appuyant sur des complémentarités entre services pour offrir une densification d'offre sur certains corridors de desserte.



Plan du réseau au premier septembre 2025, issu de l'offre finale du soumissionnaire.

Il est ainsi intéressant de noter :

- Le travail de confortement de la ligne 1 en tant que ligne forte du réseau vésulien, cadencée à la demi-heure et dont le tracé a été simplifié notamment au niveau de son terminus nord en maintenant la desserte par un transfert vers une autre ligne.
- Le travail de simplification du tracé de la ligne 2, par sa mise en complémentarité avec la ligne 4, permettant ainsi d'affirmer son rôle de seconde ligne du réseau en garantissant sur la partie la plus centrale de son tracé un cadencement à la demi-heure grâce à l'inter-cadencement avec la ligne 4.
- L'optimisation des moyens en usage sur les lignes 6, 7, 8 et 9 avec une mutation des services réguliers d'heure creuse en services à la demande.
- Le service à la demande connaît pour sa part une montée en gamme notable pour l'ensemble des services avec un plus grand nombre de courses disponibles pour les usagers ainsi qu'une amélioration de la desserte du territoire notamment à destination des actifs en ouvrant la possibilité de rejoindre toutes les ZAC du territoire. Enfin, le TAD connaît également une flexibilisation de son système avec la possibilité de réserver une course jusqu'à H-2 avant le départ.

Fait marquant de l'évolution du réseau, les services scolaires déjà assurés par la CAV dans un autre cadre contractuel seront intégrés au fonctionnement du réseau en septembre 2025.

Cette intégration permettra au contrat d'évoluer vers plus de complémentarité entre les différents services assurés par la CAV.

L'offre de service correspond aux attentes du cahier des charges et répond aux caractéristiques minimales requises.

La tarification

Le soumissionnaire propose des évolutions de la gamme tarifaire pertinente et plus lisible pour l'utilisateur avec l'unification des tarifs réduits, répondant à l'objectifs d'amélioration de l'attractivité du réseau :

- Augmentation des titres 10 voyages Tout public, Access et +65 ans (ex-Tarif réduit) de 1€ ;
- Unification des tarifs réduits des abonnements mensuels pour les étudiants et les + de 65 ans, soit une augmentation de 2,50 € pour les + de 65 ans pour une réduction de 0,5 € pour les étudiants. Keolis propose, pour la fidélisation de la clientèle séniors, d'étendre le service d'adresse à adresse aux personnes de plus de 75 ans leur permettant ainsi d'être pris en charge au pied de leur domicile et d'être déposé directement à leur adresse de destination. La correspondance en gare ou à République est supprimée. Ces derniers basculent donc dans le nouveau réseau vers un fonctionnement « arrêt à arrêt ».
- Suppression de titres mensuels abonnement pour les enfants 2 et 3 d'un foyer afin de flécher vers la souscription à des titres annuels.
- Réduction du prix des abonnements Annuels à 10 fois le prix de l'abonnement mensuel (contre 11 fois aujourd'hui).
- Création d'un titre 20 voyages solidaires.

Politique commerciale

La politique commerciale du réseau connaît une dynamique majoritairement portée par une digitalisation de l'expérience des usagers.

Ainsi, le réseau rentre dans une nouvelle aire en se dotant de services à l'utilisateur accessibles depuis application et site web ainsi que d'une information dynamique accessible en temps réelle depuis les

véhicules et sur des supports numériques. Cette montée en gamme amène le soumissionnaire à proposer une modification des horaires d'ouverture de l'agence commerciale de la manière suivante : du lundi au vendredi de 15h30 à 18h30 à compter du 1^{er} septembre 2023.

Le soumissionnaire propose un changement d'identité du réseau non prévue dans le cahier des charges :



Preuve de modernité et de dynamisme, ce nouveau nom démontre une position affirmée en illustrant une équité de desserte tout en y intégrant la globalité de l'agglomération et de tous les modes de transports, plus doux, tournés vers l'environnement et le multimodes.



Le parc de véhicule

Le soumissionnaire propose, afin d'optimiser son offre finale et conformément à l'avis favorable de la CAV :

- Une adaptation des véhicules de type minibus et midibus afin d'ajuster les capacités en nombre de voyageurs et de permettre des économies en investissements.
- Une adaptation de l'âge du parc en rendant possible un vieillissement légèrement allongé réduisant de fait les nécessités d'investissement.

Ces optimisations vont de pair avec une conversion de l'ensemble du parc, vers du biocarburant (HVO).

2.1.1 Maximiser le rapport entre le volume de fréquentation et le volume de kilomètres en charge sur lignes régulières : V/K = validations/km commerciaux moyen sur la durée du contrat (hors TAD et circuits scolaires)

2.1.1.1 Détermination de la base d'évaluation

Le soumissionnaire se voit attribuer une note en fonction de la pertinence du V/K validations/km commerciaux moyen sur la durée du contrat (hors TAD et circuits scolaires) proposé.

2.1.1.2 Analyse de l'offre finale

Comme demandé par la CAV, dans le cadre de la 1^{ère} négociation, Keolis a revu les clefs de mobilité proposées dans le cadre de sa grille tarifaire afin de faire correspondre les projections de fréquentation à des réalités observées sur le réseau. Keolis a proposé de nouvelles clefs de mobilité appuyées sur les données billettiques entre 2017 et 2019 pour éviter le biais lié à la fréquentation du réseau en période de crise sanitaire. La baisse d'engagement de fréquentation est donc liée à un ajustement pour rendre réaliste les projections de fréquentation.

Engagement de fréquentation (moyenne annuelle)	Keolis offre 1	Keolis offre finale
Voyages totaux	825 301 voyages	628 997 voyages
<i>Dont voyages commerciaux</i>	<i>816 840 voyages</i>	<i>620 536 voyages</i>
<i>Dont voyages TAD</i>	<i>8 461 voyages</i>	<i>8 461 voyages</i>

En parallèle, la production kilométrique a également évolué à la baisse entre la première et la dernière offre, en raison d'ajustements d'offre sur les lignes régulières et services scolaires, et de quelques corrections dans les comptes kilométriques TAD.

La majeure partie de l'évolution se concentre sur la correction d'une erreur dans les kilomètres TAD produits (-20 000 km).

Le périmètre kilométrique des services Direct est quant à lui resté constant.

Production kilométrique par type de service (moyenne annuelle)	Keolis offre 1	Keolis offre finale
Kilomètres totaux	592 426 km	565 732 km
<i>Dont Lignes régulières</i>	<i>371 151 km</i>	<i>369 363 km</i>
<i>Dont services Direct</i>	<i>22 696 km</i>	<i>22 696 km</i>
<i>Dont services TAD</i>	<i>144 429 km</i>	<i>121 191 km</i>
<i>Dont services scolaires (moyenne 2025 - 2029)</i>	<i>86 410 km</i>	<i>83 749 km</i>

En vertu de ses évolutions, et sur la base de ces chiffres mis en cohérence, le critère de maximisation du rapport entre le volume de fréquentation et le volume de kilomètres en charge sur les lignes régulières a pu être calculé.

2.1.1.3 Notation du sous-critère Maximiser le rapport entre le volume de fréquentation et le volume de kilomètres en charge sur lignes régulières

Maximiser le rapport entre le volume de fréquentation et le volume de kilomètres en charge sur lignes régulières Pondération 8%	Keolis offre 1	Keolis offre finale
Valeur	2,06	1,58
Appréciation	Satisfaisant	Satisfaisant
Note	6,4	6,4

Il est attribué l'appréciation de « Satisfaisant » pour le critère de maximisation du rapport entre le volume de fréquentation et le volume de kilomètres en charge sur les lignes régulières malgré une baisse et en raison de la plus grande cohérence portée par les chiffres avancés par le soumissionnaire.

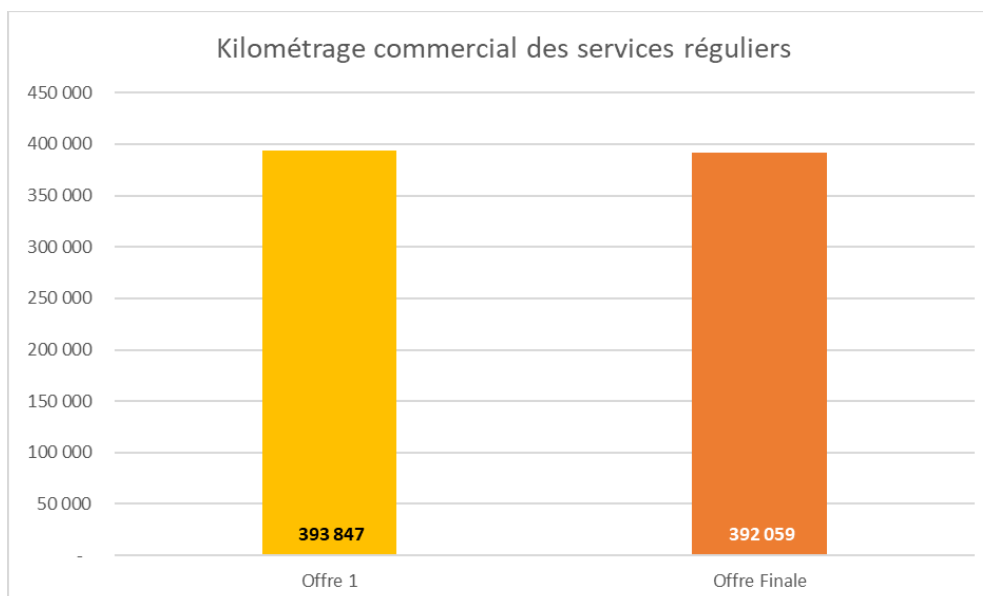
2.1.2 Maximiser le nombre de kilomètres commerciaux sur les lignes régulières :

2.1.2.1 Détermination de la base d'évaluation

Le soumissionnaire se voit attribuer une note en fonction de la pertinence du nombre de kilomètres commerciaux sur les lignes régulières (moyenne annuelle) (Hors TAD)

Nota : Bien que les services scolaires intégrés à partir de 2025 soient des services réguliers, afin de permettre une cohérence d'analyse sur la moyenne annuelle, seules les lignes en exploitation pour toute la durée du contrat ont été prises en compte.

2.1.2.2 Analyse de l'offre finale



La légère réduction de l'offre kilométrique commerciale entre la première et la dernière offre s'explique principalement par des ajustements de l'offre kilométrique des lignes régulières dont certaines courses ont été passées en service à la demande.

Cette évolution s'est faite dans le respect du cadre minimum imposé par le cahier des charges.

2.1.2.3 Notation du sous-critère Maximiser le nombre de kilomètres commerciaux sur les lignes régulières

Maximiser le nombre de kilomètres commerciaux sur les lignes régulières Pondération 7%	Keolis offre 1	Keolis offre finale
Valeur	393 847 km	392 059 km
Appréciation	Adéquate	Adéquate
Note	4,2	4,2

Il est attribué l'appréciation d'« Adéquate » étant donnée la complétude des réponses aux attentes du cahier des charges sans plus-value particulière.

2.1.3 Pertinence des services TAD proposés et lisibilité pour le voyageur

2.1.3.1 Détermination de la base d'évaluation

Le soumissionnaire se voit attribuer une note en fonction de la pertinence et de la lisibilité pour le voyageur du service TAD proposé

2.1.3.2 Analyse de l'offre finale

Les négociations ont permis d'apporter à la CAV les précisions sur l'organisation des services et notamment la correction d'une erreur dans le kilométrage proposé dans la première offre.

Ainsi, l'offre TAD est constituée de 4 composantes :

- Moova La Demande : permettant de rejoindre le PEM ou l'arrêt République depuis toute l'agglomération vésulienne (prise en charge à un point d'arrêt).
- Moova Flexo : permettant de rejoindre toutes les ZAC du territoire, et notamment en horaires décalés.
- Moova'ccess : fonctionnant d'adresse à adresse pour les personnes à mobilité réduite, ou âgées (résidant d'EPHAD et/ou plus de 75 ans).
- Offre d'heure creuse sur 4 lignes régulières (les lignes 6, 7, 8, et 9).

Le soumissionnaire expose clairement les évolutions et les postes d'augmentation kilométriques sur le TAD par rapport aux kilomètres actuels, répartis en 4 aspects :

- Pour le TAD Moova la demande :
 1. Nouvelle offre sur le TAD Moova La Demande : + 26 000 km
- Pour les lignes urbaines 6, 7, 8 et 9 :
 2. Mise en place de services à la demande en lieu et place de services réguliers sur les lignes 6, 7, 8 et 9 : + 20 086 km
- Pour le TAD Moova Flexo :
 3. Extension du périmètre Flexo vers toutes les zones d'activités avec une nouvel horaire correspondant à une embauche matinale (4h30), non demandé au cahier des charges, mais jugé pertinent : + 6 420 km

Ces évolutions représentent pour le réseau une montée en gamme, en partie attendue par la collectivité avec la possibilité de réservation à H-2 avant le départ, mais également avec des possibilités de déplacements nouvelles proposées par le soumissionnaire.

Ce dernier propose des dessertes liées à l'emploi pour toutes les zones d'activité d'une part, et une amélioration de l'existant avec des renforts d'offre sur le périmètre actuel d'autre part.

Enfin, conformément au cahier des charges, le soumissionnaire propose une optimisation de l'utilisation des moyens de la collectivité par la transformation des services réguliers en heure creuse des lignes 6, 7, 8 et 9 en services à la demande.

Par ailleurs, le Transport de Personne à Mobilité Réduite, intégré à l'analyse du Transport à la demande, connaît également un élargissement de son public cible avec l'intégration des personnes de plus de 75 ans au sein des catégories d'ayant droit.

2.1.3.3 Notation du sous-critère Pertinence des services TAD proposés et lisibilité pour le voyageur

Pertinence des services TAD proposés et lisibilité pour le voyageur Pondération 6%	Keolis offre 1	Keolis offre finale
Appréciation	Peu satisfaisant	Satisfaisant
Note	2,4	4,8

Il est attribué l'appréciation de « Satisfaisant » en raison de la complétude des informations apportées et des points très positifs de l'offre du soumissionnaire.

2.1.4 Politique commerciale d'accompagnement et de réussite à la mise en œuvre et au fonctionnement du réseau :

2.1.4.1 Détermination de la base d'évaluation

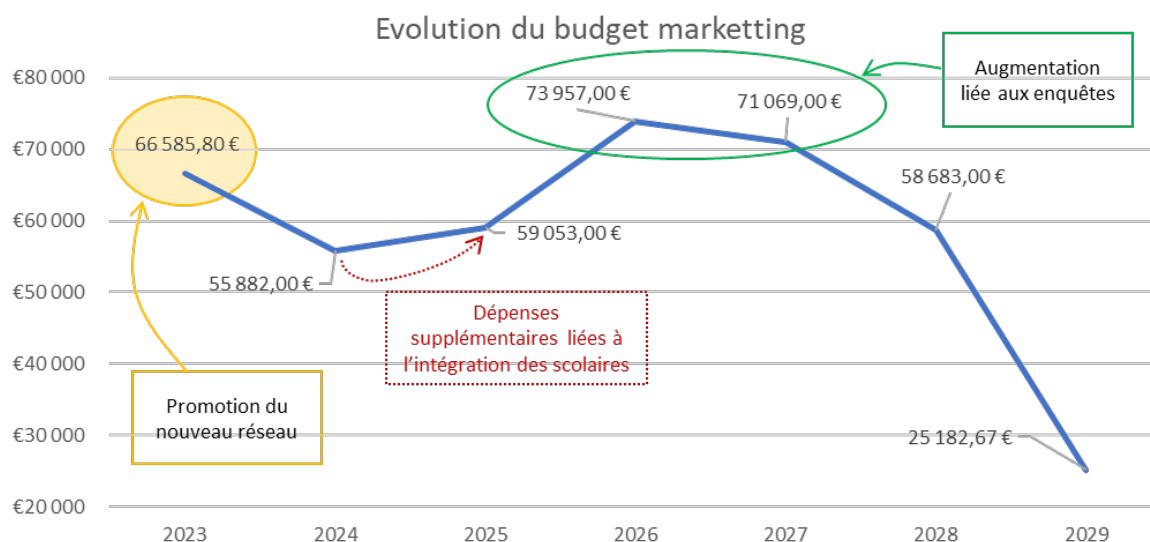
Le soumissionnaire se voit attribuer une note en fonction :

- Du planning prévisionnel marketing et les moyens proposés pour accompagner les modifications apportées au réseau et les effets sur la fréquentation ;
- De la cohérence du budget marketing
- Pertinence de la digitalisation du réseau

2.1.4.2 Analyse de l'offre finale

Du planning prévisionnel marketing et les moyens proposés pour accompagner les modifications apportées au réseau et les effets sur la fréquentation

L'évolution du budget marketing au cours du contrat permet de constater la cohérence du planning des actions commerciales :



On retrouve bien, en 3 séquences successives, les éléments forts de l'évolution du réseau :

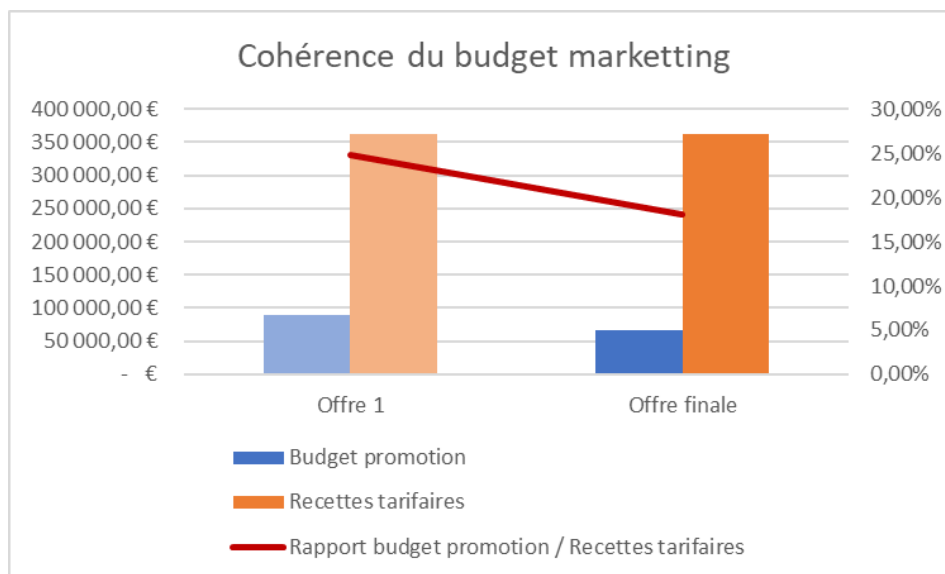
1. Un budget fort de promotion du réseau en première année ;
2. Une augmentation liée à l'intégration des services scolaires dans le périmètre contractuel entre 2024 et 2025 ;
3. Une période d'enquête, qualitative / fraude en 2026 et origine / destination en 2027, pour préparer au mieux le renouvellement contractuel à prévoir à l'horizon 2029.

Les actions portées sont cohérentes sans pour autant proposer de réelles innovations en matière de stratégie marketing.

On constate une augmentation de la fréquentation quasiment linéaire d'année en année, malgré les efforts de promotion avancés par le soumissionnaire.

Cohérence du budget marketing

En lien avec la mise en cohérence de la fréquentation, les propositions du soumissionnaire ont été analysées et ont pu évoluer au cours des négociations. Ainsi, le budget de promotion du service passe d'un total cumulé de 562 995 € HT en offre 1 à 410 412 € HT en offre finale.



Les négociations ont mené aux évolutions suivantes :

- Une diminution du budget « promotion » du réseau, notamment *via* la suppression des études et enquêtes sur le réseau (suppression d’une enquête O/D pour n’en conserver qu’une seule en 2027 afin de préparer la fin de contrat).
- Une suppression de la proposition du soumissionnaire d’installer 5 bornes d’information voyageurs à 5 arrêts importants du réseau (non prévu dans le cahier des charges).
- Une réévaluation :
 - Des actions de publicité et promotion du réseau,
 - Des actions d’information voyageur,
 - Des actions commerciales,
 - De l’enquête Origine / Destination.
- Un choix d’un nouveau prestataire pour la réalisation de l’application mobile et du site web.
- Un nouvel échelonnement de renouvellement des pupitres dans les véhicules.

Ces éléments ont donc abouti à une réduction du recouvrement des dépenses en budget promotion par rapport aux recettes tarifaires d’environ 25% en offre 1 à 18% en offre finale, sans dégradation des propositions du soumissionnaire ni baisse des recettes tarifaires.

Enfin, le montant du budget de promotion du réseau inclut également la mise en place d’une nouvelle identité visuelle pour le réseau, non demandée au cahier des charges mais ayant été jugée pertinente pour accroître l’attractivité du réseau. La livrée actuelle datant de plusieurs années.

La nouvelle identité intrônise donc, en remplacement du réseau VBus, le réseau :



Digitalisation du réseau

La digitalisation du réseau, attente forte du cahier des charges, connaît une véritable montée en gamme avec :

- Un site web et une application mobile ouvrant à de nouvelles fonctionnalités comme la réservation du TAD.
- Une information voyageur dynamique *via* notamment des écrans dans les véhicules, une accessibilité en temps réel sur support numérique et des QRcodes aux arrêts.

2.1.4.3 Notation du sous-critère Politique commerciale d'accompagnement et de réussite à la mise en œuvre et au fonctionnement du réseau

Politique commerciale d'accompagnement et de réussite à la mise en œuvre et au fonctionnement du réseau analysé au regard : Pondération 6%	Keolis offre 1	Keolis offre finale
1 - Du planning prévisionnel marketing et les moyens proposés pour accompagner les modifications apportées au réseau et les effets sur la fréquentation	Adéquate	Adéquate
2 - Cohérence du budget marketing	Adéquate	Satisfaisant
3 - Pertinence de la digitalisation du réseau	Très Satisfaisant	Très Satisfaisant
Appréciation globale	Satisfaisant	Satisfaisant
Note	4,8	4,8

Il est attribué l'appréciation globale de « Satisfaisant », l'offre étant complète et faisant montre de nombreux points positifs.

2.1.5 Pertinence des actions innovantes réalisables de l'entreprise visant à améliorer son impact sur l'environnement dans le cadre de l'exploitation du réseau

2.1.5.1 Détermination de la base d'évaluation

Le soumissionnaire se voit attribuer une note en fonction de la pertinence des actions innovantes réalisables de l'entreprise visant à améliorer son impact sur l'environnement dans le cadre de l'exploitation du réseau

2.1.5.2 Analyse de l'offre finale

Action	Descriptif	Date de réalisation
Réduction consommation énergie	Suivi des consommations à travers le logiciel WINCARB	Durant toute la DSP
Réduction consommation énergie	Formation éco-conduite	Durant toute la DSP
Réduction des émissions de GES de 50% à 90%	Bio-carburant HVO	Durant toute la DSP

Réduction consommation énergie	Equiper de l'atelier en éclairage LED + détecteur de présence dans le bâtiment administratif	2024
Réduction consommation énergie	Réduction des kilomètres haut-le-pied	A partir de sept. 2024
Sensibilisation aux éco gestes	Sensibilisation aux bonnes pratiques d'économie d'énergie par affichage ou animation : fermer les robinets lorsqu'on se lave les mains, éteindre les lumières, baisser le chauffage	Durant toute la DSP
Privilégier les fournisseurs de proximité pour maîtriser l'impact environnemental	Poursuivre les pratiques d'achats en circuits courts pour limiter les kilomètres parcourus par les prestataires	Durant toute la DSP
Privilégier les fournisseurs de proximité pour maîtriser l'impact environnemental	Favoriser les filières et entreprises respectueuses de l'environnement	Durant toute la DSP
Minimiser l'impact des produits sur l'environnement	Utiliser des produits Ecolabel	Durant toute la DSP
Gestion des déchets	Politique rigoureuse de tri et traitement des déchets	Durant toute la DSP
Consommation de papier	Achat de papiers issus de filières raisonnées ou certifiées	Durant toute la DSP
Consommation de papier	Paramétrage par défaut des imprimantes en mode brouillon, recto verso et noir et blanc	Durant toute la DSP

Le soumissionnaire propose une politique environnementale en cohérence avec le cahier des charges avec des actions renouvelées chaque année et d'autres ciblées en début de contrat. Certaines actions présentent des impacts positifs sans pour autant explorer d'actions innovantes.

Le soumissionnaire est signataire de la charte Objectif CO2 et en exige autant de ses sous-traitants.

2.1.5.3 Notation du sous-critère Pertinence des actions innovantes réalisables de l'entreprise visant à améliorer son impact sur l'environnement dans le cadre de l'exploitation du réseau

Pertinence des actions innovantes réalisables de l'entreprise visant à améliorer son impact sur l'environnement dans le cadre de l'exploitation du réseau : Pondération 5%	Keolis offre 1	Keolis Offre finale
Appréciation	Satisfaisant	Satisfaisant
Note	4	4

Il est attribué l'appréciation de « Satisfaisant », l'offre étant complète et proposant de nombreux points positifs.

2.1.6 Fréquentation commerciale (hors TAD et circuits scolaires) du réseau analysé

2.1.6.1 Détermination de la base d'évaluation

Le soumissionnaire se voit attribuer une note en fonction de la pertinence de son engagement au regard de :

- La fréquentation moyenne annuelle du réseau
- Le taux d'augmentation de fréquentation entre la première et dernière année pleine du contrat

2.1.6.2 Analyse de l'offre finale

Comme demandé par la Communauté d'Agglomération de Vesoul, le soumissionnaire a revu au cours des négociations les clefs de mobilité proposées dans le cadre de sa grille tarifaire. Cela a permis de faire correspondre les projections de fréquentation à la réalité observée sur le réseau.

Le soumissionnaire a proposé de nouvelles clefs de mobilité appuyées sur les données billettiques entre 2017 et 2019 pour éviter le biais lié à la fréquentation du réseau en période de crise sanitaire.

Malgré une baisse significative de la fréquentation proposée par le soumissionnaire entre sa première offre et son offre finale, en lien avec les nouvelles clefs de mobilité, les chiffres apparaissent plus cohérents au regard de la situation actuelle du réseau.

L'engagement de fréquentation moyenne du réseau sur les lignes régulières de l'offre finale du soumissionnaire s'élève à 620 536 voyages commerciaux (hors TAD et circuits scolaires) par an, contre 816 840 voyages annuels moyens en offre 1.

L'engagement de fréquentation sur les lignes de TAD de 8 461 voyages en moyenne par an est quant à lui inchangé par rapport à la première offre.

Le taux de croissance suit la même dynamique que dans l'offre 1 pour s'établir à une croissance totale de + 8,1 % entre 2024 et 2028, ce qui correspond à une croissance moyenne annuelle de l'ordre de 1,97%.

2.1.6.3 Notation du sous-critère Fréquentation commerciale (hors TAD et circuits scolaires) du réseau

Fréquentation commerciale (hors TAD et circuits scolaires) du réseau analysé au regard de : Pondération4%	Keolis offre 1	Keolis offre finale
1 - La fréquentation moyenne annuelle du réseau	816 840	620 536
2 - Le taux d'augmentation de fréquentation entre la première et dernière année pleine du contrat	8 %	8 %
Appréciation	Satisfaisant	Satisfaisant
Note	3,2	3,2

Il est attribué l'appréciation de « Satisfaisant » en raison de la complétude de l'offre et de sa cohérence.

2.1.7 Procédures concernant la sécurité des élèves : formation/ dispositif technique/équipement des véhicules/ procédures internes

2.1.7.1 Détermination de la base d'évaluation

Le soumissionnaire se voit attribuer une note en fonction de la pertinence des procédures concernant la sécurité des élèves : formation/ dispositif technique/équipement des véhicules/ procédures internes

2.1.7.2 Analyse de l'offre finale

ACTIONS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION			
Thème	Cibles	Actions	Impact
Opération CM2	Écoliers	Exposé informatif de deux heures, au Dépôt du réseau.	Cette action existe depuis plus de 20 ans et s'adapte aux besoins.
		Trajet en bus	Objectif : sensibiliser les futurs collégiens sur :
		Visite du Pôle d'Echange Multimodal.	- le fonctionnement d'un réseau de Transport Urbain et scolaire
			- les codes de sécurité qui l'accompagne,
			- l'utilisation du bus à la veille de leur entrée au collège (découverte du réseau, de son utilisation, de la sécurité à bord et dans l'environnement piéton, utilisation et compréhension du guide horaire...).
Intervention Transport Attitude/ANATEEP	Collégiens	Action organisée avec l'Association Nationale pour les Transports Educatifs de l'Enseignement qui régit en local	Objet : promouvoir la sécurité, la qualité du transport scolaire et plus globalement des transports éducatifs.
		Mise à disposition d'un véhicule aux abords de l'établissement	Objectif : donner l'accès aux établissements scolaires à une séance de sensibilisation auprès des collégiens avec afin de sensibiliser les scolaires à l'utilisation du véhicule et de les sensibiliser à l'environnement de celui-ci
		Exposé de sensibilisation dans les classes	
		Procéder à un exercice d'évacuation dans le véhicule.	
Accompagnement parrain	Etudiants + collégiens	Keolis a pour ambition de s'inscrire dans les projets de travaux pratiques ou tutorés des établissements d'enseignement supérieurs sur le territoire de l'Agglomération tels que les BTS Négociation et digitalisation de la relation client dispensé au lycée les Haberges, ou le DUT transport proposé à l'IUT de Vesoul	Objet : les étudiants effectuent des trajets découverte avec les élèves de 6ème ou de 3ème à la veille de leur entrée dans un établissement de niveau supérieur.
			Objectifs : - impliquer les étudiants dans leur parcours de professionnalisation tout en les intégrant dans la vie locale en les plaçant dans un rôle

			de "parrainage et d'accompagnement" d'élèves plus jeunes
			- les étudiants peuvent valoriser cette opération dans le cadre de leur projet
			- écoliers et collégiens ont une vision précise de leurs déplacements et peuvent poser toutes leurs questions à ceux qui sont passés par cette étape auparavant.
Campagne sécurité (angle mort)	Maternelles, écoliers, collégiens, lycéens	Affichages	Objectifs : éviter les comportements à risques, sensibiliser les scolaires aux règles de sécurité
		Dépliant informatif "je ne te vois pas dans mes rétros"	
Autres campagnes de communication	Maternelles, écoliers, collégiens, lycéens	Affichages	Objet : campagnes ciblées étalées sur l'année avec un thème fort par campagne (ceinture, sortie du car,...)
		Dépliant informatif	Objectifs : sensibiliser les scolaires aux règles de sécurité sur des sujets précis

DISPOSITIFS TECHNIQUES/ ÉQUIPEMENTS DES VEHICULES/ ANALYSES INTERNES			
Thème	Cibles	Principes	Objets et Objectifs
Suivi à distance des systèmes EAD (système oOClock) dans les autocars	Maternelles, écoliers, collégiens, lycéens	Système EAD	Objet : Envoi d'une alerte au service Exploitation par sms ou mails en cas d'utilisation détournée de l'éthylotest anti-démarrage
			Objectif : Garantir le bon usage des systèmes EAD
Bouton enfant oublié (système oOClock)	Maternelles, écoliers, collégiens, lycéens	Système installé dans le véhicule qui contraint le conducteur à passer en revue l'ensemble du véhicule à la fin du service	Objet : Envoi d'une alerte au service Exploitation par sms ou mail si le conducteur n'actionne pas en fin de service le bouton « Enfant Oublié » connecté
			Objectif : Garantir un véhicule vide en fin de service scolaire
Analyse des risques voyageurs	Maternelles, écoliers, collégiens, lycéens	Analyses internes	Objet : Identifier les dangers et les risques pour la santé et la sécurité des voyageurs, dans tous les aspects liés au transport. -mettre un place un plan d'actions avec des actions prioritaires afin de réduire ou d'éliminer les risques identifiés.

			Objectif : analyser les risques et les éliminer
Coiffes de siège port de la ceinture	Maternelles, écoliers, collégiens, lycéens	Coiffe de siège à installer dans les cars aux emplacements les plus visibles	Objet : Visuel recouvrant plusieurs sièges dans les véhicules, impactant et visible
			Objectif : tous les passagers d'un car portent leur ceinture de sécurité, sur tous les trajets et pendant toute leur durée.
Système « Malassi »	Maternelles, écoliers, collégiens, lycéens	Bande en mousse à installer sur les ceintures dans les cars	Objet : Installation d'une bande de mousse rigide accrochée à la ceinture pour la rendre plus visible et gênante lorsqu'on s'assoit dessus : les passagers sont contraints de prendre en main la ceinture pour s'installer confortablement.
			Objectif : Inciter au port de la ceinture de sécurité

Le soumissionnaire mène des actions de sensibilisation et d'information pertinentes et propose des dispositifs multiples en faveur de la sécurité : bouton « enfant oublié » au fond du car, « coiffes de sièges » et système « malassi ».

2.1.7.3 Notation du sous-critère Procédures concernant la sécurité des élèves : formation/ dispositif technique/équipement des véhicules/ procédures internes

Procédures concernant la sécurité des élèves : formation/ dispositif technique/équipement des véhicules/ procédures internes : Pondération 4%	Keolis offre 1	Keolis offre finale
Appréciation	Très satisfaisant	Très satisfaisant
Note	4	4

Il est attribué l'appréciation de « très satisfaisant » en raison de la proposition de dispositifs de sécurité pertinents.

2.2 Performance économique 60%

Compte tenu de l'unique offre à la concession la note du soumissionnaire est maximale. L'offre initiale manquait de cohérence, la phase de négociation a permis outre un travail d'optimisation des coûts une cohérence économique de son offre.

2.2.1 Minimiser le montant moyen annuel de participation demandée à la collectivité (CFF)

2.2.1.1 Détermination de la base d'évaluation

Le critère de minimisation de la contribution totale de la collectivité est évalué sur la base de la moyenne annuelle de contribution forfaitaire demandée par le soumissionnaire sur la durée du contrat. La contribution financière forfaitaire moyenne s'élève à 2 614 955€ par an, soit une baisse de 328 802€/an en moyenne (-11%) entre l'offre initiale et l'offre finale.

2.2.1.2 Analyse de l'offre finale

2.2.1.2.1 Les charges d'exploitation

Dans l'offre finale, les charges d'exploitation (hors contribution économique territoriale et taxe sur les salaires, remboursés à l'euro l'euro) s'élèvent au total à 18 766 828€ (soit 3 002 692€/an en moyenne). Les négociations ont permis de revoir l'offre et ses conditions pour aboutir à une réduction cumulée de 1,91 M€ entre 2023 et 2029, soit une diminution annuelle moyenne des charges de 305 k€ par rapport à l'offre initiale.

Les efforts ont porté en particulier sur :

- Les coûts de personnel de conduite (-230 k€) : amélioration de la productivité du personnel et réduction de l'offre kilométrique ;
- Les autres services extérieurs (-213 k€) : réduction des frais de graphicage/habillage, diminution du budget publicité et réduction du nombre d'enquêtes réalisées ;
- Les frais généraux (-153 k€) : diminution des frais d'assurance, réduction du montant de l'assistance technique ;
- Les charges financières (-180 k€) ;
- La suppression de la provision malus fréquentation (-125 k€) ;
- Les dotations aux amortissements (-882 k€) : étalement du plan de renouvellement des véhicules, sortie des investissements liés au dépôt (portés par la CAV), suppression de certains investissements (emports vélos, vidéoprotection, etc...) ;
- La marge (-213 k€).

CHARGES EN €	OFFRE 1		OFFRE FINALE		EVOLUTION OFFRE INITIALE / OFFRE FINALE	
	Montant cumulé 2023-2029	Moyenne annuelle 2023-2029	Montant cumulé 2023-2029	Moyenne annuelle 2023-2029	Montant cumulé 2023-2029	Moyenne annuelle 2023-2029
Charges variables - Coût kilométrique	2 798 995	447 839	2 820 574	451 292	+21 579	+3 453
Charges variables - Coût de personnel de conduite	5 971 665	955 466	5 741 611	918 658	-230 054	-36 809
Charges variables TAD	1 477 121	236 339	1 493 535	238 966	+16 413	+2 626
Charges fixes - autres achats	293 690	46 990	293 691	46 991	+1	+0
Charges fixes - autres services extérieurs	1 835 171	293 627	1 622 633	259 621	-212 538	-34 006
Charges fixes - frais généraux (hors marge et aléas)	1 839 431	294 309	1 687 269	269 963	-152 162	-24 346
Charges fixes - impôts et taxes (hors remb. à l'€)	43 023	6 884	39 423	6 308	-3 600	-576
Charges fixes - redevance de mise à disposition	312 500	50 000	396 900	63 504	+84 400	+13 504
Charges fixes - charges financières	220 340	35 254	39 858	6 377	-180 483	-28 877
Charges fixes - charges exceptionnelles	125 853	20 137	852	136	-125 001	-20 000
Charges fixes - dotations aux amortissements	2 824 353	451 897	1 941 984	310 717	-882 369	-141 179
Charges fixes - charges de personnel fixes	2 223 959	355 833	2 192 494	350 799	-31 465	-5 034
Charges fixes - marge et aléas	708 864	113 418	496 004	79 361	-212 860	-34 058
TOTAL DES CHARGES (HORS REMB. À L'€)	20 674 966	3 307 995	18 766 828	3 002 692	-1 908 138	-305 302

2.2.1.2.2 Les recettes des services de transport

Les recettes des services de transport de l'offre finale sont décomposées comme suit :

RECETTES EN €	OFFRE 1		OFFRE FINALE		EVOLUTION OFFRE INITIALE / OFFRE FINALE	
	Montant cumulé 2023-2029	Moyenne annuelle 2023-2029	Montant cumulé 2023-2029	Moyenne annuelle 2023-2029	Montant cumulé 2023-2029	Moyenne annuelle 2023-2029
Recettes tarifaires	2 263 986	362 238	2 263 986	362 238	+0	+0
Recettes annexes	12 500	2 000	159 375	25 500	+146 875	+23 500
TOTAL DES RECETTES	2 276 486	364 238	2 423 361	387 738	+146 875	+23 500

Les recettes tarifaires sont restées inchangées entre la première et la dernière offre. Les recettes annexes ont progressé du montant de facturation de la quote-part du dépôt à Keolis Mont Jura (146 875€ au total entre 2023 et 2029).

2.2.1.2.3 La pertinence du PPI et les impacts sur les charges

Keolis prévoit d'investir 1,2 M€ entre 2023 et 2027 (aucun investissement prévu en 2028 et 2029). Les véhicules représentent 844 k€ entre 2023 et 2025.

Investissements	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL
Véhicules	296 030	309 716	237 911	0	0	0	0	843 657
Autres investissements	146 909	76 638	108 594	12 590	540	0	0	345 271
TOTAL	442 939	386 354	346 505	12 590	540	0	0	1 188 928

Les amortissements s'élèvent au total 1,9 M€ entre 2023 et 2029, soit une moyenne de 311 k€/an.

Amortissements	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	TOTAL
Keolis	146 758	212 829	235 171	251 106	251 106	251 106	168 197	1 516 272
Keolis Mont Jura	11 981	19 571	47 210	91 407	87 790	87 743	80 010	425 712
TOTAL AMORTISSEMENTS	158 739	232 400	282 381	342 513	338 896	338 849	248 207	1 941 984

2.2.1.2.4 La contribution de la CAV

L'offre initiale portait le montant de la contribution financière forfaitaire pour la CAV à 18 398 480€ sur la durée de la concession. Les phases de négociation ont permis de réduire le montant de la contribution

financière forfaitaire à 16 343 467€ au total entre 2023 et 2029, soit une réduction de 2 055 013€ (328 802€/an en moyenne).

La CFF moyenne s'élève ainsi à 2 614 955€/an :

CONTRIBUTION FINANCIERE FORFAITAIRE EN €	OFFRE 1		OFFRE FINALE		EVOLUTION OFFRE INITIALE / OFFRE FINALE	
	Montant cumulé 2023-2029	Moyenne annuelle 2023-2029	Montant cumulé 2023-2029	Moyenne annuelle 2023-2029	Montant cumulé 2023-2029	Moyenne annuelle 2023-2029
Total des charges (hors remb. à l'€)	20 674 966	3 307 995	18 766 828	3 002 692	-1 908 138	-305 302
Total des recettes	2 276 486	364 238	2 423 361	387 738	+146 875	+23 500
CONTRIBUTION FINANCIERE FORFAITAIRE	18 398 480	2 943 757	16 343 467	2 614 955	-2 055 013	-328 802

Il convient toutefois de préciser que le contrat n'intègre les charges du transport scolaire qu'à partir de septembre 2025, ce qui tend à faire diminuer la moyenne de la CFF sur la durée de la DSP.

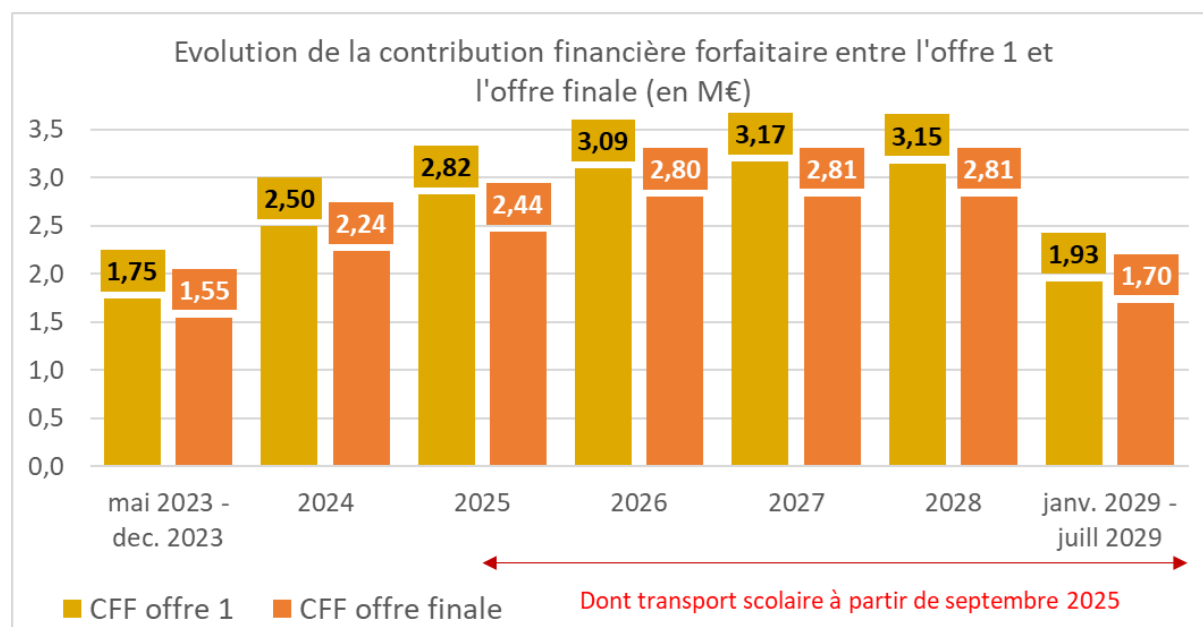
Dans l'offre finale, l'évolution du coût total de la CAV est maîtrisée.

en k€	2022	OFFRE 1		Offre finale		Evolution 2022/2024
		2024	moyenne annuelle sept.2025 - juillet2029	2024	moyenne annuelle sept.2025 - juillet2029	
CFF TU, TI, TAD, PEM	2 149	2 495	2 659	2 239	2 340	4,2%
Scolaires	526*	526*	503**	526*	468**	0,0%
Amort. sur les invest. du dépôt portés par la CAV	-	-	-	-	21	
Coût total CAV	2 675	3 021	3 162	2 765	2 828	3,4%

* : marché de transport scolaire

** : transport scolaire intégré dans la DSP

Nota : Dans le PPI, il est prévu que la CAV investisse 30 586€ en 2023, 36 366€ en 2024 et 100 341 en 2025.



2.2.1.3 Notation du sous-critère Minimiser le montant moyen annuel de participation demandée à la collectivité (CFF)

Minimiser le montant moyen annuel de participation demandée à la collectivité (CFF) : Pondération 45%	Keolis offre 1	Keolis offre finale
Valeur	2 943 757€	2 614 955€
Note	45	45

2.2.2 Engagement de gain de productivité : terme constant de la formule d'actualisation

2.2.2.1 Détermination de la base d'évaluation

Le terme constant correspond à la part fixe de la formule d'indexation. Plus cette valeur est importante plus la formule propose une forme de constance par l'atténuation de l'évolution réelle des coûts.

2.2.2.2 Analyse de l'offre finale

Keolis, dans son offre finale comme dans son offre initiale, propose de fixer la part fixe de la formule d'actualisation à 0,04. La formule d'actualisation sera donc à 4% fixe et à 96% évolutive en fonction des indices prévus au contrat.

2.2.2.3 Notation du sous-critère Engagement de gain de productivité : terme constant de la formule d'actualisation

Engagement de gain de productivité : terme constant de la formule d'actualisation : Pondération 5%	Keolis offre 1	Keolis offre finale
Valeur	4%	4%
Note	5	5

2.2.3 Maximiser le ratio Recettes commerciales /Charges d'exploitation

2.2.3.1 Détermination de la base d'évaluation

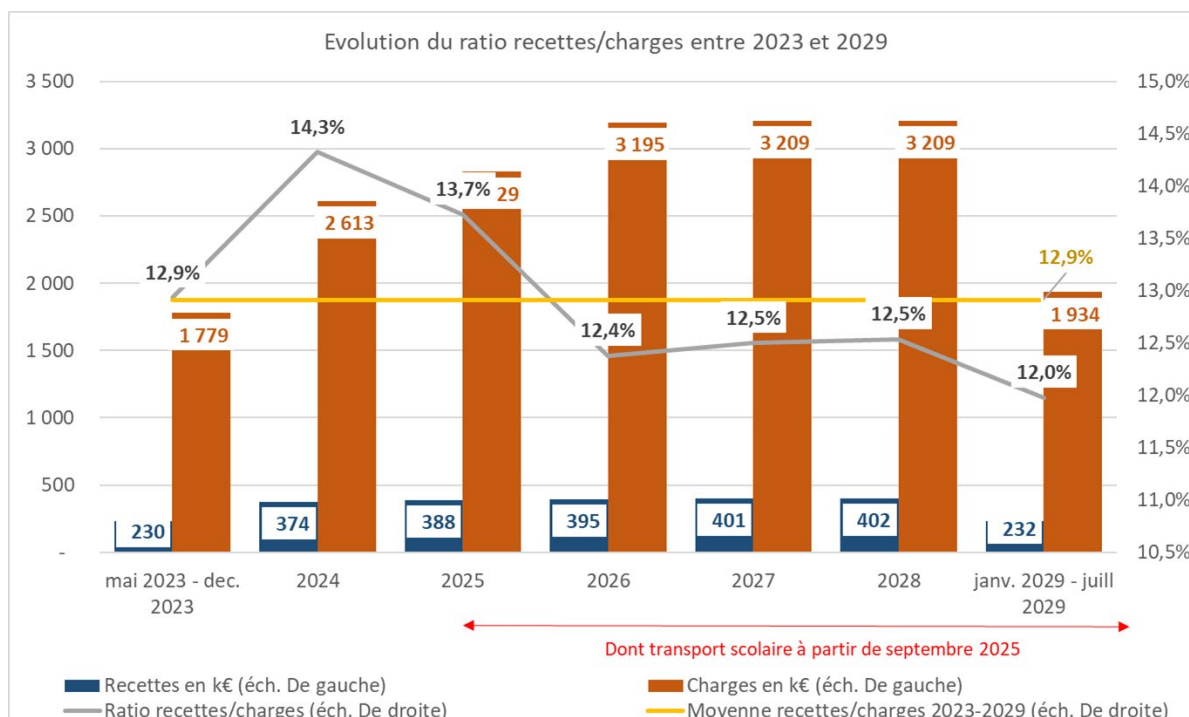
Méthode de notation : Recettes commerciales de l'ensemble des services sur la période de fonctionnement du nouveau réseau par les charges d'exploitation de l'ensemble des services sur la même période.

2.2.3.2 Analyse de l'offre finale

Le ratio Recettes commerciales sur charges d'exploitation s'améliore entre l'offre 1 et l'offre finale. Il s'élève en moyenne à 12,9% sur la durée de la concession.

Les recettes commerciales prises en compte sont les recettes tarifaires et les recettes annexes.

L'intégration des charges du transport scolaire à partir du mois de septembre 2025 entraîne une baisse mécanique du ratio recettes/charges, légère en 2025 (intégration du transport scolaire de septembre à décembre 2025) et plus importante à partir de 2026 (intégration du transport scolaire sur une année pleine).



2.2.3.3 Notation du sous-critère Maximiser le ratio Recettes commerciales / Charges d'exploitation

Maximiser le ratio Recettes commerciales / Charges d'exploitation : Pondération 5%	Keolis offre 1	Keolis offre finale
Valeur	2021 : 13% 2024 : 12% 2029 : 10%	2021 : 13% 2024 : 14% 2029 : 12%
Note	5	5

2.2.4 Minimiser le coût kilométrique marginal moyen

2.2.4.1 Détermination de la base d'évaluation

Ce critère permet de prendre en compte dans la notation de KEOLIS le coût d'éventuelles modifications futures du service.

Méthode de notation : coût kilométrique marginal moyen sur la durée du contrat des différents types de véhicules

2.2.4.2 Analyse de l'offre finale

Le coût marginal moyen pour les lignes régulières diminue entre l'offre 1 (0,83€/km) et l'offre finale (0,72€/km).

2.2.4.3 Notation du sous-critère Minimiser le coût kilométrique marginal moyen

Minimiser le coût kilométrique marginal moyen : Pondération 5%	Keolis offre 1	Keolis offre finale
Valeur	Coût (<i>moyenne</i>) LR : 0,83€ Coût véh TAD : 0,21€	Coût (<i>moyenne</i>) LR : 0,72€ Coût véh TAD : 0,21€
Note	5	5

3 Notation des critères offre finale

Critère	Sous-Critères	Pondération	Appréciation	Notation Keolis
Qualité du service rendu aux usagers 40 %	Maximiser le rapport entre le volume de fréquentation et le volume de kilomètres en charge sur lignes régulières : $V/K = \text{validations/km commerciaux moyen sur la durée du contrat}$ (hors TAD et circuits scolaires)	8%	Satisfaisant	6,4
	Maximiser le nombre de kilomètres commerciaux sur les lignes régulières	7%	Adéquate	4,2
	Pertinence des services TAD proposés et lisibilité pour le voyageur	6%	Satisfaisant	4,8
	Politique commerciale d'accompagnement et de réussite à la mise en œuvre et au fonctionnement du réseau	6%	Satisfaisant	4,8
	Pertinence des actions innovantes réalisables de l'entreprise visant à améliorer son impact sur l'environnement dans le cadre de l'exploitation du réseau	5%	Satisfaisant	4
	Fréquentation commerciale (hors TAD et circuits scolaires) du réseau	4%	Satisfaisant	3,2
	Procédures concernant la sécurité des élèves : formation/ dispositif technique/équipement des véhicules/ procédures internes	4%	Très satisfaisant	4
Performance économique 60%	Minimiser le montant moyen annuel de participation demandée à la collectivité (CFF)	45%		45
	Engagement de gain de productivité : terme constant de la formule d'actualisation	5%		5
	Maximiser le ratio Recettes commerciales /Charges d'exploitation	5		5
	Minimiser le coût kilométrique marginal moyen	5		5
Qualité du service rendu aux usagers 40 %				31,4
Performance économique 60 %				60
Note Globale				91,4

4 Conclusion sur le résultat des négociations

La candidature unique de KEOLIS, accentuée par sa position de candidat sortant, a rendu le cadre de négociation plus complexe qu'une situation à plusieurs soumissionnaires où le jeu de la concurrence facilite l'atteinte de l'objectif fixé par l'Autorité Organisatrice. Toutefois, par une analyse fine des différentes composantes de son offre tant technique que financière et économique, plusieurs avancées ont pu être obtenues au cours des négociations.

Le premier objectif de la CAV était d'avoir la capacité de financer un service public de transport optimisé et ambitieux, poursuivant la très bonne dynamique constatée sur le réseau avant la crise sanitaire.

Ainsi, le réseau proposé dans le cadre de l'offre finale est plus lisible et hiérarchisé et présente des caractéristiques à la hauteur des ambitions de la CAV tant en termes d'offre :

- Une ligne forte confirmée dans son rôle et cadencée à la demi-heure ;
- Une complémentarité d'offre entre les services et les lignes du réseau ;
- Une montée en gamme du transport à la demande, notamment à destination des actifs, mais permettant également de mieux desservir les zones d'activités du territoire, et offrant des possibilités de déplacement à l'ensemble des habitants de la CAV.

Qu'en termes de services à l'utilisateur, avec :

- Une forte digitalisation de l'expérience usager reposant sur de l'information dynamique accessible à bord des véhicules ou sur des supports numériques, en temps réel ;
- Une gamme tarifaire légèrement remaniée en faveur des publics captifs ;
- Une flexibilisation de l'usage du TAD avec la possibilité de réserver un voyage jusqu'à H-2 avant le départ ;
- Une ouverture au TPMR fonctionnant d'adresse à adresse pour les personnes de plus de 75 ans.

Ou qu'en termes d'organisation de l'exploitation, avec :

- Un renouvellement du parc maîtrisé ;
- Une motorisation passée au biocarburant pour l'ensemble du parc de véhicule.

Enfin, et pour valoriser l'ensemble de ces éléments, l'identité du réseau évoluera vers un nouveau nom : MOOVA, une nouvelle image, par un renouvellement de la charte graphique qui sera appliquée sur les supports d'information et sur les véhicules.

Les négociations ont permis de faire rentrer ces évolutions dans le cadre budgétaire de la CAV.

5 Choix du concessionnaire proposé

KEOLIS propose une offre :

- Techniquement intéressante, présentant des caractéristiques notables de lisibilité d'offre, d'optimisation des moyens et de montée en gamme pour l'ensemble des communes, notamment par le transport à la demande ;
- Économiquement avantageuse, permettant de maîtriser la hausse entre la contribution financière forfaitaire actuelle et la CFF de la future concession pour la CAV.

6 Présentation du futur contrat avec le concessionnaire proposé

6.1 Objet et caractéristiques principales du contrat

Il s'agit d'un contrat de concession de service public pour gestion et exploitation du service public des transports de voyageurs d'une durée 6 ans et 3 mois à compter du 1er mai 2023.

Dans le cadre du contrat, les missions incombant au concessionnaire sont les suivantes :

- L'exploitation des services publics de transport ;
- La gestion et l'exploitation du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de Vesoul
- L'entretien et la gestion des biens mis à disposition par l'Autorité Organisatrice (dépôt et atelier, locaux techniques et administratifs, poteaux)
- La fourniture et l'entretien des autres biens nécessaires à l'exploitation (véhicules et équipements le cas échéant), en complément de ceux mis à disposition par l'Autorité organisatrice... ;
- L'affectation des conducteurs et autres agents nécessaires à l'exécution du service ;
- La gestion commerciale et administrative du réseau ;
- La mise à jour des dispositifs d'information (sur le mobilier urbain, sur les véhicules, sur le site internet, etc....) destinés à l'information des usagers (horaires, itinéraires, tarifs, perturbations sur le réseau, etc.) ;
- La conduite d'une communication/marketing accrue pour mieux vendre le réseau ;
- Une assistance conseil permanente à l'AOM permettant d'apporter toutes les améliorations à la qualité du service rendu aux usagers et adapter le service en fonction des besoins ;

L'ensemble des obligations du concessionnaire sont stipulées et détaillées dans le contrat.

6.2 Économie du contrat

La contribution financière forfaitaire s'élève en moyenne à 2 614 955€/an (avec intégration du transport scolaire à partir de septembre 2025) et le terme fixe de la formule d'actualisation représente 4%.

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Moyenne 2023-2029
Total des charges (hors remb. à l'€)	1 778 633	2 612 885	2 828 975	3 194 816	3 208 507	3 208 552	1 934 459	3 002 692
Total des recettes	230 066	374 286	388 439	395 421	401 062	402 310	231 776	387 738
CONTRIBUTION FINANCIERE FORFAITAIRE	1 548 566	2 238 599	2 440 536	2 799 395	2 807 445	2 806 242	1 702 684	2 614 955

en k€	2022	Offre finale		Evolution 2022/2024
		2024	moyenne annuelle sept.2025 - juillet2029	
CFF TU, TI, TAD, PEM	2 149	2 239	2 340	4,2%
Scolaires	526*	526*	468**	0,0%
Invest. sur le dépôt portés par la CAV	-	-	21	
Coût total CAV	2 675	2 765	2 828	3,4%

* : marché de tranport scolaire

** : transport scolaire intégré dans la DSP

Actualisation des charges	Pondération
Terme fixe	4%
Gazole	12%
Salaires	47%
Entretien réparation	4%
Divers et locations financières (véhicules)	33%

7 Conclusion

Au terme de cette procédure, la Communauté d'Agglomération de Vesoul dispose donc d'un cadre juridique renouvelé et clarifié, assorti d'engagements sur les performances économiques.

La collectivité dispose en outre de moyens renforcés de contrôle et de maîtrise de l'exécution du contrat pendant 6 ans et 3 mois, conformément aux clauses du contrat.

À l'exposé de ce rapport, il vous est proposé d'approuver le contrat de concession de service public portant sur la gestion et l'exploitation du service public des transports de voyageurs et sa conclusion avec la société KEOLIS et d'autoriser le Président à signer ledit contrat.

Fait à Vesoul le 20/02/2023,

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Vesoul

8 Annexes

OFFRE ACTUELLE						OFFRE FINALE DU 7 FEVRIER 2023						SYNTHÈSE		
Ligne	Type de ligne	Origine-Destination	Secteurs desservis	Fréquence moyenne	1 ^{er} et dernier départ	Nombre de courses ALLER (Retour)	Ligne	Type de ligne	Origine-Destination	secteurs desservis	Fréquence moyenne	1 ^{er} et dernier départ (LAV/PSCO)	Nombre de courses Aller /Retour (LAV/PSCO)	
1	Régulière	VESOL Rêpes - Pôle Multimodal	Rêpes - Briel - Beain - Coubertin - République - PEM	38 HP 60 HC	6:20 - 18:15	24 (21)	1	Régulière	Vesoul Briel - Pôle multimodal	Briel - Beain - Coubertin - République - PEM	30'	6:25 - 19:20 (LAV/PSCO)	27 / 24	Fortes améliorations de la fréquence : passage à la demi-heure toute la journée du lundi au vendredi. Liaisons plus rapides et plus fréquentes entre Pussey et le PEM : + 3 courses et -5 minutes de temps de parcours. Passages alternés au loisissement de Pussey et dans la zone de l'Oasis aux heures opportunes
2	Régulière	PUSSEY Marie - Pôle Multimodal	Pussey - Oasis - Vaugine - Pôle Santé - Haberges - St-Martin - Centre-ville - PEM	60'	6:40 - 19:05	14 (14)	2	Régulière	PUSSEY Marie - Pôle Multimodal	Pussey - Oasis - Vaugine - Pôle Santé - Haberges - St-Martin - Lafayette - PEM	60' Améliorée en HP	6:40 - 19:15	16 / 15	Eloignement de l'offre sur un secteur porteur d'emplois : Nouveau terminus systématique Les Angles.
3	Régulière	VAVRE Fleurs - Pôle Multimodal	Vavre-et-Montaille Haut - Les Angles - Lac - Université - Camping - Lasserre - Lafayette - PEM	60'	7:15 - 19:15	13 (13)	3	Régulière	VAVRE Les Angles - Pôle Multimodal	Vavre-et-Montaille Haut - Les Angles - Lac - Université - Camping - Lasserre - Lafayette - PEM	60'	7:10 - 18:35	12 / 13	Amélioration de la fréquence de l'offre de Vesoul, passage à la demi-heure en moyenne sur le tronçon commun ligne 2 et 4, et concède un meilleur soutien à la ligne 1.
4	Régulière	VESOL Briel - Pôle Multimodal	Rêpes - Briel - ZI Technologia - CFA - Espace de la Motte - Pôle Santé - Haberges - PEM	60'	7:08 - 19:15	14 (12)	4	Régulière	VESOL Rêpes - Pôle Multimodal	Rêpes - Briel - ZI Technologia - CFA - Espace de la Motte - Pôle Santé - Haberges - Centre-ville - PEM	60'	7:35 - 19:10	10 / 13	Meilleures liaisons de la commune de Noidans-lès-Vesoul : 3 nouveaux arrêts desservis de la Providence
5	Régulière	VAVRE Gare - Pôle Multimodal	Vavre-et-Montaille Bas - ZI Ouest - Les Saussais - Peupay - Casin - Noidans-lès-Vesoul centre - PEM	60'	07:00 - 19:15	13 (13)	5	Régulière	VAVRE Gare - Pôle Multimodal	Vavre-et-Montaille Bas - ZI Ouest - Les Saussais - Peupay - Casin - Noidans-lès-Vesoul centre - PEM	60'	7:00 - 19:15	13 / 13	Tracé de la ligne modifié avec desserte de la Providence
6	Régulière	ECHENOZ Solbode - Pôle Multimodal	Echenoz-la-Ménille - De Gaulle - PEM	60' - 90'	7:15 - 18:30	10+8	6 LRAO	Mixte	ECHENOZ Solbode - Pôle Multimodal	Echenoz-la-Ménille - La Providence - De Gaulle - PEM	60' (*)	7:00 - 18:20	5 réguliers + 6 à la demande	Tracé de la ligne modifié avec desserte systématique du loisissement du bus des vignes.
7	Régulière	QUINCEY Marie - Pôle Multimodal	Quincey - Frotey-lès-Vesoul - Briel - Beain - Coubertin - République - PEM	60' - 90'	7:05 - 18:48	9+8	7 LRAO	Mixte	QUINCEY Marie - Pôle Multimodal	Quincey - Frotey-lès-Vesoul - Bouvrevet - Coubertin - Briel - Beain - République - PEM	60' (*)	7:00 - 18:53	6 réguliers + 4 à la demande	Tracé de la ligne modifié avec desserte de la zone d'activité ponctuelle et des commerces à long de la départementale 13, du loisissement entre Quincey et Navenne
8	Régulière	Navenne Marie - Pôle Multimodal	Navenne - associations - De Gaulle - PEM	60' - 90'	7:10 - 18:20	6+6	8 LRAO	Mixte	Navenne Marie - Pôle Multimodal	Navenne - Poincaré - Boby - Perigaud - De Gaulle - PEM	60' (*)	7:05 - 18:20	7 réguliers + 6 à la demande	Optimisation et offre améliorée avec le basculement sur le service MOOVA Flexo pour le seul arrêt fréquenté de la ligne (Faines).
9	Régulière	VESOL Faines - Pôle Multimodal	ZI Faines - PEM	90'	8:20 - 18:05	7+7	MOOVA la demande	TAO	Faines > RépubliquePEM	République - PEM	8 AR	07:20 - 18:30	8 / 8	Nouvel itinéraire pour offrir une desserte en direct à un plus grand nombre.
10	Régulière	PUSSEY Oasis - VESOL Briel	Oasis - Grand Grésil - Beain - Briel	120'	9:35 - 17:45	5	9	Régulière	PUSSEY Oasis - VESOL Briel	Oasis - Grand Grésil - Beain - Briel		9:40 - 17:55	5	

8.1 Analyse des Prestations Supplémentaires Eventuelles

8.1.1 Service d'autopartage au PEM

Appréciation technique et économique :

Keolis propose l'installation d'une borne électrique au PEM, dotée de deux véhicules électriques (Renault Zoé) avec le prestataire Citiz.

Ce système présente l'avantage d'être unifié à l'échelle nationale, le prestataire disposant d'une soixantaine de véhicules à l'échelle régionale.

Le prestataire reverse 20% des recettes générées à la collectivité.

Le montant des charges comprend toutes les charges d'investissement et de fonctionnement à l'exception des travaux d'installation de la borne (travaux de voirie et raccordement au réseau).

Keolis propose d'inclure dans le montant de la PSE, des actions de promotion de ce service (affiche, flyers et communiqué de presse).

Tarification du service proposé, ouvert à tous :

Durée	Avec abonnement 16€/mois	Sans abonnement
Heure	3€	5,50€
Jour	27€	45€
Semaine	150€	210€

+0,39€/km (puis 0,20€/km > 100)

POSTE			bilan annuel
TOTAL DES CHARGES	Df		39 916 €
Charges variables			
Charges fixes			39 916 €

TOTAL DES RECETTES			1 920 €
Engagement de recettes de trafic*	Rfp		1 920 €
Recettes annexes	Raf		
Contribution financière forfaitaire supplémentaire	Cf		37 996 €

La proposition du soumissionnaire concernant la prestation supplémentaire éventuelle 1 semble pertinente et cohérente d'un point de vue technique.

Cette PSE représente un coût supplémentaire pour la CAV étant donné sa nature très déficitaire.

La CAV a fait part à KEOLIS lors de la 1ère réunion de négociation et après analyse de ne pas retenir cette prestation supplémentaire éventuelle relative au service d'autopartage intégré au PEM (PSE 1).

8.1.2 Plateforme de mobilité solidaire

Appréciation technique et économique

Keolis propose pour la PSE 2 :

- L'acquisition de deux scooters dont la location et l'entretien seraient sous-traités à l'entreprise Motosport 70.
- La sous-traitance de la mise à disposition d'une voiture thermique de type C3 à l'entreprise Avis. Cette dernière s'appuierait sur la flotte propre de l'entreprise Avis.

Les conditions d'accès et tarification seraient les suivants :

- Ayant droit :
 - Quotient familial inférieur à 550€
 - Prioriser l'accès aux scooters pour les personnes non titulaires d'un permis B
- Conditions d'accès :
 - Justifier d'un projet d'emploi, de formation, d'aide à une personne fragile...
 - Ne pas pouvoir réaliser le déplacement principal avec le réseau Moova ou le réseau Mobigo
- Tarification :
 - Véhicule léger : 2€/jour
 - Scooter : 1€/jour

La CFF supplémentaire induite par la levée de cette PSE serait de l'ordre de :

POSTE			bilan annuel	
TOTAL DES CHARGES	Df		20 842 €	
Charges variables				
Charges fixes			20 842 €	
TOTAL DES RECETTES			0 €	
Engagement de recettes de trafic	Rfp			
Recettes annexes	Raf			
Contribution financière forfaitaire supplémentaire	Cf		20 842 €	

La proposition du soumissionnaire semble globalement pertinente malgré un parcours usager complexe induisant plusieurs déplacements.

La CAV a fait part à KEOLIS lors de la 1^{ère} réunion de négociation et après analyse de ne pas retenir cette PSE.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs



PROJET DE CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC

GESTION ET EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS DE VOYAGEURS

1er mai 2023 au 31 juillet 2029

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Sommaire

TITRE 1 - OBJET ET DUREE	7
Article 1. Nature et objet.....	7
1.1 - Les services relevant du périmètre contractuel	7
1.2 - Consistance des services	7
1.3 - Pièces contractuelles	7
Article 2. Durée du contrat et prise d'effet	8
Article 3. Domiciliation des parties et notification des correspondances	8
3.1 - Représentant de la Personne Publique.....	8
3.2 - Représentant du Concessionnaire	8
3.3 - Notification	8
Article 4. Prérogatives de l'Autorité Organisatrice.....	8
Article 5. Engagement de l'Autorité Organisatrice en matière d'environnement des transports	9
Article 6. Missions du Concessionnaire	9
TITRE 2 - CONDITIONS GENERALES DE L'EXPLOITATION.....	11
Article 7. Respect de la réglementation générale	11
7.1 - Inscription au registre des Transporteurs	11
7.2 - Respect de la législation sociale.....	11
7.3 - Respect de la législation fiscale	11
7.4 - Autres dispositions réglementaires	11
Article 8. Devoir d'information, d'avis et de conseil du Concessionnaire	11
Article 9. Itinéraires et exploitation.....	12
9.1 - Définition des services	12
9.2 - Jours de fonctionnement du transport scolaire et services desservant les établissements scolaires	13
9.3 - Respect des itinéraires, des horaires et des arrêts	13
9.4 - Règlement d'exploitation	14
9.5 - Modifications temporaires de l'itinéraire	14
Article 10. Modifications des services	14
10.1 - Modification à l'initiative de l'Autorité Organisatrice	15
10.2 - Modifications à l'initiative du Concessionnaire	16
10.3 - Enquêtes simples et comptages de voyageurs	17
10.4 - Essais sur le terrain	17
10.5 - Suite à donner aux études	17
10.6 - Conséquences financières de l'adaptation des services réguliers sur les coûts de production	17
10.7 - Services occasionnels, opérations exceptionnelles.....	18
10.8 - Formalisation	18
Article 11. Continuité du service	19
11.1 - Application du Plan de Transport Adapté	19
11.2 - Cas de force majeure.....	20
11.3 - Moyens de communication	21
Article 12. Conditions exceptionnelles	21
12.1 - Principes généraux	21
12.2 - Information de l'Autorité Organisatrice.....	21
12.2.1 Accidents et Incidents.....	21
12.2.2 Prévention	22
12.2.3 Suivi des infractions	22
Article 13. Exécution par un tiers de prestations prévues au présent contrat	22
Article 14. Contrats conclus avec des tiers relatifs à des services de transport.....	24
Article 15. Reprise des abonnements et produits constatés d'avance de la précédente exploitation	24
Article 16. Politique commerciale, marketing, de communication et relation avec l'usager.....	25
16.1 - La communication, le marketing et la commercialisation	25
16.2 - Découpe des véhicules	26

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

16.3 -	Espace publicitaire.....	26
16.4 -	L'information des usagers.....	27
16.4.1	L'information aux points d'arrêt	28
16.4.2	L'information à l'agence commerciale.....	29
16.4.3	L'information à bord des véhicules	29
16.4.4	L'information via le site internet.....	30
16.4.5	L'information via l'application mobile.....	31
16.5 -	L'accueil des usagers	31
16.6 -	Suivi des réclamations	33
16.7 -	Obligations des usagers	33
16.8 -	Logo et marque du réseau.....	34
16.9 -	Gestion des réservations	34
16.10 -	Gestion des inscriptions transport scolaire.....	34
Article 17.	La qualité de service études et enquêtes et réunions.....	35
17.1 -	Suivi qualité	35
17.2 -	Etudes et enquêtes.....	35
17.3 -	Réunions d'information de l'Autorité Organisatrice	36
TITRE 3 -	REGIME DES BIENS.....	36
Article 18.	Moyens nécessaires à l'exploitation mis à disposition par l'Autorité Organisatrice	36
18.1 -	Biens mis à disposition par l'Autorité Organisatrice	36
18.1.1	Le dépôt.....	36
18.1.2	Locaux PEM.....	37
18.1.3	Poteaux d'arrêt et abris voyageurs	37
18.1.4	Borne d'information voyageur	37
18.1.5	Logiciel Pégase scolaire.....	37
18.1.6	Redevance de mise à disposition des biens	37
Article 19.	Biens mis à disposition par le Concessionnaire.....	38
19.1 -	Principes généraux	38
19.1.1	Biens de reprise	38
19.1.2	Biens propres	38
19.1.3	Inventaires des biens B et C	38
19.2 -	Fourniture du matériel roulant.....	39
19.2.1	Etat des véhicules	39
19.2.2	Véhicules de réserve	40
19.2.3	Âge des véhicules.....	40
19.2.4	Capacité des véhicules	40
19.2.5	Accessibilité des véhicules	41
19.2.6	Le respect de l'environnement	41
19.3 -	Système billettique/SAEIV	41
19.4 -	Système de gestion de la réservation du TAD.....	41
Article 20.	Biens immatériels, marques et logos	41
Article 21.	Protection des données personnelles	42
21.1 -	Obligations du Concessionnaire.....	42
21.2 -	Autorisation de désignation d'un autre prestataire	43
21.3 -	Droit d'information des personnes concernées.....	43
21.4 -	Exercice des droits des personnes	43
21.5 -	Notification des violations de données à caractère personnel	43
21.6 -	Aide du Concessionnaire dans le cadre du respect par l'Autorité Organisatrice de ses obligations	44
21.7 -	Mesures de sécurité des données à caractère personnel.....	44
21.8 -	Sort des données	44
21.9 -	Délégué à la protection des données	44
21.10 -	Registre des catégories d'activités de traitement	44
21.11 -	Documentation	45
21.12 -	Obligations de l'Autorité Organisatrice	45
Article 22.	Manquements aux obligations de sécurité.....	45

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Article 23.	Financement des investissements mis à disposition par le Concessionnaire.....	45
Article 24.	Entretien des biens	46
24.1 -	Biens immobiliers, installations et équipements	46
24.2 -	Points d'arrêt : poteaux et abris	46
24.3 -	Le matériel roulant et les équipements d'exploitation	47
24.4 -	Mise en conformité et sécurité des biens nécessaires à l'exploitation	48
TITRE 4 -	RÉGIME DU PERSONNEL.....	48
Article 25.	Gestion et reprise du personnel	48
25.1 -	Gestion des astreintes	49
25.2 -	Gestion des ressources humaines	49
25.3 -	Reprise du personnel.....	49
Article 26.	Gestion du personnel.....	50
26.1 -	Généralités	50
26.2 -	Formation des conducteurs – Qualité du personnel de conduite.....	51
26.3 -	Formation logiciel Pégase	51
26.4 -	Rôle commercial du conducteur.....	51
26.5 -	Consignes particulières en termes de conduite pour le transport urbain.....	52
26.6 -	Consignes particulières en termes de conduite pour le transport scolaire.....	52
26.7 -	Manquements aux obligations de sécurité	54
TITRE 5 -	RECouvreMENT DES RECETTES DU SERVICE	54
Article 27.	Titre de transport	54
27.1 -	Tarifs applicables	54
27.2 -	Édition des titres de transport.....	55
27.3 -	Modalités de vente des titres de transports	55
27.4 -	Comptabilisation des usagers	55
27.5 -	Période d'utilisation des anciens titres de transport	55
Article 28.	Contrôle des titres de transport	56
TITRE 6 -	REGIME FINANCIER ET FISCAL	57
Article 29.	Le compte d'exploitation de la concession.....	57
Article 30.	Dispositions tarifaires.....	57
Article 31.	Compensation tarifaire	58
Article 32.	Montant de la contribution financière forfaitaire	59
Article 33.	Régularisation annuelle des kilomètres commerciaux TAD	60
Article 34.	Actualisation de la contribution financière forfaitaire.....	60
34.1 -	Formule d'actualisation de la contribution financière forfaitaire	60
34.2 -	Procédure budgétaire.....	62
34.3 -	Versement des acomptes sur la participation financière forfaitaire	62
34.4 -	Décompte définitif annuel	63
34.5 -	Acceptation des paiements	63
34.6 -	Délais de règlement.....	63
Article 35.	Intéressement à la hausse des recettes du réseau et pénalité en cas de non atteinte des objectifs de fréquentation	63
35.1 -	Intéressement de l'autorité Organisatrice à la hausse des recettes	63
Article 36.	Comptes à l'entrée en vigueur du contrat.....	64
Article 37.	Modifications du contrat.....	64
Article 38.	Impôts et taxes	65
38.1 -	Taxe sur la Valeur ajoutée (TVA).....	66
38.2 -	Cotisation économique territoriale (CET)	66
38.3 -	Taxe sur les salaires	67
Article 39.	Contrôle exercé par l'Autorité Organisatrice.....	67
Article 40.	Obligations générales du Concessionnaire	68
Article 41.	Contenu du rapport du Concessionnaire à fournir à l'Autorité Organisatrice.....	69
41.1 -	Rapports mensuels	69

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

41.2 -	Rapports annuels du Concessionnaire	70
41.3 -	Contrôle des rapports du concessionnaire	75
TITRE 7 -	: SOCIETE DEDIEE, RESPONSABILITES, ASSURANCES, SANCTIONS.....	75
Article 42.	Société dédiée	75
Article 43.	Responsabilités et assurances	76
43.1 -	Étendue de la responsabilité	76
43.2 -	Obligation d'assurance	77
Article 44.	Devoir d'information du Concessionnaire	78
Article 45.	Cession du contrat	78
Article 46.	Sanctions.....	79
46.1 -	Les pénalités	79
46.2 -	La mise sous séquestre (mise en régie provisoire)	82
TITRE 8 -	FIN DU CONTRAT	82
Article 47.	Résiliation sans indemnité.....	82
Article 48.	Résiliation aux torts du Concessionnaire.....	83
Article 49.	Clause de sauvegarde : Différentiel entre les charges et les ressources de l'Autorité Organisatrice	84
Article 50.	Résiliation unilatérale pour motifs d'intérêt général.....	84
Article 51.	Remise des installations et documents en fin de contrat.....	84
51.1 -	Le sort des biens en fin de contrat	84
51.2 -	Gestion des fichiers et des abonnements.....	86
Article 52.	Information des candidats à l'exploitation du service	86
Article 53.	Règlement des différends	87
Article 54.	Annexes au contrat.....	87

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

- **La Communauté d'Agglomération de Vesoul (CAV)** représentée par son Président, M. Alain CHRETIEN agissant en vertu de la délibération n° xx- du conseil communautaire en date du XXXX.

Ci-après dénommée « **l'Autorité Organisatrice** »

ET

- La société KEOLIS ci-après dénommée « **Concessionnaire** », au capital de 399 793 620 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) de Paris sous le numéro 552 111 809 dont le siège social est situé à 20-22 rue Le Peletier représentée par Marie Ange DEBON, ayant charge et pouvoirs aux fins des présentes d'autre part,

Pour assurer les missions qui lui sont confiées au titre du présent contrat, le Concessionnaire s'engage à créer une société dédiée à ces missions, domiciliée fiscalement sur le territoire de l'Autorité Organisatrice.

Le présent contrat est signé par le représentant dûment mandaté du candidat retenu par l'Autorité Organisatrice au terme de la procédure de publicité et de mise en concurrence mise en œuvre à cet effet.

Cette société sera constituée dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent contrat. En outre, la non-constitution de la société dédiée constitue un motif de résiliation pour faute dans les conditions prévues à l'Article 48 du présent contrat.

Dès l'achèvement des formalités de constitution et d'immatriculation, la société ainsi créée informera officiellement l'Autorité Organisatrice et ce au plus tard dans les quinze jours suivants son inscription au Registre du Commerce et des Sociétés. A compter de cette information, la société dédiée se substituera dans l'ensemble des droits et obligations de la société signataire du présent contrat.

Le projet de statuts de la société dédiée figure à titre indicatif en annexe 19. Ce projet comporte le projet de dénomination de la raison sociale, soumis à l'accord de l'Autorité Organisatrice lors de l'approbation concomitante du présent contrat.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

TITRE 1 - OBJET ET DUREE

Article 1. Nature et objet

Dans le cadre de la concession de service public, le Concessionnaire s'engage à exploiter le service public de transport de voyageurs sur le territoire de l'Autorité Organisatrice et à en assurer l'entretien et la maintenance dans les conditions définies ci-après.

Le présent contrat a pour objet de déterminer les rapports et les rôles respectifs de l'Autorité Organisatrice et du Concessionnaire, relatifs à l'exploitation du réseau de transport de voyageurs, sur le ressort territorial de l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire contracte à cet égard une obligation de résultat.

1.1 - Les services relevant du périmètre contractuel

La gestion du service est assurée dans les limites du ressort territorial, tel qu'il est défini au jour de la signature du présent contrat. La modification du périmètre ouvrira droit à la révision des conditions financières selon les conditions définies à l'Article 37 du présent contrat

1.2 - Consistance des services

La consistance des services et les modalités particulières d'exécution sont précisées à l'annexe 1 du présent contrat.

1.3 - Pièces contractuelles

Le contrat est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- La présente convention ;
- Les annexes contractuelles.

En cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre clauses, chaque document prévaut sur le suivant dans l'ordre de l'énumération ci-dessus. Le Concessionnaire reconnaît avoir une parfaite connaissance de ces pièces. Elles expriment l'intégralité de l'accord intervenu avec l'Autorité organisatrice. Aucune réserve de la part du Concessionnaire après signature du présent contrat, de quelque nature qu'elle soit, ne pourra être prise en compte. Le Concessionnaire en signant le présent contrat est censé l'accepter dans son intégralité en l'état où il lui est transmis pour signature.

En cas de contradiction entre des annexes ou de divergence d'interprétation confirmée entre annexes, les parties conviennent d'appliquer les dispositions de l'Article 39.

Le Concessionnaire ne peut se prévaloir à l'égard de l'Autorité Organisatrice de documents ou éléments remis à l'appui de son offre dans le cadre de la consultation qui n'auraient pas été rendus contractuels par l'Autorité Organisatrice lors de la mise au point du contrat.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Article 2. Durée du contrat et prise d'effet

La durée du contrat est fixée à 6 ans et 3 mois, il court à compter du 1er mai 2023 sous réserve qu'il ait bien été préalablement notifié au Concessionnaire par l'Autorité Organisatrice. À défaut, le présent contrat débute au jour de sa notification au Concessionnaire. Dans tous les cas, le terme du contrat est fixé au 31 juillet 2029.

Article 3. Domiciliation des parties et notification des correspondances

3.1 - Représentant de la Personne Publique

Dans le présent contrat, l'Autorité Organisatrice est représentée par son Président ou son représentant, qui fait élection de domicile à l'adresse suivante : CAV – 6 rue de la Mutualité – BP 90445- 70007 VESOUL CEDEX

3.2 - Représentant du Concessionnaire

Les représentants légaux du Concessionnaire sont désignés par les statuts. Le Concessionnaire précise à l'Autorité Organisatrice l'identité d'un interlocuteur référent. Le Concessionnaire fait élection de domicile à l'adresse indiquée ci-dessous :

Aurélie Cornuez
Filiale Keolis basée à Noidans-le-Vesoul (70 000)

3.3 - Notification

Toutes les notifications (demandes, réclamations, contestations, etc.) sont effectuées entre les représentants légaux par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courrier électronique avec accusé de réception.

Article 4. Prérogatives de l'Autorité Organisatrice

L'Autorité Organisatrice exerce, pendant la durée de la présente convention et de façon exclusive, les compétences d'une Autorité Organisatrice de la Mobilité.

Chaque année, l'Autorité Organisatrice :

- Définit la politique générale des transports, les orientations et l'organisation des transports publics de voyageurs ;
- Conduit les études de stratégie, de détermination de l'offre de transport en fonction de la demande, en faisant appel à ses compétences propres, aux compétences du Concessionnaire ou de tiers ;
- Décide de la consistance des services à offrir pour répondre au mieux aux besoins de déplacements des habitants en s'appuyant, entre autres, sur les propositions du Concessionnaire ; l'Autorité Organisatrice associe le cas échéant, le Concessionnaire aux réflexions et études qu'elle conduit à cet effet ;
- Fixe les tarifs sur la base des propositions du Concessionnaire ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Met à disposition du Concessionnaire les biens nécessaires à l'exploitation (dépôt, poteaux d'arrêts et abris bus...), ;
- Verse une contribution forfaitaire au Concessionnaire ;
- Contrôle la gestion du service délégué, notamment le respect des obligations contractuelles, la conformité des services effectués par rapport au contrat et les résultats d'exploitation du service public.

Article 5. Engagement de l'Autorité Organisatrice en matière d'environnement des transports

L'Autorité Organisatrice informe autant que possible le Concessionnaire de toute décision relative à la circulation générale, au stationnement ainsi que de toute autre mesure pouvant avoir des répercussions sur le fonctionnement du service public délégué (impact des modifications de circulation/stationnement sur le volet déplacements et transports). Les relations avec les communes relatives à la définition de l'offre de transport, relèvent exclusivement de l'Autorité Organisatrice. L'Autorité Organisatrice peut cependant décider de consulter et d'associer le Concessionnaire aux réflexions et aux réunions avec les communes, en tant que de besoin ou sur demande du Concessionnaire.

Article 6. Missions du Concessionnaire

Le Concessionnaire s'engage à exploiter le service public dans le respect des principes de continuité, de sécurité, d'égalité de traitement des usagers et de mutabilité (c'est-à-dire d'adaptation constante) qui régissent le réseau de transport, en assurant une parfaite qualité de service.

Le Concessionnaire définit et met en œuvre les moyens appropriés pour atteindre les objectifs fixés par l'Autorité Organisatrice. Ces moyens doivent être compatibles avec les prérogatives de l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire est seul responsable de la gestion du personnel. A cet égard, le Concessionnaire s'engage à reprendre le personnel devant être transféré de la précédente délégation de service publique, conformément aux dispositions du code du travail et aux autres dispositions éventuellement en vigueur (convention collective...).

Le Concessionnaire exerce des missions permanentes de conseil, d'assistance technique et d'accompagnement au développement du réseau auprès de l'Autorité Organisatrice, de veille technologique et réglementaire afin d'accompagner l'Autorité Organisatrice dans le développement du service public de transport de voyageurs.

Le Concessionnaire a pour mission :

- L'exploitation des services publics de transport ;
- La gestion et l'exploitation du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de Vesoul dont les modalités sont décrites à l'Annexe 20.
- L'entretien et la gestion des biens mis à disposition par l'Autorité Organisatrice (dépôt et atelier, locaux techniques et administratifs, poteaux)
- La fourniture et l'entretien des autres biens nécessaires à l'exploitation (véhicules et équipements le cas échéant), en complément de ceux mis à disposition par l'Autorité organisatrice... ;
- L'affectation des conducteurs et autres agents nécessaires à l'exécution du service ;
- La gestion commerciale et administrative du réseau ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- La mise à jour des dispositifs d'information (sur le mobilier urbain, sur les véhicules, sur le site internet, etc....) destinés à l'information des usagers (horaires, itinéraires, tarifs, perturbations sur le réseau, etc.) ;
- La conduite d'une communication/marketing accrue pour mieux vendre le réseau ;
- Une assistance conseil permanente à l'AOM permettant d'apporter toutes les améliorations à la qualité du service rendu aux usagers et adapter le service en fonction des besoins ;

L'enjeu majeur de ce contrat est d'améliorer la fréquentation du transport public.

En outre, le Concessionnaire devra promouvoir les formes de mobilités durables mises en œuvre par la CAV tant sur son site internet, les réseaux sociaux, qu'à l'agence commerciale, et l'animation d'événements.

Le Concessionnaire s'engage à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour assurer la sécurité et le bon fonctionnement des véhicules grâce à une surveillance régulière et systématique en vue de prévenir les accidents et de limiter la fréquence et la durée des immobilisations de matériels.

Le Concessionnaire doit signaler à l'Autorité Organisatrice sans délai tout problème ou incident susceptible de mettre en cause la sécurité du service ou des usagers. S'agissant des points d'arrêt du réseau, le Concessionnaire est tenu de respecter les mêmes obligations d'information à l'égard des faits dont il a connaissance. De même, il doit alerter l'Autorité Organisatrice chaque fois qu'une garantie joue sur un bien mis à sa disposition par l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire délivre des titres de transport spécifiques selon la réglementation en vigueur et selon la situation de l'usager et le système de billettique existant.

Le périmètre de la concession intègre les circuits de transport scolaire à partir de la rentrée scolaire 2025.

Le Concessionnaire devra élaborer chaque année deux (2) rapports d'activités : un relatif au réseau et l'autre spécifique à la gestion et l'exploitation du PEM.

Le Concessionnaire apporte à l'Autorité Organisatrice une assistance technique qui comprend l'assistance courante d'exploitation, notamment pour l'acquisition des biens (rédaction de cahier des charges de matériels roulants, et autres équipements d'exploitation...) afin que les achats soient conformes aux besoins de l'exploitation.

L'assistance du Concessionnaire comprend l'accompagnement au développement de l'offre des transports publics et à l'amélioration de l'exploitation du point de vue technique, commercial et économique, ainsi que plus généralement à l'environnement des transports collectifs et des modes de mobilité durables.

Ces assistances relèvent de la mission directe du concessionnaire, dans la limite des capacités propres du Concessionnaire (techniques et humaines), dont les frais sont inclus dans le compte d'exploitation et de fait toutes les prestations du présent article sont déjà incluses dans la contribution financière forfaitaire de l'Article 32 du présent contrat.

Le concessionnaire transmettra chaque année la convention d'assistance siège et tous les contrats de sous-concession.

Une description des prestations assistance groupe réalisée et sous-concession en adéquation avec le CEP et une justification de ces prestations sera détaillée dans les rapports annuels.

TITRE 2 - CONDITIONS GENERALES DE L'EXPLOITATION

Article 7. Respect de la réglementation générale

Le Concessionnaire ainsi que les sous-concessionnaires devront pouvoir justifier, à tout moment, du respect de leurs obligations légales et pourront être amenés à fournir, à la demande de l'Autorité Organisatrice, des justificatifs en la matière (inscription au registre des transports, attestation de capacité financière ou capacité professionnelle telles qu'elles étaient requises dans l'avis de concession, etc.).

Le Concessionnaire et ses éventuels sous-Concessionnaires sont tenus de se conformer à la législation en vigueur concernant le transport routier de personnes.

7.1 - Inscription au registre des Transporteurs

Conformément aux articles R. 3113-1 et suivants du code des transports, le Concessionnaire est inscrit au registre des entreprises de transport public routier de personnes.

7.2 - Respect de la législation sociale

Le Concessionnaire s'engage au respect de la législation sociale applicable au transport et en particulier à la déclaration intégrale des heures effectuées à l'URSSAF.

Le Concessionnaire et ses sous-concessionnaires s'engagent également à appliquer la convention collective à laquelle ils adhèrent indépendamment et qui est mentionnée (s) dans l'offre.

7.3 - Respect de la législation fiscale

Le Concessionnaire s'engage au respect de la législation fiscale applicable au transport. Il tient l'Autorité Organisatrice informée dans les meilleurs délais de toute évolution de la législation pouvant impacter le contrat. Cette évolution peut donner lieu à la rencontre des parties dans le cadre de l'Article 37.

7.4 - Autres dispositions réglementaires

Le Concessionnaire s'engage au respect des dispositions réglementaires en matière de transport public de voyageurs et en particulier des dispositions de l'arrêté du 2 juillet 1982 modifié relatif aux transports en commun de personnes.

Tout manquement au respect de la réglementation en vigueur, peut donner lieu à une résiliation de plein droit, sans aucune indemnité, du présent contrat dans les conditions prévues à l'Article 48

Article 8. Devoir d'information, d'avis et de conseil du Concessionnaire

Compte tenu de sa qualité de professionnel du transport public de voyageurs, le Concessionnaire est tenu à une obligation générale d'information, d'avis et de conseil vis-à-vis de l'Autorité Organisatrice.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Sans préjudice des autres stipulations du présent contrat, cette obligation concerne notamment toute information de nature à permettre à l'Autorité Organisatrice d'exercer sa qualité d'Autorité Organisatrice de la Mobilité dans les meilleures conditions, d'améliorer le service rendu aux usagers, de prévenir les risques d'accidents, et d'écarter tout risque de nature à mettre en jeu la responsabilité de l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire doit ainsi :

- Assister l'Autorité Organisatrice dans ses relations avec les organismes et administrations intervenant dans le secteur du transport public en lui apportant toutes les informations qu'elle estimera nécessaires ;
- Mettre à la disposition de l'Autorité Organisatrice, sur support physique informatique et dans un format compatible avec les logiciels de bureautiques usuels, toutes les données commerciales, techniques et financières sur simple demande de l'Autorité Organisatrice. Ceci concerne notamment les fiches descriptives des lignes, des itinéraires, des horaires, les graphiques et l'ensemble des données statistiques liées au réseau de transport ainsi que les données cartographiques ;
- Proposer toute modification de l'offre de transport de référence décrite à l'Annexe 1 qu'il juge opportune en termes de productivité et notamment toute portion de ligne devenue inutile, toute réduction, tout changement de capacité des moyens roulants, etc... ;
- Apporter son expertise à l'Autorité Organisatrice pour les choix en matière de programme d'investissement, choix des équipements, etc. ;
- Signaler à l'Autorité Organisatrice les difficultés susceptibles de surgir relatives à la sécurité notamment concernant la localisation et l'aménagement des arrêts, la largeur de chaussée, la visibilité insuffisante, la signalisation insuffisante, les virages et demi-tours dangereux ;
- Signaler à l'Autorité Organisatrice les possibilités d'obtentions de subventions et crédits auprès de l'État ou d'autres bailleurs éventuels. Il prépare, pour le compte de l'Autorité Organisatrice et à sa demande, les dossiers nécessaires à leur obtention ;
- De porter à connaissance les événements naturels ou les réalisations matérielles venant compromettre la visibilité ou la manœuvre des véhicules ;
- De signaler tout stationnement de véhicules aux abords des arrêts venant affecter le bon déroulement de la prise en charge et de la dépose des clients ;
- Proposer toute modification qu'il jugerait opportune (pour gagner du temps, supprimer un demi-tour, etc.).

En cas de manquement, le Concessionnaire est passible des pénalités prévues par les dispositions de l'Article 46.1 - du présent contrat. Toutefois, l'Autorité Organisatrice demeure seule compétente pour décider de la mise en œuvre de ces améliorations et de leur date de mise en place.

Article 9. Itinéraires et exploitation

Le transport des usagers doit être effectué dans les meilleures conditions de régularité, de confort, de propreté, de sécurité et de rapidité.

9.1 - Définition des services

Le service exploité comprend les lignes décrites à l'Annexe 1 du présent contrat qui indique pour chaque période et pour chaque ligne, les itinéraires et les fréquences, la fiche horaire, le type de véhicules affectés et le kilométrage commercial annuel de référence des lignes régulières hors scolaires (détaillé par ligne).

Ces documents sont tenus à jour et transmis à l'Autorité Organisatrice par le Concessionnaire en fonction

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

des modifications (créations ou suppressions d'arrêts ou de lignes, changements d'horaires) qui pourraient lui être demandées par l'Autorité Organisatrice et auxquelles il sera tenu de répondre.

Le Concessionnaire tient à la disposition de l'Autorité Organisatrice les plannings d'affectation des véhicules aux différents services et les actualise annuellement.

9.2 - Jours de fonctionnement du transport scolaire et services desservant les établissements scolaires

En ce qui concerne les services à vocation principalement scolaire ou les services accueillant du public scolaire, les jours de transport effectués par le Concessionnaire correspondent aux calendriers scolaires des établissements scolaires fréquentés par les élèves transportés et définis par l'inspection académique de la Haute-Saône et/ou au calendrier de l'éducation nationale publié chaque année au JORF. Dans ces conditions, et même en cas de calendriers scolaires décalés, le Concessionnaire s'engage à assurer le transport pendant les jours de scolarité définis dans ces calendriers et adopte le plan de transport en conséquence. Le nombre de jours de scolarité moyen est généralement compris entre 175 et 177 jours. Si des évolutions législatives venaient à modifier significativement le nombre de jours de scolarité (moins de 174 jours ou plus de 178 jours), les parties conviendront d'évaluer l'impact sur le présent contrat et le cas échéant d'établir un avenant.

9.3 - Respect des itinéraires, des horaires et des arrêts

Le Concessionnaire se doit de respecter les horaires et itinéraires définis à l'Annexe 1.

Pour les services à la demande il se doit de privilégier les itinéraires les plus directs et les plus rapides hors regroupement envisagé.

L'arrêt doit être assuré au point prévu et sur les emplacements spécifiques.

Les bus sont considérés à l'heure dans une fourchette (-1 ; +5min) par rapport à l'horaire de passage affiché sauf cas de force majeure, intempérie reconnue ou de chantiers de voirie.

Les services desservant les établissements scolaires devront respecter les principes suivants :

- L'heure d'arrivée au dernier établissement devra se situer impérativement dans la fourchette de 15 à 5 minutes avant le début des cours, sauf indication contraire de l'Autorité Organisatrice,
- Le véhicule devra être présent devant le premier établissement desservi 5 minutes avant l'heure de sortie, sauf indication contraire de l'Autorité Organisatrice : le conducteur a dès ce moment obligation d'ouvrir les portes et d'accueillir les élèves,

La ponctualité est appréciée pour déterminer un éventuel ajustement de la participation de l'Autorité Organisatrice.

En outre, le non-respect par le Concessionnaire d'un point quelconque du descriptif des services l'expose aux pénalités prévues par l'Article 46.1 - du contrat.

Le Concessionnaire doit respecter les règles édictées dans les gares routières ou devant certains établissements scolaires ou tout autre lieu pouvant faire l'objet d'une réglementation spécifique.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Si le Concessionnaire constate dans l'exécution du service une anomalie sur l'état général de l'arrêt la désignation de l'arrêt, sur sa localisation ou sur les conditions de sécurité, il doit immédiatement le signaler par courriel à l'Autorité Organisatrice.

9.4 - Règlement d'exploitation

Le Concessionnaire s'engage à respecter le règlement d'exploitation qui comprend un volet transport scolaire et transport à la demande voté par les instances de l'Autorité Organisatrice qui figure en annexe 2 du présent contrat.

Le concessionnaire doit proposer un projet de ce règlement d'exploitation dans le cadre de l'annexe 2.

9.5 - Modifications temporaires de l'itinéraire

L'Autorité Organisatrice et le Concessionnaire ne peuvent être tenus pour responsables des éventuelles perturbations occasionnées dans l'usage de la route (travaux, manifestations, etc.) pour lesquelles le Concessionnaire se doit de se conformer aux conditions de circulation posées par les autorités compétentes. L'Autorité Organisatrice s'engage néanmoins à intervenir auprès des autorités responsables de la circulation et du stationnement sur les voies publiques pour faciliter la circulation des véhicules de transport.

De son côté, le Concessionnaire assure l'information des usagers par tous moyens adaptés, dans les meilleurs délais. Il satisfait notamment à cette obligation en apposant des fiches d'information sur les arrêts normalement desservis et sur les arrêts non-desservis (indiquant notamment la durée estimée de la déviation et l'emplacement de l'arrêt), en diffusant l'information en temps réel par tous moyens de communication (site internet, SMS, afficheurs, application mobile etc.).

De plus, le Concessionnaire recueille auprès des autorités compétentes les arrêtés éventuellement nécessaires pour un ajustement des règles de stationnement ou de circulation durant la modification de l'itinéraire. Le concessionnaire informe l'Autorité Organisatrice de la solution alternative temporaire proposée.

En cas de déviation des lignes, les conséquences financières de l'Article 10.6 - sont appliquées.

Le Concessionnaire participe aux réunions organisées avec les autres exploitants de services en réseau (eau, assainissement, etc.) et de façon générale, met en place, avec eux et les collectivités compétentes, des procédures lui permettant d'adapter le fonctionnement du service délégué aux travaux mis en œuvre sur le ressort territorial. Il est prévu que les communes informent l'Autorité Organisatrice des travaux à réaliser, celle-ci informant alors le Concessionnaire.

Article 10. Modifications des services

Conformément à la réglementation et afin d'assurer le suivi, toutes modifications ayant une incidence sur le contrat ou une annexe du contrat feront l'objet d'un avenant. Le tableau des engagements financiers annexé au contrat est modifié le cas échéant en conséquence de l'impact financier des modifications de services décidées par l'Autorité Organisatrice, pour chaque année du contrat restant à courir.

Le Concessionnaire fait son affaire des modifications de services rendues nécessaires par l'inadaptation

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

de l'offre de transport à la fréquentation (itinéraires, horaires, correspondances à assurer, etc.) et de leurs conséquences économiques et financières dès lors que ces modifications étaient prévisibles par le Concessionnaire lors de la remise de son offre finale et au regard des informations qui ont été portées à sa connaissance dans le Dossier de Consultation des Entreprises et au cours de la procédure, et à condition que ces modifications ne résultent pas d'un nouveau projet économique et social qui n'aurait pas été communiqué au Concessionnaire dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

10.1 - Modification à l'initiative de l'Autorité Organisatrice

L'Autorité Organisatrice peut imposer en cours de contrat et/ou prendre l'initiative de modifications relatives à la consistance et aux modalités d'exploitation du service. L'Autorité Organisatrice peut décider, éventuellement sur proposition du Concessionnaire, de modifier la consistance et/ou les modalités d'exploitation du service de transport, que le service soit assuré directement en propre ou sous-concédé.

Les services dits « de référence » sont ceux qui sont définis au premier jour d'effet du présent contrat.

Sont qualifiés de « modificatifs » :

- Tous services effectués en supplément ou en allègement de la situation de référence ;
- Toute contrainte nouvelle imposée dans d'autres domaines par l'Autorité Organisatrice au Concessionnaire dans la mesure où elle peut modifier les kilométrages parcourus annuellement, la durée du travail des conducteurs salariés du Concessionnaire, le nombre de véhicules en service ou leur type, leur âge, leur capacité...

Deux types de modifications des services peuvent être envisagés pendant la durée du présent contrat :

1. Des modifications d'urgence et / ou ponctuelles rendues nécessaires par des circonstances particulières et provisoires, extérieures au contrat. Leur application est immédiate ou très rapide ;
Seront considérées comme relevant de l'urgence et/ou du ponctuel les modifications suivantes (liste non exhaustive) :
 - Le déplacement provisoire d'un arrêt à la suite de travaux ;
 - Le détournement d'une ligne consécutive à la fermeture d'une voie de circulation ;
 - Le renforcement ponctuel de l'offre d'une ligne pour faire face à un événement donné...

Les demandes de modifications émanent soit de l'Autorité Organisatrice, soit du concessionnaire.

Pour les modifications ponctuelles pouvant être anticipées la partie qui est à l'origine de la demande informe l'autre de son souhait par courriel en expliquant les motifs de la demande, l'impact du changement sur l'offre de service délivrée à la population, la durée prévue de la modification de l'offre.

L'accord ne peut émaner que d'un représentant de l'Autorité Organisatrice dûment habilité à cette fin. Il est obligatoirement exprimé par courriel.

Toute modification ponctuelle est considérée comme pouvant être anticipée dès lors que le Concessionnaire dispose d'un délai de 48 heures ouvrables pour la mettre en œuvre.

Pour les modifications d'urgence ne pouvant être anticipées, l'information a posteriori devra être délivrée au maximum 24 heures ouvrables après le début des perturbations.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

2. Des modifications pérennes. Les modifications pérennes sont réputées être mises en œuvre jusqu'à la fin du contrat.

L'Autorité Organisatrice peut solliciter du Concessionnaire d'instruire le projet de modifications afin de déterminer notamment ses incidences commerciales et financières. Le Concessionnaire s'oblige à fournir les incidences commerciales et financières ainsi que les incidences techniques éventuelles.

Les délais de réponse seront demandés au cas par cas par courrier ou par courriel avec un délai maximum de quinze jours.

Les études réalisées par le Concessionnaire incluent, au minimum, les éléments suivants :

- Le nombre de kilomètres (commerciaux et haut-le-pied) à produire pour satisfaire la demande en plus ou en moins par rapport à la situation de référence, et par rapport à la situation en cours ;
- Le nombre d'heures de conduite et heures annexes à produire pour satisfaire la demande en plus ou en moins par rapport à la situation de référence, et par rapport à la situation en cours ;
- L'impact sur les points d'arrêts ;
- Les aménagements de voirie à considérer ;
- L'impact sur le parc de véhicules mis en ligne (nombre, capacité, caractéristiques des véhicules) ;
- L'impact sur le trafic et sur la recette commerciale ;
- L'impact financier et tout autre aspect utile ayant une conséquence sur l'économie du contrat (sous forme d'un compte d'exploitation prévisionnel sur le format de l'annexe au contrat) ;
- Le délai pour mettre en œuvre la modification ;
- La méthode de suivi de l'impact de la modification (incidence sur la fréquentation notamment) ;
- Le plan de communication prévu auprès des usagers concernés.

En annexe de l'étude, le Concessionnaire propose de nouvelles annexes au présent contrat, intégrant les modifications envisagées sur les unités d'œuvre, les coûts, la recette commerciale et sur le montant de la contribution financière forfaitaire.

En cas de modification de l'offre de transport, le Concessionnaire est chargé de l'information des usagers conformément à l'article 16.4 - ci-après.

10.2 - Modifications à l'initiative du Concessionnaire

Le Concessionnaire a le devoir de proposer à l'Autorité Organisatrice, pendant toute la durée du présent contrat, toute adaptation de l'offre qui lui paraît pertinente, en conservant l'objectif de mieux servir les besoins de mobilité de la population concernés sans bouleverser l'économie du contrat.

Dès lors qu'elles demeurent mineures (décalage d'un départ ou d'une arrivée de quelques minutes par exemple), ces modifications pourront être mises en œuvre sur simple information préalable de l'Autorité Organisatrice. Cette information se fera par l'envoi d'un courriel et, sauf urgence, 48 heures avant la mise en œuvre de la modification.

Dans tous les autres cas, ces modifications ne pourront être mises en œuvre qu'après instruction et

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

accord par l'Autorité Organisatrice d'une proposition précisant leurs incidences commerciales et financières, avec la méthodologie retenue. L'Autorité Organisatrice apportera une réponse dans un délai d'un mois.

Ces modifications feront l'objet d'un bilan au plus tard 6 mois après leur mise en œuvre. Dans ses rapports annuels d'activités le Concessionnaire indiquera les impacts de ces modifications.

10.3 - Enquêtes simples et comptages de voyageurs

Le Concessionnaire peut être ponctuellement sollicité afin d'effectuer, à titre gratuit, sur les lignes qui lui sont confiées, des enquêtes simples telles que les comptages de voyageurs.

Si ces enquêtes induisent un recrutement d'enquêteurs spécifiques ou la sollicitation d'un prestataire extérieur, le Concessionnaire se rapproche de l'Autorité Organisatrice en amont de leur réalisation afin de définir avec elle une prise en charge financière de la rémunération de ces enquêteurs.

10.4 - Essais sur le terrain

L'instruction des demandes de modifications peut nécessiter la mise en œuvre d'essais sur le terrain, avec un conducteur et un autobus. Il peut s'agir en particulier de vérifier les conditions de circulation des véhicules de transports publics, les girations dans les voiries étroites et difficiles, et la sécurité des circulations.

Dans tous les cas, les coûts afférents à ces essais sont intégralement supportés par le Concessionnaire. Cependant, il est expressément stipulé que le nombre de kilomètres au titre des essais ne peut excéder 0.5 % des kilomètres annuellement produits au titre du présent contrat.

10.5 - Suite à donner aux études

Après étude du dossier remis par le Concessionnaire, l'Autorité Organisatrice lui notifie, par écrit sa décision de mise en œuvre de la modification. Cette notification précisera les délais de mise en œuvre qui seront adaptés à l'importance de la modification. Elle a également toute liberté pour ne pas donner suite aux modifications proposées.

Le Concessionnaire ne peut en aucun cas refuser, sous peine de résiliation aux torts du Concessionnaire, de mettre en œuvre les modifications que l'Autorité Organisatrice lui notifie.

Les modifications de l'offre seront mises en œuvre dans les conditions financières visées à l'article 10.6 - .

10.6 - Conséquences financières de l'adaptation des services réguliers sur les coûts de production

La participation financière de l'Autorité Organisatrice repose sur une offre de transports réguliers cadrée, tant en termes de lignes, d'amplitude ou de fréquence.

Toute modification de cette offre de référence, qu'elle soit à l'initiative de l'Autorité Organisatrice ou du Concessionnaire modifie l'équilibre économique du réseau et est donc susceptible d'appeler une modification de la contribution forfaitaire versée par l'Autorité Organisatrice.

Les modifications d'offres seront traduites financièrement selon les principes suivants :

- Une variation annuelle, à la baisse ou à la hausse, du kilométrage commercial de référence hors TAD inférieure à 3% à moyen roulant constant ne modifie pas le montant de la contribution forfaitaire versée par l'Autorité Organisatrice.;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Une variation annuelle à la baisse ou à la hausse du kilométrage commercial de référence hors TAD comprise entre 3% et 10%, à moyen roulant constant entraîne une modification du montant de la contribution forfaitaire versée par l'Autorité Organisatrice au Concessionnaire par application des formules de coûts unitaires définis à l'Annexe 11 au-delà des +/-3% ;
- Une variation annuelle du kilométrage commercial de référence hors TAD à la baisse ou à la hausse de plus de 10% à moyen roulant constant entraîne une renégociation de l'ensemble de l'équilibre économique du contrat passé entre l'Autorité Organisatrice et le Concessionnaire et une formalisation par voie d'avenant contractuel.

Si plusieurs modifications de l'offre sont mises en œuvre de manière successive, les différents seuils précédemment mentionnés s'entendent en prenant en compte le cumul de toutes les modifications en cours sur une année.

10.7 - Services occasionnels, opérations exceptionnelles

À la demande de l'Autorité Organisatrice, des services occasionnels pourront être mis en œuvre par le Concessionnaire avec des moyens et personnels dédiés au service (services périscolaires, services spéciaux à l'occasion de manifestations organisées ou soutenues par l'Autorité Organisatrice, campagne de promotion des transports publics, etc.).

Les services occasionnels effectués à la demande de l'Autorité Organisatrice sont rémunérés sur la base d'un prix établi en application des unités d'œuvre concernées valorisées aux coûts unitaires mentionnées à l'annexe 11.

Lorsque l'Autorité Organisatrice est à l'origine de la demande, le concessionnaire présente les factures liées à la réalisation des services de transport occasionnels ou événementiels indépendamment de celles relatives à la contribution financière forfaitaire due par l'Autorité Organisatrice et prévue à l'Article 34.5 - du présent contrat. Ces factures sont payées par l'Autorité Organisatrice à l'euro l'euro et dans les conditions de règlement prévues à l'Article 34.5 - du présent contrat.

Le Concessionnaire fait apparaître une synthèse des services occasionnels et événementiels réalisés dans les rapports annuels transmis à l'Autorité Organisatrice.

Dans le cas où la réalisation de services occasionnels est accompagnée d'une modification des services existants, les conséquences financières de ces modifications de service ne sont pas soumises à l'application de l'article qui les concerne mais font l'objet d'une réfaction financière associée au financement des services occasionnels et réglée à l'euro-euro.

10.8 - Formalisation

Une information systématique sera établie par le Concessionnaire contre récépissé. L'Autorité Organisatrice jugera de l'opportunité de passer un avenant ou d'intégrer la modification considérée dans un avenant de mise à jour annuel, le cas échéant. Toutes les modifications intervenues devront en tout état de cause faire l'objet d'un rappel spécifique dans les rapports annuels.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Article 11. Continuité du service

Sauf cas de force majeure conformément à l'article 11.2, le Concessionnaire est tenu d'assurer la continuité du service qui lui est confié sous peine de pénalités calculées et appliquées selon les stipulations de l'article 46.1 - , en cas d'interruption ou de suspension du service public.

11.1 - Application du Plan de Transport Adapté

En cas d'interruption partielle ou totale du service public, pour quel que motif que ce soit, le Concessionnaire fait ses meilleurs efforts pour mettre en place des moyens d'urgence et de substitution, en fonction des moyens disponibles localement. Le Concessionnaire peut avoir recours ponctuellement à la sous-concession conformément à l'Article 13. Le Concessionnaire en informe l'Autorité Organisatrice et les usagers dans les meilleurs délais et par tout moyen. Il en fait état dans les comptes rendus mensuels et dans les rapports annuels remis à l'Autorité Organisatrice.

Plan de Transport Adapté

Conformément aux dispositions des articles L.1222-1 et suivants du code des transports, sont réputées comme prévisibles les perturbations résultantes :

- De grèves ;
- De plans de travaux ;
- D'incidents techniques dès lors qu'un délai de 36 heures s'est écoulé depuis leur survenance ;
- D'aléas climatiques dès lors qu'un délai de 36 heures s'est écoulé depuis le déclenchement d'une alerte météorologique ;
- De tout événement dont l'existence a été portée à la connaissance du Concessionnaire par le représentant de l'État, l'Autorité Organisatrice ou l'autorité gestionnaire de voirie depuis 36 heures.

Un plan transport adapté (PTA) aux priorités de desserte et aux niveaux de service et un plan d'information des usagers (PIU) en cas de perturbations proposés par le Concessionnaire et validés par l'Autorité Organisatrice sont intégrés en Annexe 14 du contrat. Ils doivent être appliqués en cas de perturbations prévisibles précisées ci-dessus.

Le concessionnaire proposera donc :

- Un Plan de Transport Adapté (PTA) en concertation avec l'Autorité Organisatrice et répondant aux priorités de desserte, de niveau de service et précisant pour chaque niveau, les plages horaires et les fréquences mises en œuvre selon le pourcentage de personnel disponible ;
- Un Plan d'Information des Usagers (PIU) en vue d'assurer 24 heures avant le début de la perturbation prévue la diffusion d'une information gratuite, précise et fiable sur le niveau de service assuré.

Au moment de son offre, le concessionnaire aura remis un plan de dessertes prioritaires figurant en Annexe 14, qui sera validé par l'Autorité Organisatrice avant le premier jour du contrat. Le concessionnaire élaborera alors le plan de transport adapté et le plan d'information des usagers dans un délai de deux mois à compter de la prise d'effet du contrat. Ces deux plans seront intégrés à la présente convention en Annexe 14 dès leur réception par l'Autorité Organisatrice.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

La mise en œuvre du Plan de Transport Adapté et du plan d'information des voyageurs en situation perturbée n'est pas susceptible de générer une majoration de la contribution financière forfaitaire du présent contrat. Ils sont en revanche susceptibles de générer une minoration de celle-ci, par déduction des charges des services non effectués du fait de l'interruption totale ou partielle des services, à savoir les coûts de main d'œuvre non supportées par le Concessionnaire, les coûts kilométriques non supportés par le Concessionnaire correspondant aux coûts de roulage (consommation de carburant, huiles, pneumatiques...) par type de véhicules (en € HT par kilomètre) tels que définis en Annexe 11.

Le Concessionnaire doit également communiquer à l'Autorité Organisatrice l'accord collectif de prévisibilité du service applicable en cas de perturbation prévisible du trafic ou de grève ou à défaut le plan de prévisibilité défini par l'employeur et visé à l'article L.1222-7 du Code des Transports.

En cas de notification de préavis de grève de son personnel ou de celui d'un sous-concessionnaire éventuel, le Concessionnaire est tenu d'aviser au minimum 48 heures à l'avance l'Autorité Organisatrice et les clients des risques de perturbation des services.

Les modalités d'information du public ainsi que les méthodes préventives adoptées pour éviter les conflits internes, sont présentées en Annexe 15.

Ainsi, sauf cas de force majeure défini à l'article 11.2 - , la non-exécution des services du PTA entraîne une minoration de la contribution financière forfaitaire due par l'Autorité Organisatrice selon les dispositions de l'article 46.1 - .

De plus, en cas de non-respect du PTA, des pénalités lui sont appliquées selon les dispositions de l'Article 46.1 -

Dans tous les cas, le Concessionnaire est chargé de l'information des clients conformément aux dispositions du PIU, de l'Article 11 et de l'Annexe 14 du présent contrat.

11.2 - Cas de force majeure

Est considérée par les parties comme de force majeure toute circonstance ou fait extérieur aux parties, indépendant de leur volonté, imprévisible, et qu'elles ne peuvent empêcher malgré tous leurs efforts raisonnablement possibles.

Dans ces cas de force majeure, le Concessionnaire est exonéré de sa responsabilité à l'égard de l'Autorité Organisatrice, sans préjudice de ses responsabilités éventuelles à l'égard des usagers ou des tiers. Le Concessionnaire ne peut se voir appliquer de pénalités par l'Autorité Organisatrice en cas de force majeure avérée.

En revanche, la contribution financière forfaitaire due par l'Autorité Organisatrice et prévue à l'Article 32 du présent contrat est minorée du montant des charges variables des services non réalisées, du fait de l'interruption, à savoir les coûts de main d'œuvre non supportées par le Concessionnaire, les coûts kilométriques non supportés par le Concessionnaire correspondant aux coûts de roulage (consommation de carburant, huiles, pneumatiques...) par type de véhicules (€ HT par kilomètre) tels que définis en Annexe 11.

Les grèves pour motif d'ordre local du personnel du Concessionnaire ou de son ou ses sous-concessionnaires ne sont pas considérées comme cas de force majeure.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

11.3 - Moyens de communication

Le Concessionnaire doit être en mesure de communiquer en permanence. A cet effet, il doit disposer des équipements et services suivants :

- Téléphone fixe ou mobile,
- Répondeur téléphonique,
- Courrier électronique/adresse internet.

Chaque véhicule sera équipé d'un moyen de communication embarqué permettant une liaison entre le conducteur, le Concessionnaire et les services de secours afin de permettre une réaction plus rapide en cas d'incident ou d'accident.

Pendant les périodes de crise (verglas, inondations, ...) où il y a lieu de communiquer en dehors des heures ouvrables, le Concessionnaire établira une permanence et fournira à l'Autorité Organisatrice les coordonnées de l'agent concerné.

Il devra également fournir à chaque rentrée scolaire les numéros de téléphone des agents sous astreinte pouvant être joints à tout moment.

Article 12. Conditions exceptionnelles

12.1 - Principes généraux

Le Concessionnaire devra être apte à gérer les imprévus dans l'exécution du service et à assurer la continuité du service public sans mettre en péril les usagers, en cas de panne, d'accident, de surnombre imprévu- notamment au dernier retour du soir- ou d'intempéries.

Si à la suite d'un événement imprévisible (route barrée, accident, etc.), le Concessionnaire se voit dans l'impossibilité de respecter l'itinéraire ou les horaires, il lui appartient d'adopter les conditions de circulation les plus proches de celles en vigueur normalement.

Dans l'hypothèse où un service ne peut être exécuté ou ne peut l'être qu'avec une modification de ses caractéristiques, ainsi qu'en cas d'incident ou d'accident ayant pu mettre en cause la sécurité, le concessionnaire est tenu d'informer sans délai l'Autorité Organisatrice par tous moyens adaptés avec confirmation écrite au plus tôt.

Dans l'hypothèse où la perturbation est susceptible de durer plusieurs jours, le concessionnaire communique dans les 48 heures à partir du moment où il en a connaissance à l'Autorité Organisatrice, les dispositions qu'il met en œuvre pour pallier les difficultés rencontrées et se charge de l'information des usagers. Le délai court à l'appui de la preuve de connaissance par le concessionnaire de la durée de la difficulté qui est transmise à l'Autorité Organisatrice.

12.2 - Information de l'Autorité Organisatrice

12.2.1 Accidents et Incidents

En cas d'accident grave de type corporel ayant occasionné des dommages matériels importants ou d'incident sur le réseau (manifestation ou agressions par exemple), le concessionnaire doit avertir, sans délai, l'Autorité Organisatrice. En cas de dépôt de plainte le Concessionnaire effectuera la démarche auprès des services de police compétents et en communiquera une copie à l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire est tenu d'adresser à l'Autorité Organisatrice, dans un délai maximum de 48 heures suivant les faits, le compte-rendu écrit d'accident ou d'incident de transport (manifestation ou agressions par exemple), relatant notamment :

- les circonstances de l'accident ou de l'incident ;
- en cas d'accident, un schéma retraçant les circonstances de l'accident ;
- le bilan de l'accident ou de l'incident ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- les conséquences de l'accident ou de l'incident ;
- la façon dont l'accident ou l'incident a été géré ;
- les enseignements à en tirer pour son organisation propre et/ou pour l'Autorité Organisatrice.

Tout incident impactant un retard de plus de 10 minutes sur les circuits scolaires doit être signalé à l'Autorité Organisatrice et le Concessionnaire a à charge de prévenir les familles de ce retard et les établissements concernés le cas échéant.

Par ailleurs, le concessionnaire devra tenir à jour un registre relatant la chronologie des incidents et pouvant être consultée à tout moment sur simple demande par l'Autorité Organisatrice.

12.2.2 Prévention

Le Concessionnaire doit remplir un rôle de prévention des accidents. A ce titre, il invite l'Autorité Organisatrice à prendre les mesures de son ressort, notamment si des surnombres sont constatés sur certains services.

Il informe l'Autorité Organisatrice et, le cas échéant, les collectivités concernées :

- si des événements naturels ou des réalisations matérielles viennent à compromettre la visibilité ou la bonne exécution des manœuvres des véhicules ;
- si le stationnement de véhicules aux abords des arrêts vient à affecter le bon déroulement du débarquement et de l'embarquement des usagers ;
- en cas de déviation temporaire, si l'itinéraire de substitution ne présente pas toutes les garanties de sécurité requises.

12.2.3 Suivi des infractions

Le concessionnaire est tenu d'informer l'Autorité Organisatrice sans délai et au plus tard dans les rapports annuels de toute infraction au Code de la Route ou à la réglementation en matière de sécurité des véhicules commise par ses agents affectés au service et des suites qui y ont été données.

Article 13. Exécution par un tiers de prestations prévues au présent contrat

Le Concessionnaire ne peut pas sous-concéder l'intégralité du contrat.

Le Concessionnaire est autorisé à sous-concéder une partie des services concédés à condition d'avoir préalablement obtenu de l'Autorité Organisatrice l'acceptation de chaque sous-concessionnaire et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-concession.

Au minimum, l'exploitation de 90 % des services des lignes régulières du réseau de transport urbain (base de référence : kilomètres commerciaux annuels) doit-être réalisée en propre par la société dédiée.

Il transmet une copie des contrats de sous-concession passés et de leurs avenants avec en annexe les tableaux cadres remplis correspondant à ceux joints en annexes du présent contrat et au minimum :

- L'offre de service sous-concédé par ligne (Annexe 1) ;
- Les kilomètres annuels (commerciaux et haut-le-pied) sous-concédés par entreprise (Annexe) ;
- Le motif de la sous-concession ;
- Les heures de conduite par ligne et au global nécessaires pour assurer l'offre de service (Annexe 1) ;
- Les effectifs affectés aux services sous-concédés en termes d'agents ETP dont les conducteurs ETP et les heures affectées à chaque agent pour les services sous-concédés (Annexe 5) ;
- L'inventaire des véhicules affectés aux services sous-concédés avec les kilomètres au compteur, pour le sous-concédé objet du présent contrat de concession de service public (Annexe 3) ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Le détail des charges d'exploitation selon le plan comptable général (Annexe 8) ;
- Les modalités et règles d'affectation des charges aux services sous-concédés par l'entreprise sous-concessionnaire, (Annexe 8) ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-concessionnaire proposé ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-concession, le montant prévisionnel de chaque prestation sous-concédée, le prix unitaire d'un service et un devis annuel estimatif ;
- La liasse fiscale de l'entreprise sous-concessionnaire. Les liasses fiscales dont des documents protégés par le secret des affaires (conformément à l'article L 311-6 du code des relations du public avec l'administration) qui seront communiquées contractuellement à l'Autorité Organisatrice sous réserve que la confidentialité des documents soit préservée.

Le Concessionnaire rend compte de la sous-concession réalisée chaque année, dans les rapports annuels remis à l'Autorité Organisatrice. Il transmet notamment l'ensemble des éléments listés ci-dessus avec une présentation consolidée entre l'offre en propre et l'offre sous-concédée.

En toutes hypothèses, le Concessionnaire reste entièrement responsable vis-à-vis de l'Autorité Organisatrice de l'exécution des services sous-concédés. Il ne peut en aucun cas se prévaloir d'une mauvaise exécution par l'entreprise sous-concessionnaire pour s'exonérer de ses obligations envers l'Autorité Organisatrice.

Les cas de grève subis par le sous-concessionnaire n'exonèrent pas le Concessionnaire de ses obligations contractuelles. Le Concessionnaire doit contrôler la réalité des services sous-concédés et le respect des obligations contractuelles par les sous-concessionnaires. En cas de manquement, le Concessionnaire est passible des pénalités prévues à l'Article 46.1 - .

L'Autorité Organisatrice a toute latitude pour auditer ou faire auditer par des tiers de son choix les entreprises sous-concessionnaires pour les services qu'elles réalisent en sous-concession dans le cadre du présent contrat de concession de service public. Ces audits incluent les moyens mis en œuvre et les comptes relatifs aux services sous-concédés (comptabilité générale, examen des règles d'établissement de la comptabilité analytique...).

Conformément aux dispositions de l'Article 39 « Contrôle exercé par l'Autorité Organisatrice » du présent contrat, le Concessionnaire et ses sous-concessionnaires fournissent à l'Autorité Organisatrice toute justification et tout document que celle-ci peut leur demander concernant la gestion des services sous traités ou sous-concédés objet du présent contrat, ainsi que lors des vérifications et/ou audits réalisés par l'Autorité Organisatrice ou les experts mandatés par elle.

L'Autorité Organisatrice a par l'intermédiaire de ses représentants ou mandataires dûment habilités, un droit permanent d'accès et de contrôle sur l'ensemble des documents concernant le service public sous-concédé se rapportant à l'exécution du service public concédé. Tout refus ou toute pièce incomplète est soumis à sanctions selon les modalités prévues à l'Article 46.1 - .

Chaque année, le Concessionnaire produira une liste de sous-concessionnaires actuels et potentiels qui sera validée par l'Autorité Organisatrice afin d'assurer la continuité du service public (notamment en cas d'affluence imprévisible, ou dans des situations d'urgence).

Le Concessionnaire devra informer l'Autorité Organisatrice de l'intervention d'un sous-concessionnaire de la liste 48 heures avant l'exécution du service.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Toute sous-concession occulte (non inscrite dans cette liste annuelle) pourra être sanctionnée par une résiliation du contrat de concession de service public aux frais et risques du Concessionnaire conformément à l'Article 48 du présent contrat.

Le Concessionnaire fournit les comptes d'exploitation prévisionnels suivants :

- Compte d'exploitation prévisionnel du concessionnaire ;
- Compte d'exploitation prévisionnel de chaque sous-concédant, sous le même format et avec les mêmes règles de comptabilité analytique ;
- Compte d'exploitation prévisionnel consolidé pour l'ensemble de l'activité (sur le modèle du tableau-cadre), qui prévoira une répartition des charges du concessionnaire et de celles de ses sous-concédants dans un même compte, permettant notamment la réaffectation comptable des sommes de sous-concession dans le compte du concessionnaire.
- Des comptes de résultat sous le même format dans les rapports annuels (sur le modèle du cadre de réponse).

En outre, il s'engage à intégrer dans les contrats de sous-concession des clauses permettant d'obtenir un niveau d'information notamment financière identique à celui fourni pour les services exploités en propre, pour les rapports annuels.

Le Concessionnaire proposera des coûts d'unité d'œuvre et des coûts unitaires spécifiques pour la sous-concession. Ces éléments permettront en particulier de calculer les coûts des modifications de services en cas de recours à la sous-concession (Annexe 11).

Les contrats de sous-concession ainsi conclus avec des tiers ne peuvent en aucun cas excéder la durée du présent contrat. Dans tous les cas, les contrats de sous-concession sont, de fait, résiliés sans indemnité à l'échéance ou en cas de résiliation anticipée du contrat de la concession de service public.

Conformément aux dispositions de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Concessionnaire s'assure que les sous-concessionnaires respectent les principes d'égalité des usagers devant le service public, de laïcité et de neutralité du service public, et à ce que leurs préposés s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Il introduit dans les contrats de sous-concession qu'il conclut une clause assurant l'application de ces principes.

Article 14. Contrats conclus avec des tiers relatifs à des services de transport

L'Autorité Organisatrice se réserve le droit de conclure, avec un ou (des) tiers, tout autre contrat relatif à des services de transport autres que les services dont la consistance et les modalités d'exploitation sont décrites au présent contrat et qui ne sont pas de nature à concurrencer les services qui font l'objet du présent contrat.

L'Autorité Organisatrice informe le Concessionnaire de son intention de conclure un tel contrat. Le Concessionnaire peut alors faire part à l'Autorité Organisatrice des éventuelles conséquences techniques, commerciales et financières de ce projet sur le fonctionnement du service concédé.

Article 15. Reprise des abonnements et produits constatés d'avance de la précédente exploitation

A l'entrée en vigueur du présent contrat, le Concessionnaire supporte les charges et bénéficie des produits ayant leur origine dans l'exploitation qui lui a été déléguée à compter du 1^{er} mai 2023.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Les comptes de l'ancien Concessionnaire sont arrêtés à échéance de la Concession, soit au 30 avril 2023. Au vu de cet arrêté des comptes, un mode de calcul des produits constatés d'avance est établi, et ceux-ci sont reversés au Concessionnaire du contrat actuel, avec production des justificatifs nécessaires, dans un délai de 2 (deux) mois suivant le début du présent contrat.

Le montant ainsi reversé n'ouvre pas droit à indemnité au profit du Concessionnaire ni à renégociation du contrat dans le cas où il serait inférieur ou supérieur à l'estimation communiquée dans le cadre de la procédure de passation du présent contrat.

Concernant le traitement des prélèvements automatiques, il revient au Concessionnaire de réaliser la procédure de mise en place de nouveaux prélèvements auprès de l'utilisateur et de l'organisme bancaire.

Article 16. Politique commerciale, marketing, de communication et relation avec l'utilisateur

16.1 - La communication, le marketing et la commercialisation

Le partage des responsabilités en matière de communication se fait comme suit :

- La communication institutionnelle relève de la seule compétence de l'Autorité Organisatrice.
- La communication commerciale relève de la responsabilité du Concessionnaire.

La commercialisation du réseau se fait aux frais et sous la responsabilité du Concessionnaire sur la base des engagements pris dans le cadre du plan pluriannuel d'actions marketing, communication et commercial joint en Annexe 6 du présent contrat.

Dans un souci de cohérence globale du réseau de transport, le Concessionnaire a, à sa charge directe, la communication, le marketing et la commercialisation pour l'ensemble des services du réseau.

Le Concessionnaire produit au plus tard le 31 mai de chaque année le programme global des actions détaillé pour l'ensemble du réseau de l'année scolaire à venir : marketing, communication et commercial qu'il compte mettre en œuvre, conformément aux engagements pris dans le budget Marketing joint en Annexe 6 et intégré dans le tableau des engagements financiers du compte d'exploitation du contrat (cf. Article 29 et Annexe 8). Ce programme annuel fait l'objet d'un échange avec l'Autorité Organisatrice pour validation.

Ce programme prévisionnel de communication et d'information a pour objectifs :

- L'accompagnement de la mise en place du nouveau réseau de transport et du nouveau conventionnement par un certain nombre d'actions en direction de la profession et des usagers existants ou potentiels :
- La promotion du réseau afin d'en accroître la visibilité et l'information voyageurs. Après stabilisation des itinéraires et des horaires des nouveaux services de transports, le prestataire réalisera :
 - Des fiches horaires réseau urbain/scolaire
 - Des plans de lignes réseau urbain
 - Un plan global du réseau urbain
 - Renseignements nécessaires pour le TAD (etamine, access, marché, 3 flexo)
- La diffusion d'une communication citoyenne destinée à sensibiliser le grand public à la notion de mobilité durable par :

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Des campagnes comportementales et/ou événementiels prenant appui sur les manifestations nationales du type : Semaine de la mobilité et Journée du Transport Public
- Des campagnes comportementales et/ou événementielles en lien avec les grands rendez-vous du territoire : En liaison avec l'Autorité Organisatrice.

Ce programme annuel bilatéral doit être établi par le Concessionnaire avec l'Autorité Organisatrice ; il doit intégrer les études et enquêtes de l'année (Concessionnaire et Autorité Organisatrice) et les campagnes d'affichage flancs bus envisagées par l'Autorité Organisatrice pour l'année.

Au plus tard au 31 mai n+1, le Concessionnaire remet dans les rapports du Concessionnaire le bilan du programme des actions marketing, communication et commerciales réalisées par rapport à celles prévues au contrat. Le Concessionnaire devra présenter à l'Autorité Organisatrice, la politique marketing, commerciale et de communication menée et il devra justifier les actions contractuelles non réalisées. L'Autorité Organisatrice se réserve le droit d'imposer au Concessionnaire la mise en œuvre intégrale du programme d'actions prévues au contrat sous peine de pénalités prévue à l'article 46.1 - du présent contrat.

L'Autorité Organisatrice se réserve le droit de procéder à des campagnes de communication institutionnelle ayant vocation à valoriser la politique transport de l'Autorité Organisatrice auxquelles le Concessionnaire pourra être associé.

16.2 - Découpe des véhicules

Une découpe pour les bus urbains et TAD couvrant au minimum l'ensemble du bas de caisse des véhicules.

Tous les bus urbains et les véhicules de TAD ne seront mis en circulation, qu'après avoir été décoré d'une découpe couvrant au minimum l'ensemble du bas de caisse des véhicules

Une découpe plus légère pour les autocars affectés aux services scolaires mentionnant au minimum le logo du réseau (longueur 90 cm) et un logo de la CAV.

Pour les véhicules mis à disposition de manière temporaire par le concessionnaire, il est attendu au moins les deux logos sur chaque flanc du véhicule (Vbus et CAV).

Les frais de fabrication, de pose de la décoration de la livrée pour les véhicules sont à la charge du concessionnaire, la remise en état de la livrée suite à un accident touchant la carrosserie est également à la charge du Concessionnaire

La charte graphique et la livrée de tous les véhicules figurent à l'Annexe 16.

16.3 - Espace publicitaire

L'Autorité Organisatrice fait son affaire de la gestion de la publicité sur les véhicules urbains laquelle ne doit pas perturber la lisibilité des girouettes ou du logo du réseau, ni masquer les plaques identificatrices, affiches et avis destinés au public. A cette fin, le Concessionnaire met à disposition sur ses véhicules un Cadre Publicité sur les flancs gauches et arrières des Véhicules urbains.

Toute réclame maculée ou détériorée doit être immédiatement retirée ou remplacée. Toute réclame maculée ou détériorée fait l'objet d'un signalement par le Concessionnaire à l'Autorité Organisatrice dans un délai maximum de 48 heures.

L'Autorité Organisatrice s'engage à ne faire figurer sur les véhicules ni publicité licencieuse, ou de nature à troubler l'ordre public, ni publicité anti-transports collectifs ou politique ou confessionnelle.

16.4 - L'information des usagers

Le Concessionnaire devra mettre tout en œuvre pour délivrer aux usagers une information exhaustive et accessible concernant les itinéraires, les horaires, les offres tarifaires, etc.

L'information des usagers se fait notamment :

- À l'agence commerciale (à la gare et dans les mairies membres de l'Autorité organisatrice CAV);
- Par l'intermédiaire de tous les supports d'information écrits dont guides horaires, plans, Internet, téléphones mobiles ;
- À l'extérieur des véhicules par le biais de girouettes et d'annonce sonore lorsqu'elle existe indiquant le numéro de ligne, la destination finale de la ligne ;
- À l'intérieur des véhicules par l'annonce sonore des points d'arrêt, par l'affichage soit du thermomètre de toutes les lignes, soit du plan de réseau etc. ;
- A tous les points d'arrêts dans les cadres d'information voyageurs, qu'il s'agisse de simples poteaux ou d'abris.

Le Concessionnaire a en charge pendant la durée du contrat, l'ensemble de la chaîne d'information commerciale telle que prévue au budget marketing annexé au contrat (cf. Annexe 6), notamment la conception la réalisation et la diffusion par tout moyen pertinent des documents suivants : le guide du réseau, les horaires, les tarifs, les conditions d'accès, les plans du réseau, le plan des lignes dans tous les points d'arrêt, la liste des dépositaires, le règlement d'exploitation, le guide d'accessibilité etc.

Le Concessionnaire édite conformément à la charte graphique définie à l'Annexe 16 après approbation de l'Autorité Organisatrice, un guide, qui comprend au moins :

- Un plan général du réseau,
- Les fiches horaires par ligne. La lecture des tableaux horaires par ligne doit être claire et facile pour les PMR et les usagers,
- Les conditions tarifaires générales,
- La liste des points de vente,
- L'adresse, les coordonnées téléphoniques et électroniques et site Internet du service clientèle et ses horaires d'ouverture,
- Une page d'informations générales à disposition de l'Autorité Organisatrice, situées en 3ème de couverture, si l'Autorité Organisatrice en fait la demande. À cet effet, le Concessionnaire devra informer l'Autorité Organisatrice de toute édition de documents lui laissant un délai minimum de quinze jours pour élaborer ce message. Passé ce délai, le Concessionnaire n'est plus tenu à l'obligation d'insertion.

Le guide devra être mis à jour pour chaque rentrée scolaire au plus tard au mois de juin après validation de l'Autorité Organisatrice.

Les frais d'édition, de reprographie et de diffusion sont à la charge du Concessionnaire qui peut y inclure, au maximum, 2 pages de publicité.

Ce guide est fourni aux usagers qui en font la demande, soit auprès du service clientèle, soit auprès des conducteurs (y compris des taxis le cas échéant) ou des revendeurs qui doivent disposer d'une dotation suffisante. Il est également à la disposition de la maison du Tourisme, du syndicat d'initiative, des mairies ainsi que des hôtels et des lieux de publication touristiques (agence, musée....) du ressort territorial.

Le concessionnaire tient à disposition de l'Autorité Organisatrice un nombre suffisant d'exemplaires de ces documents qu'elle se charge de diffuser, ainsi que les fichiers informatiques (du Concessionnaire ou

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

de son imprimeur) correspondants que l'Autorité Organisatrice pourra utiliser pour ses propres publications.

Le Concessionnaire a en charge également la tenue et la mise à jour des informations y compris multimodales et intermodales (TER et lignes routières régionales) sur le site Internet du réseau de transport, à l'agence, aux points de vente et aux points d'arrêts.

La diffusion des informations, guides, fiches, plans dans les principaux lieux d'information du public, est à la charge du Concessionnaire ainsi que leur renouvellement.

Ces documents, validés par l'Autorité Organisatrice, respectent la charte graphique en vigueur (Annexe 16).

Le Concessionnaire assure l'entretien et la mise à jour de cet affichage.

À cet effet, le Concessionnaire doit éditer et tenir à jour les documents d'information relatifs à la consistance des services offerts et aux conditions tarifaires. Ces éléments sont remis à jour et diffusés au moins quinze (15) jours francs avant chaque modification.

Les usagers doivent être informés par le Concessionnaire et à ses frais, par les moyens les plus appropriés, des modifications ou suppressions temporaires de services que lui ou ses sous-concessionnaires exploitent.

Lorsque des changements importants sont apportés aux conditions d'exploitation, le public en est avisé au moins huit jours à l'avance par des affiches, avis de presse ou tout autre moyen approprié, notamment par voie dématérialisée (SMS, internet, alerte...).

Le Concessionnaire doit respecter les dispositions de la loi relative à l'accessibilité de février 2005 et le Schéma Directeur – Agenda d'accessibilité Programmé (SDA Ad'AP). Il doit mettre à la disposition de l'ensemble des personnes à mobilité réduite, quel que soit leur handicap, toute l'information nécessaire à leurs déplacements, en utilisant l'ensemble des moyens disponibles.

16.4.1 L'information aux points d'arrêt

Il incombe au Concessionnaire de fournir et remplacer en tant que de besoin l'affichage aux points d'arrêt, qui comprend au minimum :

- Un plan général du réseau (sauf sur les poteaux d'arrêt),
- Le positionnement du point d'arrêt sur ce plan général ou sur un extrait plus détaillé, (sauf sur les poteaux d'arrêt)
- L'affichage des lignes desservant l'arrêt et le positionnement du point d'arrêt,
- Le détail des horaires de passage dans chaque sens, mettant en évidence le premier et le dernier service. Lorsque la fréquence est rigoureusement cadencée, on pourra se contenter de signaler le détail des minutes de passage entre telle et telle heure.
- Les conditions tarifaires générales (pour les poteaux d'arrêt, on se limitera aux principaux tarifs),
- Le numéro d'appel téléphonique du service clientèle du Concessionnaire et un numéro d'appel en cas d'urgence,
- L'adresse du service clientèle.
- L'adresse des dépositaires les plus proches du point d'arrêt
- QR code sur chaque arrêt qui donne l'horaire en temps réel de la ligne concernée et redirige vers le site internet.
- Le nom de l'arrêt et les numéros de lignes sur la tête de poteau et la tête d'abri

Tous les supports d'information utilisés aux points d'arrêt respecteront les règles de lisibilité et

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

d'accessibilité. Ils sont conçus et imprimés et mis en place par le Concessionnaire.

Le changement des affiches horaires à l'intérieur du mobilier urbain s'effectuera, pour chaque changement d'horaire, impérativement au plus tard la veille du premier du jour du nouvel horaire par le Concessionnaire.

Pour le cas de remplacement pour dégradation, le changement des affiches horaires devra s'effectuer dans les 48 heures ouvrables après le remplacement.

16.4.2 L'information à l'agence commerciale

Dans l'agence commerciale, les points de vente et d'information, les documents suivants doivent être en libre-service pour le public : guide tarifaire et horaires du réseau, le guide d'accessibilité, le plan du réseau, le plan et horaire de chaque ligne, les informations sur les promotions et événements, les informations en cas de perturbations, le règlement des transports, toutes les informations multimodales et intermodales, etc. L'ensemble de ces informations et documents doit être disponible en permanence, en libre-service et à jour.

Le Concessionnaire devra y assurer :

- L'information du public sur la consistance des services offerts (itinéraires, horaires, ...) et de leurs conditions tarifaires.
- La diffusion du plan général du réseau, du guide des transports collectifs et tous autres documents concernant le service qu'il exploite. À cet effet, il devra disposer en permanence d'un stock suffisant de guide.
- La diffusion des documents relatifs aux autres services de mobilité utilisables sur le périmètre du ressort territorial de l'Autorité Organisatrice.
- La vente des titres de transport.
- Le recueil des avis et réclamations des usagers sur le service.
- La réservation du service TAD.

16.4.3 L'information à bord des véhicules

Le conducteur doit disposer à bord du véhicule des documents suivants, à jour :

- des documents réglementaires (permis, licence européenne, attestation d'assurance ...) ;
- de la feuille de route indiquant l'itinéraire, les arrêts et horaires à respecter ;
- les promotions commerciales et les tarifs ;
- le tracé de la ligne et les points d'arrêts ;
- les informations sur les perturbations de la ligne et les perturbations sur le réseau le cas échéant ;
- le pictogramme de montée par la porte avant,
- toute information générale sur le réseau utile aux voyageurs.
- le cas échéant, des règlements applicables aux points d'embarquement ou débarquement pour les lignes desservant des établissements scolaires ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- du règlement d'exploitation du réseau en nombre suffisant (conformément à l'Annexe 2) d'un mémento sur la conduite à tenir et sur les personnes à prévenir en cas d'accident (doivent au minimum être en possession du conducteur les numéros de téléphone des pompiers, de la gendarmerie, de l'entreprise, de l'Autorité Organisatrice et des établissements scolaires éventuellement concernés).

16.4.4 L'information via le site internet

Le Concessionnaire a la charge d'assurer la création, la gestion et l'animation d'un site internet. Ce dernier a le statut de bien de reprise.

- Le site internet doit au minimum présenter :
- Les plans du réseau,
- Le plan et la fiche horaire de chaque ligne de transport,
- Les tarifs avec le prix et les conditions d'accès,
- L'accessibilité du réseau (points d'arrêts et véhicules aménagés, service spécifique pour les personnes à mobilité réduite), et les modalités de fonctionnement des réservations,
- L'aide au voyageur pour organiser et réaliser son déplacement, en fonction de son point de départ et son point d'arrivée et l'heure de son déplacement,
- L'information des services évènementiels,
- Le règlement d'exploitation du service, dans son intégralité,
- L'information en cas de perturbation,
- Les promotions commerciales du réseau et des tarifs,
- Les informations multimodales et intermodales sur le ressort territorial,
- Une présentation de l'Autorité Organisatrice et du Concessionnaire avec leurs missions respectives,
- La description de l'historique du réseau,
- Une page « foire aux questions (FAQ)
- Une page Contacts du Concessionnaire pour les réclamations et questions,
- Les liens vers les partenaires et les sites des autres réseaux de transport présents dans le ressort territorial.
- Les services publics (CHI, préfecture, mairies, bibliothèque,)
- Parkings relais
- Les sites de covoiturage

Le site internet indique également en temps réel toutes les modifications du service rendues nécessaires par des travaux (déviations, arrêts non desservis, etc.).

- Il permet également la prise des réservations pour les services de transport à la demande et l'inscription au service « SMS » et de dialoguer avec le Concessionnaire (suggestions, réclamations, demande de documentations, etc.).

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Le Concessionnaire doit avoir mis en place un lien permettant que toute réclamation formulée par le site Internet soit en même temps communiquée à l'Autorité Organisatrice.
- Un service gratuit « SMS » est proposé à tout client abonné à ce service qui reçoit instantanément sur son téléphone portable, toutes les perturbations concernant le réseau.
- Le Concessionnaire aura la charge de transmettre les informations au service régional des transports et de la mobilité. Le concessionnaire devra mettre à jour le support d'information multimodal de la Région. Le Concessionnaire devra informer l'Autorité Organisatrice une fois les démarches réalisées.
- Le site internet ne doit comporter aucun message à caractère commercial ou publicitaire ne concernant pas le réseau.
- Ces informations doivent être disponibles en permanence, à jour et cohérentes avec les informations disponibles en agence et points de vente et d'informations, aux points d'arrêts et dans les véhicules.
- L'ensemble de ces documents devra respecter les critères minimaux d'accessibilité.

16.4.5 L'information via l'application mobile

Le concessionnaire développe une application mobile à destination des usagers. L'application permet l'accès aux informations suivantes :

- Plan du réseau ;
- Plans et fiches horaires des lignes ;
- Information sur le passage des bus en temps réel ;
- Etat du réseau (perturbation, modification d'itinéraire) ;
- Réservation TAD, transport de substitution ;
- Réabonnement en ligne.

L'application mobile a le statut de bien de reprise.

16.5 - L'accueil des usagers

L'accueil des usagers est un élément primordial du confort. A cet égard :

- Le Concessionnaire est tenu de remettre aux conducteurs une dotation vestimentaire d'hiver et d'été adaptée au service public avec le logo du réseau.

En outre les conducteurs doivent adopter un comportement en rapport avec l'exercice de leur profession, c'est-à-dire :

- Les conducteurs ne fument pas dans les véhicules.
- Etant potentiellement en contact avec des enfants et adolescents, ils adoptent un comportement approprié. Ils devront s'abstenir de tout propos qui, par la forme ou par le fond, serait susceptible de les choquer ou contraire à l'ordre public. Le Concessionnaire s'engage à respecter et à faire respecter les principes de laïcité et de neutralité. Conformément aux dispositions de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

des principes de la République, le Concessionnaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

- Le Concessionnaire contrôle le respect de ces principes et pourra appliquer des sanctions en cas de manquements. Le Concessionnaire veille à faire appliquer les mêmes dispositions à ses sous-concessionnaires
- Le Concessionnaire s'engage à respecter et à faire respecter les principes de laïcité et de neutralité. Il contrôle le respect de ces principes et pourra appliquer des sanctions en cas de manquements. Le Concessionnaire veille à faire appliquer les mêmes dispositions aux entreprises de sous-concession.
- Tout usager du service public a droit au respect, à la considération et à l'information. Le Concessionnaire veillera à ce que les conducteurs accueillent les usagers de façon aimable, leur apportent toute l'information dont ils ont besoin, soit sur le trajet, soit sur les éventuelles démarches administratives nécessaires.

Les horaires d'ouverture de l'agence commerciale sont au minimum les suivants : Toute l'année hors jours fériés

- Lundi à vendredi de 15h30 à 18h30
- Horaires élargis de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h30 en période de rentrée scolaire
- Fermée les jours fériés, 2 semaines en août et 1 semaine en décembre.

Ces horaires, devront faire l'objet d'une validation officielle de l'Autorité Organisatrice en cas de modification.

Le Concessionnaire devra y assurer :

- L'information du public sur la consistance des services offerts (itinéraires, horaires, TAD, l'application...) et leurs conditions tarifaires ;
- La diffusion du plan général du réseau, du guide horaire et tout autre document concernant le service qu'il exploite. À cet effet, il devra disposer en permanence d'un stock suffisant de documents ;
- La diffusion des documents relatifs aux autres services de transports utilisables sur le ressort territorial de l'Autorité Organisatrice ;
- La vente de tous les titres de transport et souscription d'abonnements.
- Le recueil des avis et réclamations des usagers sur le service conformément à l'Article 16.6 - .
- La réservation des services TAD.

Le Concessionnaire doit également assurer un service d'accueil téléphonique de qualité permettant au public de disposer immédiatement d'une information fiable et pertinente concernant notamment :

- Le choix d'un itinéraire ;
- Les horaires ;
- Les perturbations éventuelles ;
- Les tarifs ;
- Cet accueil téléphonique sera réalisé dans les conditions suivantes :
- N° unique qui sera précisé dans la semaine suivant la prise d'effet du contrat (identique au TAD) ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Horaires : même plage d'ouverture que l'agence commerciale.

Par ailleurs, le Concessionnaire s'engage à mettre en œuvre les autres moyens d'information suivants :

- Adresse Email : moova.com
- Alerte SMS.

16.6 - Suivi des réclamations

Le Concessionnaire doit mettre en place une procédure de gestion des observations et réclamations du public, facilement accessible, et dont le public doit connaître l'existence et les modalités de fonctionnement.

L'ensemble des réclamations, y compris celles reçues sur le site Internet, doit être tenu sur registre spécial, avec mention :

- Du nom et de la qualité de la personne qui émet une réclamation et les témoins potentiels,
- De la date, de l'heure, du lieu de la réclamation ainsi que de l'identité de l'agent qui en a reçu notification,
- De la nature des observations faites (favorables ou critiques), et des suggestions,
- Lorsqu'il s'agit d'une réclamation, de la date, de l'heure, des circonstances de l'événement qui l'a motivée,
- Des suites données.

Le Concessionnaire doit avoir mis en place un lien actualisé permettant que toute réclamation formulée sur ce registre spécial et réponses apportées par le Concessionnaire soit en même temps communiquée à l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire doit formuler un accusé de prise en compte personnalisée de la demande de réclamation sous 48h00. Le Concessionnaire doit par ailleurs apporter une réponse technique à toutes réclamations dans un délai maximum de 15 jours sous peine de pénalité (cf. article 46.1 -).

Le Concessionnaire communique mensuellement à l'Autorité Organisatrice les réclamations des usagers ainsi que les réponses qu'il a faite sous format informatique. Une synthèse de ces réclamations est adressée annuellement (rapports annuels) à l'Autorité Organisatrice.

16.7 - Obligations des usagers

Les usagers doivent se munir d'un titre de transport valide, ainsi que des justifications éventuelles requises.

Lorsqu'un usager entre dans un véhicule, il doit selon le cas :

- Valider son titre de transport pré acheté.
- Acheter, auprès du conducteur, un titre de transport et le valider ;
- Présenter au conducteur tout titre de transport afin que ce dernier contrôle, si le système de validation des titres est absent ou défectueux ;

Le Concessionnaire est responsable du contrôle des titres de transport sur les services objet du présent contrat.

Les obligations et les droits des usagers sont inscrits dans le règlement d'exploitation (ANNEXE 2). Les usagers sont tenus de s'y conformer et le Concessionnaire de le faire respecter.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

16.8 - Logo et marque du réseau

Le logo et la marque du réseau de transport sont inscrits sur l'ensemble des documents, diffusés aux usagers, au fur et à mesure de leur création et de leur renouvellement ainsi que sur l'ensemble des équipements publics du réseau : points d'arrêt, agence commerciale et points de ventes et d'information, matériels roulants, etc.

Le nom, la marque et le logo des lignes du réseau de transport et la charte graphique appartiennent à l'Autorité Organisatrice (Annexe 3A et 16).

Le Concessionnaire et sous-Concessionnaires ne sont pas autorisés à apposer leur propre logo sur les documents d'information et biens utilisés pour l'exploitation du réseau.

16.9 - Gestion des réservations

Le Concessionnaire est responsable de la gestion des services de Transport à la Demande. Il a la charge d'intégrer dans le règlement d'exploitation un volet relatif aux règles de réservation et d'usage du TAD et traitant en particulier la gestion des réservations non respectées.

À ce titre, il doit :

- Apporter toute information aux usagers qui en font la demande ;
- Recueillir les réservations dans les conditions suivantes :
- est possible de réserver son trajet jusqu'à 2h avant l'heure de départ
- Par téléphone gratuit depuis la France y compris pour les appels passés par téléphone mobile ;
- A l'agence,
- Par le site internet (Article 16.4 -) dans les mêmes conditions de délai de réservation, elle doit comporter au minimum : le nom et prénom du demandeur, son adresse, son numéro de téléphone, son mail, le service, la date et heure du transport réservé.
- Informer les éventuels sous-concessionnaires pour le déclenchement du service (édition de la feuille de route par courriel) envoi simultané par courrier électronique d'une image de la feuille de route à l'Autorité Organisatrice ;
- Rappeler l'utilisateur en cas de problème ;
- Informer l'Autorité Organisatrice en cas de dysfonctionnement constaté (dans le cas d'une sous-concession : service non-rendu par le taxi, réclamations, en cas de non-présentation d'un usager ayant réservé au point d'arrêt de prise en charge prévu ; ...) ;
- Faire un suivi, pour chaque service, des kilomètres effectués et des recettes encaissées directement par le conducteur ;
- Faire un suivi des origines-destinations réservées et leur fréquence ainsi que le nombre de voyageurs. Le Concessionnaire établit un bilan mensuel du service de transport à la demande et le transmet avant la fin du mois suivant à l'Autorité Organisatrice, dans le cadre du rapport mensuel d'activité. Ces informations sont également fournies dans les rapports annuels.

Les modalités d'accès au TAD sont précisées dans le Règlement d'exploitation Annexe 2.

16.10 - Gestion des inscriptions transport scolaire

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

A compter de mai 2025, en prévision de la rentrée scolaire de septembre 2025, le Concessionnaire aura notamment en charge l'inscriptions, l'édition des cartes, la délivrance et le contrôle des titres, la gestion de la relation avec les élèves, parents d'élèves et établissements scolaires, la transmission à l'Autorité organisatrice des incidents ou événements particuliers affectant ces services, ainsi que la gestion des recettes pour les duplicatas.

Pour la première année scolaire, la Communauté d'agglomération de Vesoul transmettra au Concessionnaire le fichier d'inscriptions aux transports scolaires et ouvrira au concessionnaire une connexion au système permettant l'utilisation de Pégase. Toutefois, le concessionnaire prend en charge les frais de formation au logiciel ainsi que les frais liés à l'acquisition du module collaboratif et de l'interface estimés à environ 13 000€ pour la première année et les frais de maintenance pour les années suivantes estimés à environ 800€ annuels.

Pour les années suivantes le Concessionnaire assurera la continuité de cette mission. Ces activités s'effectueront sous contrôle de l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire constitue une base des élèves inscrits au transport scolaire, il la transmet à l'Autorité Organisatrice pour vérifications des fratries et confirmation du montant des participations familiales le cas échéant. A ce titre, le Concessionnaire s'engage à reverser aux familles les trop-perçus éventuellement liés à une non prise en compte d'une fratrie.

Enfin le Concessionnaire informera systématiquement l'Autorité Organisatrice des nouvelles inscriptions ou des radiations.

Article 17. La qualité de service études et enquêtes et réunions

17.1 - Suivi qualité

L'Autorité Organisatrice attache une grande importance à la qualité du service rendu et souhaite donc que soit mis en place un « suivi qualité interne au concessionnaire » propre au réseau. Le dispositif interne de qualité est détaillé par le Concessionnaire à l'Annexe 9 avec un retour dans les rapports annuels d'activités.

17.2 - Etudes et enquêtes

De manière générale il est demandé au Concessionnaire d'assurer une veille dans le domaine des transports publics et de la mobilité à partager avec l'Autorité Organisatrice.

En complément des données statistiques issues de la billettique, le concessionnaire s'engage à réaliser 2 enquêtes Origine/Destination sur le réseau avec comptages voyageurs (elles portent sur l'ensemble du réseau et comprennent au moins les nombres de montées et de descentes par arrêt) au cours de la 2^{ème} année puis de la 4^{ème} année du contrat.

Ces enquêtes se dérouleront au minimum :

- Un mardi, un mercredi, un samedi et un dimanche en période scolaire
- Un mardi en période de petites vacances scolaires,
- Un mardi en période été.

Ces enquêtes après validation de leur contenu et des conditions d'exécution par l'Autorité Organisatrice seront prises en charge, organisée et financée par le Concessionnaire.

Les résultats de ces enquêtes sont transmis à l'Autorité Organisatrice sous la forme d'un rapport illustré et commenté accompagné des fichiers numériques correspondant dans les quinze (15) jours qui suivent sa réalisation.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

L'Autorité Organisatrice est titulaire des droits de propriété intellectuelle attachés aux enquêtes et études (données et livrables) qu'elles soient réalisées par le Concessionnaire directement ou un prestataire extérieur. De ce fait, la transmission des enquêtes et études à des tiers par leurs auteurs est subordonnée à un accord préalable de l'Autorité Organisatrice.

Le financement de ces études est intégré dans le compte prévisionnel d'exploitation annexé au présent contrat (Annexe 8).

L'Autorité Organisatrice a toute liberté si elle le souhaite de réaliser ou de faire réaliser par des prestataires extérieurs toute enquête ou étude relative au réseau de transport public. Les résultats complets (synthèse et résultats détaillés) de ces enquêtes seront transmis au Concessionnaire.

17.3 - Réunions d'information de l'Autorité Organisatrice

L'Autorité Organisatrice peut demander au Concessionnaire la tenue d'une réunion trimestrielle sur le suivi de l'exécution du contrat et les évolutions du service, et systématiquement à l'occasion de la remise des rapports annuels dans le mois qui suit sa remise.

L'Autorité Organisatrice peut demander au Concessionnaire la tenue d'une réunion de présentation des rapports annuels à la commission consultative des services publics locaux.

TITRE 3 - REGIME DES BIENS

Article 18. Moyens nécessaires à l'exploitation mis à disposition par l'Autorité Organisatrice

18.1 - Biens mis à disposition par l'Autorité Organisatrice

La liste des biens mis à disposition par l'Autorité Organisatrice constitue l'inventaire « A » joint en Annexe 3 du présent contrat comme pièce contractuelle.

Le Concessionnaire, qui a pu prendre connaissance des installations décrites dans l'inventaire avant la signature du contrat, prend en charge ces biens dans l'état où ils se trouvent sans pouvoir invoquer, à aucun moment, leur situation initiale pour dégager sa responsabilité dans le bon fonctionnement du service.

Dans un délai de trois (3) mois maximum à compter de l'entrée en vigueur du présent contrat, un inventaire contradictoire quantitatif et qualitatif de ces biens est établi et joint au présent contrat en Annexe 3A, comme pièce contractuelle. L'inventaire est adressé par l'Autorité Organisatrice au Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou remis contre récépissé.

L'inventaire est actualisé au fur et à mesure de la mise en service de nouveaux matériels et de la sortie ou cession de biens. L'état des biens ainsi sortis ou portés à l'inventaire au cours de l'année, est joint au compte-rendu technique des rapports annuels remis par le Concessionnaire.

L'Autorité Organisatrice reste propriétaire des biens mentionnés à l'inventaire A.

18.1.1 Le dépôt

L'Autorité Organisatrice met à disposition du Concessionnaire un dépôt qui permet d'accueillir l'ensemble des activités et la logistique nécessaire au fonctionnement du réseau comprenant notamment :

- Locaux administratifs / d'exploitation ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Locaux du personnel + syndicaux/sociaux ;
- Atelier + lieu de stockage ;
- Station de lavage, avec récupération des eaux usées ;
- Parking véhicules (autobus, vl, ...) ;
- Zone de déchets ;
- Etc.

Ce dépôt est situé à Noidans-lès-Vesoul

L'Autorité Organisatrice autorise le Concessionnaire à sous-louer une partie du dépôt tel que défini à l'annexe 13 relatif au contrat de sous-location du dépôt.

18.1.2 Locaux PEM

L'Autorité Organisatrice met à disposition du Concessionnaire un local situé sur le site du pôle multimodal de la gare de Vesoul (Avenue de la Gare) pour l'accueil et l'information du public.

Un second local dédié à l'équipe technique. (cf. Annexe 20)

18.1.3 Poteaux d'arrêt et abris voyageurs

Le Concessionnaire informe, dès qu'il en constate la nécessité, l'Autorité Organisatrice de toute intervention que requiert l'état des poteaux et abris voyageurs qui sont mis à sa disposition.

L'Autorité Organisatrice dispose également d'un marché spécifique d'entretien maintenance et publicité pour les abribus.

18.1.4 Borne d'information voyageur

Deux bornes d'information voyageurs de type : BIV CITEA LCD Modem 3G – 2 verre (4 lignes) Situées sur les quais du PEM. Le fonctionnement en temps réel, la mise à jour, l'entretien et la maintenance sont à la charge du Concessionnaire.

18.1.5 Logiciel Pégase scolaire

Ce logiciel sera mis à disposition par l'Autorité Organisatrice début d'année 2025. L'entretien et la maintenance de ce logiciel sont à la charge de l'Autorité Organisatrice.

18.1.6 Redevance de mise à disposition des biens

En contrepartie de la mise à disposition par l'Autorité Organisatrice des biens meubles et immeubles mentionnés à l'inventaire « A » joint en Annexe 3 du présent contrat, le Concessionnaire verse à l'Autorité Organisatrice sur toute la durée du présent contrat une redevance de mise à disposition.

Le montant de cette redevance est fixé, par année, au montant suivant :

Année	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Redevance dépôt € (HT)	33 336 €	50 004€	50 004€	50 004€	50 004€	50 004€	29 169 €
Redevance boutique € (HT)	9 000 €	13 500 €	13 500 €	13 500 €	13 500 €	13 500 €	7 875€
Total redevances	42 336€	63 504€	63 504€	63 504€	63 504€	63 504€	37 044 €
Montant mensuel	5 292 €	5 292 €	5 292 €	5 292 €	5 292 €	5 292 €	5 292 €

Ce montant est grevé de TVA au taux normal.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

La redevance est indexée chaque année civile selon l'indice des loyers commerciaux (indice ILC, base 100 au 1er trimestre 2008, référence indice INSEE 001532540) selon la formule suivante :

Indexation = $ILCa / ILCo$

ILCa = dernier indice connu au 1^{er} janvier de l'année de l'indexation

ILCo = dernier indice connu au 1^{er} jour du démarrage du contrat

Elle est versée mensuellement à terme échu à partir du 1^{er} mois du démarrage du contrat.

Le montant de la redevance n'est ni symbolique, ni dérisoire au regard de la valeur économique des biens mis à dispositions.

L'ajout ou la suppression de biens meubles ou immeubles mis à disposition par l'Autorité Organisatrice modifiant de manière significative leur valeur entraîne une révision du montant de la redevance de mise à disposition. En cas de modification en cours d'année, la redevance de mise à disposition est calculée *pro rata temporis* de la durée de mise à disposition.

Article 19. Biens mis à disposition par le Concessionnaire

. Le Concessionnaire est tenu de mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation du service, autres que ceux confiés par l'Autorité Organisatrice. Il assume la responsabilité, le financement et l'entretien des moyens matériels et assure la gestion et la rémunération des moyens humains.

Les usagers sont transportés dans les meilleures conditions de confort, d'accessibilité et de sécurité.

19.1 - Principes généraux

19.1.1 Biens de reprise

La liste des biens financés par le Concessionnaire et qui sont des biens de reprise constitue l'inventaire « B » également joint en Annexe 3 B du présent contrat, comme pièce contractuelle.

19.1.2 Biens propres

Le Concessionnaire peut affecter à l'exploitation du réseau des biens qui lui sont propres. Il en est propriétaire ou locataire.

La liste des biens propres, qui sont la propriété du Concessionnaire constitue l'inventaire « C » également joint en Annexe 3 C du présent contrat, comme pièce contractuelle.

19.1.3 Inventaires des biens B et C

Dans un délai de trois (3) mois maximum à compter de l'entrée en vigueur du présent contrat, les inventaires quantitatifs et qualitatifs de ces biens sont établis par le Concessionnaire et joints au présent contrat en Annexe 3 B & C, comme pièces contractuelles. Les inventaires sont adressés à l'Autorité Organisatrice par lettre recommandée, avec accusé de réception, ou remis contre récépissé.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Ces deux inventaires précisent au minimum, la nature, la marque, et la date d'acquisition de chaque bien, le montant d'acquisition, la durée de vie retenue, l'état technique, l'amortissement réalisé (durée de vie économique) et la valeur nette comptable de chaque bien ainsi que le coût financier de chaque bien, les modalités du contrat de financement (nature, taux, durée, etc.), le tableau des amortissements financiers de chaque contrat (ou chaque bien) et la valeur restant à financer à l'échéance de chaque année.

Les deux inventaires visés ci-dessus sont actualisés au fur et à mesure de la mise en service de nouveaux matériels et de la sortie ou cession de biens. L'état des biens ainsi sortis ou portés à l'inventaire au cours de l'année, est joint au compte-rendu technique des rapports annuels remis par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire s'engage à assurer une parfaite transparence dans l'établissement de l'inventaire des biens qu'il met à disposition. Par ailleurs, l'Autorité Organisatrice a un libre accès à toutes pièces relatives à l'achat du matériel roulant.

19.2 - Fourniture du matériel roulant

19.2.1 Etat des véhicules

Le Concessionnaire est responsable de la conformité, de l'entretien et du bon état des véhicules, ainsi que des équipements s'y rapportant (cf. Article 24). Il en assumera l'entière responsabilité et en assurera le financement. Le parc doit être renouvelé conformément à la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et ses décrets d'application »

Ceux-ci doivent être dotés au minimum des équipements suivants :

- Pour les autobus standards / midibus / minibus : rampe pour PMR intégrée, dispositif de suivi de la consommation, girouette frontale, latérale et arrière.
- Pour les autocars standards low-entry/ Minicars : système de radio et de téléphonie en lien avec l'exploitation, rampe électrique pour les PMR, ceintures de sécurité, bandes extérieures réfléchissantes et girouette frontale, arrière.

Tous les véhicules mis à disposition par le Concessionnaire sont qualifiés de biens de reprise et doivent figurer dans l'inventaire B de l'annexe 3 du présent contrat.

Le matériel est tenu en bon état de propreté et d'entretien tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ce qui implique que :

- l'éclairage intérieur, le chauffage et la climatisation ou système de ventilation réfrigérée seront en bon état de fonctionnement. La température intérieure du véhicule devra permettre d'assurer le confort dès la montée des premiers voyageurs.
- les sièges ne devront pas être dégradés. Le Concessionnaire est tenu de renouveler la sellerie et la peinture.
- les véhicules seront lavés au minimum toutes les semaines et chaque fois que nécessaire.
- tout incident de carrosserie devra être réparé dans les meilleurs délais. La carrosserie ne devra présenter aucune trace de rouille.
- le nom et le siège de l'entreprise de transport seront apposés à l'extérieur du véhicule, dans un endroit apparent.

En complément et en ce qui concerne les taxis qui seraient éventuellement mobilisés, il est précisé que les textes régissant le transport public exigent notamment :

- L'occultation de l'enseigne lumineuse,
- L'extinction de la rampe d'indication de tarif,

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- La déconnexion du compteur horodateur,
- L'apposition à l'extérieur du véhicule, dans un endroit apparent, du nom et du siège de l'entreprise de transport.

Tous les nouveaux véhicules devront être équipés de climatisation ou de système de ventilation réfrigérée. Tous les nouveaux bus devront être équipés de vitre de sécurité amovible conducteur.

Les véhicules pourront le cas échéant être équipés de caméra sur demande de l'Autorité Organisatrice.

19.2.2 Véhicules de réserve

Le Concessionnaire est également tenu de disposer de véhicules de réserve en nombre suffisant pouvant venir remplacer de manière occasionnelle les véhicules en panne ou en visite technique par exemple. Ces véhicules de réserve sont mentionnés comme tels dans l'inventaire. Ces véhicules devront être également conformes aux dispositions prévues à l'article 19.2.1.

19.2.3 Âge des véhicules

Il est expressément entendu que le Concessionnaire doit maintenir un niveau constant de qualité pendant la durée du présent contrat.

Il s'engage notamment et pour toute la durée du présent contrat l'âge limite des véhicules qu'il met à disposition du service conformément à ses engagements mentionnés à l'Annexe 3 fixés dans les limites suivantes :

Les limites d'âges par véhicule hors doublage sont définies comme suit :

- Age maximal des minibus, VUL : 8 ans
- Age maximal des autobus urbains : 12 ans
- Age maximal des autocars hors doublage : 14 ans
- Age maximal des véhicules de doublage et réserve : 15 ans

La dénomination ci-dessus des véhicules est fixée dans l'article 2 de l'arrêté du 2 juillet 1982 modifié relatif au transport en commun de personnes. L'âge du véhicule est déterminé par sa date de première mise en circulation.

Afin de permettre le contrôle du respect de ces dispositions, le Concessionnaire communique à chaque changement d'affectation de véhicule un état de l'inventaire des véhicules qu'il met à disposition du service.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Concessionnaire est redevable de la pénalité définie à l'Article 46.1 -

19.2.4 Capacité des véhicules

Le Concessionnaire s'engage à mettre en œuvre à tout moment la capacité de transport suffisante pour répondre aux besoins. Il veillera tout particulièrement à respecter les règlements en matière de place assises disponibles en particulier pour les lignes urbaines desservant les établissements scolaires et ou intégrées au Transport scolaire.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

19.2.5 Accessibilité des véhicules

Tous les véhicules et les équipements des véhicules doivent satisfaire à la prise en charge de tous les types de handicaps (physique, visuels, auditifs et cognitifs) conformément à la réglementation en vigueur en matière d'accessibilité hors services scolaires.

19.2.6 Le respect de l'environnement

La volonté de l'Autorité Organisatrice est de développer une politique de transport collectif, favorable à la préservation de l'environnement Article 40.

19.3 - Système billettique/SAEIV

Les véhicules devront être équipés d'un système billettique compatible avec celui de la région et d'un SAEIV conforme à l'Annexe 11 de l'Arrêté du 3 mai 2007 modifiant l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes.

Le concessionnaire doit veiller avec son fournisseur du système d'aide à l'exploitation, à ce que les données issues de ce système soient mises à disposition sur une plateforme accessible par l'Autorité Organisatrice dans un format exploitable (type SIRI ou avec un connecteur adapté) pour permettre non seulement la compatibilité des données avec d'autres systèmes mais également une connexion vers les bornes d'information voyageur, un site internet et une application.

Le concessionnaire assure à l'Autorité Organisatrice l'accès au portail de suivi du SAEIV dans les mêmes conditions que lui-même.

Le système billettique est qualifié de biens de reprise et doit figurer dans l'inventaire B de l'annexe 3 du présent contrat.

19.4 - Système de gestion de la réservation du TAD

La réservation doit être disponible par téléphone, à l'agence commerciale, sur le site internet, sur l'application mobile.

Le Concessionnaire s'engage à mettre en place à compter de la notification du présent contrat un système de gestion de réservation du TAD permettant l'optimisation des courses, l'émission de feuilles de route, la gestion des utilisateurs, et la production d'états statistiques transmis mensuellement et annuellement à l'Autorité Organisatrice.

Concernant l'application smartphone il peut soit mettre en œuvre une solution spécifique VBus soit utiliser les services d'une plateforme, dans ce dernier cas il devra être en mesure de fournir à l'Autorité Organisatrice l'ensemble des données de réservation et d'utilisation du TAD.

Article 20. Biens immatériels, marques et logos

L'Autorité Organisatrice et le Concessionnaire demeurent, chacun en ce qui les concerne, propriétaires de leurs licences, logotypes et autres droits de propriété intellectuelle, artistique, ou industrielle, des marques des lignes et services de transports.

L'Autorité Organisatrice met à disposition du Concessionnaire son logo ainsi que celui de son réseau de transport public pour les opérations de communication relatives au service concédé. De même, l'Autorité Organisatrice est propriétaire des noms de lignes.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Le Concessionnaire fait son affaire de l'utilisation de tous brevets, licences ou droits appartenant à des tiers.

Le fichier des abonnés au service appartient à l'Autorité Organisatrice, qui le met à disposition du Concessionnaire. Le Concessionnaire s'engage à utiliser le fichier des abonnés dans le respect des dispositions législatives et réglementaires relatives aux libertés individuelles, à la protection de la vie privée et des données personnelles. Le Concessionnaire fait son affaire des formalités, déclaration, autorisation nécessaire à la détention et l'exploitation du fichier des abonnés ainsi qu'au traitement des données qui y sont contenues.

Article 21. Protection des données personnelles

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, le Concessionnaire qui dispose d'un accès à des Données Personnelles pour lesquelles l'Autorité Organisatrice a la qualité de Responsable de Traitement et/ou qui traite des Données Personnelles en qualité de Sous-traitant pour le compte de l'Autorité Organisatrice (selon les définitions de « Données Personnelles », de « Personne Concernée », de « Traitement », de « Responsable de traitement » et de « Sous-traitant » résultant du Règlement U.E. 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (ci-après le « RGPD »), n'effectuera de tels accès et/ou Traitements que dans la mesure nécessaire à l'exécution de la présente convention.

Les Données Personnelles ne pourront faire l'objet, de la part du Concessionnaire ou de toute personne agissant sous les instructions de celui-ci, d'aucune opération autre que celles prévues dans la présente convention ou strictement nécessaire au respect des obligations légales comptables, fiscales ou sociales du Concessionnaire.

L'Autorité Organisatrice et le Concessionnaire s'engagent à respecter, à l'occasion de la collecte et du traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la présente concession, l'ensemble des obligations légales qui leur sont applicables en matière de protection des données à caractère personnel et de la vie privée, en particulier la loi Informatique et Libertés n°78-17 modifiée, ci-après la « loi « Informatique et Libertés » », ainsi que le règlement U.E. 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, ci-après le « RGPD ».

21.1 - Obligations du Concessionnaire

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, le Concessionnaire qui dispose d'un accès à des Données Personnelles pour lesquelles l'Autorité Organisatrice a la qualité de Responsable de Traitement et/ou qui traite des Données Personnelles en qualité de Sous-traitant pour le compte de l'Autorité Organisatrice (selon les définitions de « Données Personnelles », de « Personne Concernée », de « Traitement », de « Responsable de traitement » et de « Sous-traitant » du RGPD) s'engage à :

- Ne traiter les données qu'aux fins d'exécution de la présente convention et pour remplir ses obligations légales comptables, fiscales ou sociales ;
- Traiter les données conformément aux instructions de l'Autorité Organisatrice ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de la présente convention ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- Si le Concessionnaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'Autorité Organisatrice. En outre, si le Concessionnaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'Autorité Organisatrice avant le transfert, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

21.2 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le Concessionnaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'Autorité Organisatrice de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'Autorité Organisatrice dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'Autorité Organisatrice n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'Autorité Organisatrice. Il appartient au Concessionnaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le Concessionnaire demeure pleinement responsable devant l'Autorité Organisatrice de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

21.3 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au Concessionnaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

21.4 - Exercice des droits des personnes

Le Concessionnaire aide l'Autorité Organisatrice à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage). Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Concessionnaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Concessionnaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à dpd@vesoul.fr.

21.5 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le Concessionnaire notifie à l'Autorité Organisatrice toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par mail à l'adresse électronique suivante : dpd@vesoul.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Autorité Organisatrice, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- La description des mesures prises ou que Concessionnaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'Autorité Organisatrice, le Concessionnaire communique, au nom et pour le compte l'Autorité Organisatrice, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

21.6 - Aide du Concessionnaire dans le cadre du respect par l'Autorité Organisatrice de ses obligations

Le Concessionnaire aide l'Autorité Organisatrice pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

21.7 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le Concessionnaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

21.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Concessionnaire s'engage à transmettre toutes les données à caractère personnel au nouveau titulaire de la concession.

21.9 - Délégué à la protection des données

Le Concessionnaire communique à l'Autorité Organisatrice le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

21.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le Concessionnaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Autorité Organisatrice comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'Autorité Organisatrice,
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

21.11 - Documentation

Le Concessionnaire met à la disposition de l'Autorité Organisatrice, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Autorité Organisatrice ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

21.12 - Obligations de l'Autorité Organisatrice

L'Autorité Organisatrice s'engage à :

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Concessionnaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Concessionnaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Concessionnaire.

Article 22. Manquements aux obligations de sécurité

Si, du fait du Concessionnaire, la sécurité vient à être compromise notamment par le mauvais état des installations dont il a la garde ou du matériel qu'il exploite, l'Autorité Organisatrice demande aux autorités compétentes en matière de police de prendre immédiatement, aux frais et risques du Concessionnaire, les mesures nécessaires pour prévenir tout danger.

Article 23. Financement des investissements mis à disposition par le Concessionnaire

Le Concessionnaire assure le financement et la fourniture (par achat direct, crédit-bail, location financière, location simple, ou tout autre type de contrat) des biens mentionnés en Annexe 3 B et C dans le cadre du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) figurant en Annexe 17.

Ce Plan Pluriannuel d'Investissement porté par le Concessionnaire comprend :

- Quantité et type des investissements sur la durée du contrat ;
- Calendrier d'acquisition des investissements ;
- Détails et modalités d'acquisition des investissements.

Toute modification du PPI doit faire l'objet d'un accord préalable de l'Autorité Organisatrice et sera indiqué dans les rapports annuels qui peut s'opposer à l'acquisition de certains types ou les soumettre à autorisation préalable (catégorie, capacité, motorisation, etc....) avec un délai de réponse d'un mois, l'absence de réponse valant accord. En cas de manquement aux dispositions prévues dans le PPI, le Concessionnaire est passible des pénalités prévues par les dispositions de l'article 46.1 - du présent contrat.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

L'Autorité Organisatrice ne garantit ni les emprunts souscrits par le Concessionnaire pour le financement des biens au sens des dispositions de l'article L 2252-1 du code général des collectivités territoriales, ni le paiement des loyers de crédit-bail.

Un plan prévisionnel de financement des investissements initiaux et des investissements réalisés en cours de contrat, y compris le renouvellement [valeur mois de remise des offres], incluant les frais financiers et divers, est joint en Annexe 17 du présent contrat.

Article 24. Entretien des biens

Le Concessionnaire s'engage à assurer la surveillance, l'entretien courant et le maintien en bon état de fonctionnement de l'ensemble des biens nécessaires à l'exploitation et en toute sécurité pour les usagers (cf. Annexe 4).

L'Autorité Organisatrice a des attentes fortes quant à l'entretien maintenance des biens tant du point de vue de la pérennité, de la sécurité que de la qualité de service qui est rendue aux usagers.

Le Concessionnaire s'engage à assurer, eu égard à leur âge, leur état à la date d'effet du présent contrat et à leur destination, le bon entretien, incombant généralement à un locataire, des biens meubles et immeubles mis à sa disposition par l'Autorité Organisatrice, propriétaire.

Le Concessionnaire tient un journal de bord, par type d'équipement, des opérations d'entretien et de réparations réalisées. Ce document régulièrement mis à jour par le Concessionnaire et tenu à la disposition de l'Autorité Organisatrice. Il lui est remis lors des rapports annuels et en fin de contrat.

La non-production du journal de bord à la demande de l'Autorité Organisatrice et dans le délai fixé par elle, peut donner lieu à l'application de la pénalité prévue à l'article 46.1 -

Le partage des responsabilités en matière d'entretien des biens se fait comme suit :

24.1 - Biens immobiliers, installations et équipements

La surveillance de l'état des biens, de leur entretien et les travaux incombant normalement au locataire aux sens des articles 605 et suivant et 1754 et suivants du Code civil sont à la charge du Concessionnaire. Ils portent notamment sur l'entretien des locaux, leur nettoyage quotidien, les petits travaux de conservation, les aménagements spécifiques et l'entretien extérieur.

Il est attendu du concessionnaire de réaliser les contrôles réglementaires obligatoires inscrit au code du travail et de réaliser les comptes rendus dans les rapports annuels.

24.2 - Points d'arrêt : poteaux et abris

Le Concessionnaire participe à la surveillance de l'état de l'ensemble des points d'arrêts du ressort territorial ainsi que des nouveaux points d'arrêts qui seront ajoutés en cours de contrat (cf. liste jointe en Annexe 3A). Le Concessionnaire informe l'Autorité Organisatrice des dégâts ou désordres constatés.

L'Autorité Organisatrice est chargée de l'entretien des poteaux d'arrêts indiqués à l'inventaire. Le Concessionnaire est tenu d'assurer pour sa part :

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- leur nettoyage ;
- la maintenance des poteaux d'arrêts bus ;
- la mise à jour des informations du public affichées aux poteaux d'arrêt conformément aux dispositions de l'Article 16 ;
- la mise à jour des informations à destination du public portées sur les abris bus conformément aux dispositions de l'Article 16.

La fourniture, l'installation, le renouvellement des poteaux d'arrêt incombent à l'Autorité Organisatrice (ou à ses éventuels prestataires). Le Concessionnaire ne bénéficie d'aucune exclusivité pour la réalisation de ces travaux.

La fourniture, l'installation, la maintenance le renouvellement des abris bus incombent à l'Autorité Organisatrice (ou à ses éventuels prestataires). Le Concessionnaire ne bénéficie d'aucune exclusivité pour la réalisation de ces travaux.

Il signale à l'Autorité Organisatrice les équipements nécessitant d'être renouvelés dans un délai de 48 heures à compter de la constatation d'une dégradation. En outre, lorsqu'un abri ou un poteau d'arrêt doit être renouvelé du fait d'un tiers, le Concessionnaire prépare les pièces nécessaires à l'Autorité Organisatrice pour obtenir réparation du préjudice (déclaration aux assurances, dépôt de plainte).

Le Concessionnaire assure le remplacement et la mise à jour des affichages dans les 48 heures ouvrables après la réparation du point d'arrêt.

24.3 - Le matériel roulant et les équipements d'exploitation

Pour l'Autorité Organisatrice, la politique de maintenance mise en œuvre par le Concessionnaire doit contribuer à la réalisation des objectifs suivants :

- Garantir un haut niveau de qualité de service à la clientèle du réseau, impliquant notamment que le taux de pannes soit réduit au minimum, que la propreté des véhicules soit irréprochable, et qu'aucun élément de défaillance du matériel ne soit relevé ;
- Assurer la conservation de la valeur des véhicules, ceux-ci étant susceptibles d'être rachetés par le prochain exploitant ou l'Autorité Organisatrice ;
- Permettre au réseau d'être porteur d'une image valorisante de l'action de l'Autorité Organisatrice.

Ces objectifs doivent inciter le Concessionnaire à s'orienter en priorité vers une maintenance préventive.

Le Concessionnaire assure la surveillance, l'entretien et le maintien du bon état de fonctionnement des matériels roulants, des équipements embarqués et des autres équipements d'exploitation, y compris le lavage et nettoyage quotidien, interne et externe des véhicules, la peinture, etc. conformément aux manuels d'entretien des constructeurs.

Les travaux et réparations nécessaires au maintien des biens en bon état de fonctionnement, ainsi que les réparations de tous les dommages causés à ces matériels sont à la charge du Concessionnaire.

Le Concessionnaire doit tenir à jour le registre d'entretien et rendre compte des principales opérations d'entretien réalisées par véhicule et de leur coût respectif ainsi que le coût total (toutes opérations confondues) par bien en annexe des rapports du Concessionnaire.

Tout incident et accrochage des équipements extérieurs (éclairage, rétro, pare-brise,...) ainsi que les éraflures sur les carrosseries doivent être réparés sous 2 jours ouvrables.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Tout choc sur la carrosserie nécessitant l'intervention d'un carrossier peintre doit être réparée sous 15 jours ouvrables à compter du constat du dommage.

Le Concessionnaire remplace les sièges endommagés ou lacérés, les matériels tagués à ses propres frais, une semaine maximum après leur constatation.

Le Concessionnaire assure la maintenance liée aux équipements embarqués dans les véhicules y compris le SAEIV et le matériel billettique le cas échéant.

D'une manière générale et quels que soient les biens :

Les documents justificatifs des dépenses et des travaux effectués sur les biens doivent être conservés par le Concessionnaire pendant toute la durée de la concession.

Ils sont mis sur demande à la disposition des agents de l'Autorité Organisatrice ou de toute personne dûment mandatée par elle, dans le cadre de son contrôle.

L'Autorité Organisatrice se réserve le droit de faire procéder, à ses frais par un expert choisi par elle, au contrôle de ces biens. En cas d'insuffisance d'entretien, l'Autorité Organisatrice peut mettre le Concessionnaire en demeure d'y remédier dans un délai fixé par l'Autorité Organisatrice. A défaut d'exécution, elle fait assurer, aux frais du Concessionnaire, la remise en état des installations ou des matériels concernés.

Si, du fait du Concessionnaire, la sécurité publique vient à être compromise par le mauvais état des installations ou du matériel, l'Autorité Organisatrice met en œuvre, après mise en demeure non suivie d'effet, aux frais et risques du Concessionnaire, les mesures nécessaires pour prévenir tout danger, ce qui ne la dispense pas de prendre elle-même, sans délai et sans préjudice de poursuites pénales éventuellement ouvertes, les mesures nécessaires dans les limites de ses compétences.

D'une manière générale, le Concessionnaire doit présenter une comptabilité analytique de l'entretien maintenance. Ainsi les postes comptables relatifs à l'entretien maintenance du compte d'exploitation du contrat de concession remis chaque année à l'Autorité Organisatrice sont détaillés par rubrique.

En cas de non remise des éléments demandés concernant l'entretien et la maintenance, les pénalités prévues à l'Article 46 s'appliquent.

24.4 - Mise en conformité et sécurité des biens nécessaires à l'exploitation

Le Concessionnaire doit signaler à l'Autorité Organisatrice toute réglementation ou évolution de celle-ci susceptible d'exiger des modifications ou une mise aux normes des biens mobiliers ou immobiliers, notamment des matériels roulants et des équipements du dépôt.

TITRE 4 - RÉGIME DU PERSONNEL

Article 25. Gestion et reprise du personnel

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

25.1 - Gestion des astreintes

Le Concessionnaire établit et gère un roulement de personnel d'astreinte (opérationnels, pendant toute la période de fonctionnement du réseau).

Le Concessionnaire fournit, par écrit, à l'Autorité Organisatrice la liste des noms des personnels d'astreinte et leurs coordonnées téléphoniques suivant le planning de roulement mis en place 10 jours avant sa prise d'effet.

Les personnels d'astreinte sont habilités à gérer en urgence tout accident, incident, agression ou autres faits susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou l'intégrité des usagers, des personnels et des biens affectés à l'exploitation du réseau en veillant à informer l'Autorité Organisatrice par téléphone dans un délai de 15 minutes.

Le ou les personnels d'astreinte désignés pour le roulement doivent rester sur le ressort territorial et rester joignable par téléphone en permanence ou être en capacité de rappeler le référent de l'Autorité Organisatrice habilité dans un délai de 15 minutes.

25.2 - Gestion des ressources humaines

En sa qualité d'employeur, le Concessionnaire gère seul toutes les affaires liées à la gestion des ressources humaines de son entreprise et, en particulier, les questions liées aux négociations annuelles sur les salaires et sur les conditions de travail.

Dès lors qu'un différend survient entre les organisations syndicales et le Concessionnaire, ce dernier s'assure que les éventuels conflits sont déclenchés et mis en œuvre dans le plus strict respect de la réglementation.

Dès lors qu'une action revendicative ne s'exerce pas dans les conditions légales et réglementaires, le Concessionnaire a obligation de faire appliquer le code du travail.

25.3 - Reprise du personnel

Le Concessionnaire reprend le personnel de l'exploitant précédent si les conditions de l'article L. 1224-1 du Code du Travail ou des accords de branche sont remplies.

L'Autorité Organisatrice ne saurait être considérée comme responsable des éventuels litiges qui pourraient intervenir entre le Concessionnaire actuel et l'exploitant précédent sur l'interprétation de cet article et de ces clauses.

Le Concessionnaire s'interdit de procéder à des modifications de la masse salariale dans les six mois précédents l'échéance du contrat définie à l'Article 2.

Toutefois, sont exclus de cette interdiction les cas dans lesquelles une modification serait justifiée par la bonne exécution du service, notamment en cas d'une augmentation de la consistance des services ou encore la nécessité de faire face à des situations imprévues. Dans ce cas, les modifications de la masse salariale devront faire l'objet d'une information préalable formelle à l'Autorité Organisatrice.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Article 26. Gestion du personnel

26.1 - Généralités

La présentation du personnel, son comportement, sa conduite, ses relations avec les usagers, sa capacité à réagir en cas d'incident sont des éléments primordiaux de qualité, de sécurité et d'appréciation du service rendu.

Le Concessionnaire est l'employeur de son personnel. Il en exerce tous les droits et en assume toutes les responsabilités (contrats de travail, accords d'entreprises et négociations collectives, formation, embauches, licenciements, avancements, promotions, sanctions ...). Le Concessionnaire fixe les rémunérations du personnel conformément aux usages de la profession et à la convention collective dont il relève.

Le Concessionnaire affecte le personnel qualifié nécessaire à l'exécution du service. Il est garant du respect des dispositions du présent contrat par ses agents, ceux de son ou de ses sous-concessionnaires et veille à sa bonne tenue et à sa parfaite correction.

Le Concessionnaire veille à ce que le personnel affecté soit détenteur de tous les titres, et attestations nécessaires à l'exercice de la profession. Le Concessionnaire s'assure régulièrement de la validité des permis de conduire des conducteurs. Il porte, seul, l'entière responsabilité de l'affectation sur les services de conducteurs non munis du permis de conduire requis pour le véhicule considéré.

Il s'engage à prendre toute mesure en cas de manquements ou de faute grave pour éviter le renouvellement des faits signalés. En particulier, il s'engage à remplacer soit à son initiative, soit à la demande de l'Autorité Organisatrice et dans les limites permises par le code du travail, immédiatement les agents dont le comportement met en cause la sécurité des personnes et des biens, et, sous huitaine, ceux coupables d'autres manquements tels que le défaut de probité, l'inobservation grave et répétée des lois et règlements, le non-respect du présent contrat. Le Concessionnaire assume seul les conséquences de ces remplacements.

La sécurité de son personnel incombe au Concessionnaire.

Le Concessionnaire veille à faire appliquer les mêmes dispositions à ses sous-concession. En cas de manquement, l'Autorité Organisatrice pourra suspendre l'agrément du sous-concessionnaire donnée au Concessionnaire au titre de l'Article 13.

Le Concessionnaire tient à la disposition de l'Autorité Organisatrice, pendant une durée minimale de 12 mois, les plannings d'affectation des conducteurs aux différents services.

Le Concessionnaire s'engage à respecter et à faire respecter les principes de laïcité et de neutralité auprès du personnel. Conformément aux dispositions de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Concessionnaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Il contrôle le respect de ces principes et pourra appliquer des sanctions en cas de manquements. Le Concessionnaire veille à faire appliquer les mêmes dispositions à ses sous-concessionnaires. Il contrôle le respect de ces principes et pourra appliquer des sanctions en cas de

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

manquements. Le Concessionnaire veille à faire appliquer les mêmes dispositions à ses sous-concessionnaires.

26.2 - Formation des conducteurs – Qualité du personnel de conduite

Les conducteurs doivent répondre aux conditions exigées des personnels de conduite des véhicules de transport en commun et présenter toute garantie de moralité et d'aptitudes relationnelles et psychologiques requises pour le contact avec les usagers et tout particulièrement les scolaires.

Le Concessionnaire et, le cas échéant ses sous-concessionnaires, doivent respecter la réglementation en la matière ainsi que les accords-cadres intervenus entre les partenaires sociaux du transport de voyageurs et les accords conventionnels en la matière (formation initiale et formation continue). Une attention particulière est portée à la formation des agents en contact avec le public et plus particulièrement jeune public.

Une nouvelle formation spécifique pour l'accueil des PMR et particulièrement des personnes souffrant d'un handicap moteur ou mental devra être dispensée à chaque conducteur dans les 6 mois suivant son affectation au réseau ou dans les 12 mois suivant la prise d'effet du présent contrat pour les chauffeurs déjà en poste sur le réseau.

Le Concessionnaire s'engage à disposer, en permanence de suffisamment de conducteurs formés à l'exploitation du service pour faire face aux besoins et plus particulièrement pour le transport scolaire, et communique annuellement au sein des rapports annuels (article 41.2 -) la liste des conducteurs avec leur attestation de formation.

Le plan de formation sur lequel s'engage le Concessionnaire figure en Annexe 5 et devra être présent annuellement dans les rapports annuels (avec les formations prévues et réalisées).

En cas de toute nouvelle affectation de service et avant d'effectuer seul un service, le conducteur récemment recruté ou affecté au service devra avoir reconnu « en double » le service avec un conducteur expérimenté pendant au minimum deux journées complètes.

26.3 - Formation logiciel Pégase

Le concessionnaire a l'obligation de former le personnel auprès de la société Inétum qui devra utiliser le logiciel Pégase scolaire mis à disposition par l'Autorité Organisatrice pour l'inscription/ la gestion/ l'exploitation des services scolaires. Ce personnel doit être en mesure d'assurer la transition dès le printemps 2025 (inscription début juin 2025).

26.4 - Rôle commercial du conducteur

Le conducteur :

- Accueille-les voyageurs/usagers à bord avec politesse, amabilité et courtoisie ;
- Adopte un comportement conforme à l'image du service public ;
- S'interdit strictement de fumer dans les véhicules, même à vide ;
- Dispense aux voyageurs les informations qui leur sont utiles ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Contrôle systématiquement, à chaque montée dans le véhicule, la présence et la validité des titres de transport.

26.5 - Consignes particulières en termes de conduite pour le transport urbain

Il est rappelé au Concessionnaire les prescriptions suivantes :

- ne pas ouvrir les portes du véhicule avant l'arrêt total de celui-ci ;
- éviter toute manœuvre ou marche arrière aux points d'arrêt, sauf aménagements prévus à cet effet ;
- surveiller particulièrement la montée et la descente des usagers aux différents points d'arrêts ;
- s'assurer avant de remettre en marche son véhicule que les portes sont bien fermées, qu'il peut démarrer sans danger pour les usagers descendus et notamment qu'aucun d'entre eux ne cherche à traverser devant son véhicule ;
- veiller avant le départ de son véhicule resté en stationnement sur une aire d'embarquement que personne ne se trouve dans le champ de manœuvre qui lui sera nécessaire pour en partir ;
- le conducteur doit rester présent à son poste de conduite pendant les phases d'embarquement ou lorsque des usagers sont à bord du véhicule.
- Le conducteur devra adopter une conduite souple, sans accélération brusque, coup de frein intempestif ou manœuvre inutile, tout au long du trajet, et notamment aux abords des arrêts, ainsi qu'à l'arrivée et au départ des gares routières.

26.6 - Consignes particulières en termes de conduite pour le transport scolaire

Il est rappelé au Concessionnaire les prescriptions suivantes :

Avant le départ du service :

- Assurer l'accès du véhicule par l'avant ;
- Vérifier, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, l'état du véhicule, le bon fonctionnement des assistances, accessoires et feux de signalisation, du chauffage et du bon fonctionnement des dispositifs spécifiques à l'accessibilité ;
- Vérifier la validité et la compatibilité des appareils et supports d'enregistrement ;
- Effectuer les essais de frein et contrôler les niveaux ;
- Vérifier la présence des dispositifs de sécurité (article 60 bis de l'arrêté du 2 juillet 1982 modifié) ;
- Veiller à la présence et au fonctionnement des pictogrammes « transports d'enfants » ;
- S'assurer, avant le départ du véhicule resté en stationnement sur une aire d'embarquement, qu'aucun usager n'est menacé par les manœuvres qu'il devra effectuer pour en partir ;
- Attendre l'installation des enfants avant de démarrer ;
- Contrôler le bon fonctionnement des issues de secours et de l'inscription issue de secours.

Pendant le service :

- Contrôler systématiquement, à chaque montée dans le véhicule, la présence et la validité des titres de transport.
- Être assis à son poste de conduite dès que le premier usager monte à bord du véhicule ;
- S'interdire de fumer pendant son service et de fumer dans le car en dehors de son service,

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- S'assurer du fonctionnement correct du véhicule et surveille les indicateurs du tableau de bord ;
- Respecter scrupuleusement l'itinéraire et les arrêts du service ;
- Veiller à l'utilisation du signal de détresse à chaque point d'arrêt ;
- Éviter toute manœuvre ou marche arrière avant la prise en charge des usagers ;
- N'ouvrir pas les portes de son véhicule avant l'arrêt total de celui-ci ;
- Être attentif à la montée et la descente des usagers aux différents points d'arrêts (notamment quand les enfants présentent un handicap permanent ou temporaire) ;
- Vérifier qu'il n'y a pas de surnombre ;
- S'assurer, avant de remettre en marche son véhicule, que les portes sont bien fermées, qu'il peut démarrer sans danger pour les usagers descendus et notamment qu'aucun d'entre eux ne cherche à traverser devant son véhicule ;
- S'assurer qu'aucun élève est debout dans le véhicule ;
- Surveiller particulièrement la montée et la descente des utilisateurs aux différents points d'arrêt ;
- Effectuer les manœuvres avec les utilisateurs à bord du car,
- Rester présent à son poste de conduite pendant les phases d'embarquement et dès que des utilisateurs sont à bord du véhicule, sauf manœuvre des ascenseurs et rampes pour les personnes à mobilité réduite, et ouverture et fermeture éventuelles des soutes à bagages,
- Adopter une conduite souple sans accélération brusque, coup de frein intempestif ou manœuvre inutile ;
- Se conformer strictement à la réglementation concernant la consommation d'alcool ou de produits stupéfiants et médicaux ;
- Rappeler aux enfants qu'ils doivent rester assis à leurs sièges jusqu'à l'arrêt du véhicule ;
- Rappeler l'obligation du port de la ceinture de sécurité ;
- Dispenser aux usagers les informations qui leur sont utiles ;
- Délivrer les messages de sécurité utiles, notamment en attirant l'attention des élèves sur les dangers liés à la traversée de la chaussée ;
- Assurer l'ordre et la discipline à l'intérieur des véhicules, en faisant notamment respecter les règles propres à assurer la sécurité, le confort et la quiétude des usagers.
- Ne devra en aucun cas laisser des élèves seuls à l'intérieur du véhicule.

En cas de danger, prend les mesures qui s'imposent (éventuellement l'arrêt immédiat).

- En cas d'arrêt prolongé du véhicule :
- Employer de façon adaptée les mesures de protection afin d'assurer la parfaite sécurité des personnes (article 77 de l'arrêté du 2 juillet 1982 modifié) et notamment la mise en marche des feux de détresse et la pose du triangle de pré-signalisation (les conducteurs revêtent aussi le gilet de sécurité) ;
- Signale tout incident ou accident survenu à l'occasion de la réalisation du service. A cette fin, le Concessionnaire est tenu de mettre un moyen de communication à disposition des conducteurs effectuant les services de transports scolaires. Dans ce cas, le Concessionnaire informe sans délai l'Autorité Organisatrice. Le Concessionnaire prévient aussi les établissements scolaires et le cas échéant les familles.

À l'issue du service :

- Inspecter systématiquement le véhicule pour s'assurer qu'aucun usager n'est resté à bord, ni qu'aucune dégradation n'a été commise ;
- Vérifier l'état général intérieur et extérieur du véhicule ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Remplir le registre de signalement des défauts constatés sur les véhicules mis à la disposition des conducteurs par le Concessionnaire (article 62 de l'arrêté du 2 juillet 1982 modifié) ;
- Signaler les anomalies constatées lors de l'exécution du service, y compris tout élément matériel ou non qui présente un danger.

26.7 - Manquements aux obligations de sécurité

Au cas où la sécurité viendrait à être compromise, notamment par le comportement d'un conducteur, le Concessionnaire doit prendre immédiatement toutes dispositions nécessaires à son rétablissement. Il en informe immédiatement l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire a la responsabilité d'assurer la sécurité des personnes et des biens pour l'ensemble des prestations qui lui sont confiées, par ses moyens propres et avec les équipements mis à sa disposition par l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire assure en permanence et sans interruption la surveillance et la sécurité des ouvrages, locaux et installations déléguées.

L'utilisation des biens délégués doit s'effectuer dans le respect des contraintes de sécurité et des réglementations applicables, conformément à leur destination et leur fréquentation par le public.

Si la sécurité du public ou des biens vient à être compromise, le Concessionnaire prendra, de sa propre initiative, ou sur mise en demeure de l'Autorité Organisatrice, et dans les meilleurs délais, toutes mesures nécessaires pour prévenir ou mettre fin à tout danger. Faute par le Concessionnaire d'obtempérer à toute mise en demeure, l'Autorité Organisatrice prendra d'urgence, aux frais et risques du Concessionnaire, lesdites mesures.

TITRE 5 - RECOUVREMENT DES RECETTES DU SERVICE

Article 27. Titre de transport

L'Exploitant est autorisé à percevoir auprès des voyageurs des recettes calculées sur la base des tarifs applicables.

L'exploitant fournit les titres de transport et supporte les frais afférents, intégrés dans son compte d'exploitation prévisionnel. L'exploitant est chargé de la vente des titres, ce qui comprend la relation avec les dépositaires, l'agence et les conducteurs. L'Exploitant est tenu de justifier des ventes et des recettes correspondantes réalisées par les Dépositaires

27.1 - Tarifs applicables

Les tarifs applicables aux usagers du service sont fixés par l'Autorité Organisatrice après consultation du concessionnaire. Ces tarifs évolueront en fonction des décisions prises par l'assemblée délibérante de l'Autorité Organisatrice.

Ils seront notifiés au Concessionnaire 3 mois avant leur entrée en vigueur. (À titre indicatif, les tarifs en vigueur au 1er jour du contrat sont mentionnés à l'Annexe 7).

L'Autorité organisatrice a toute liberté pendant la durée du présent contrat, de procéder à la création ou à la modification de titres de transport ou de leurs prix de vente, tant concernant le niveau desdits tarifs que concernant leurs conditions d'utilisation. L'Autorité Organisatrice peut également se

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

rapprocher d'autres Autorités Organisatrices afin de créer des tarifications communes susceptibles d'être appliquées sur les lignes qui traverser le ressort territorial précité.

Cette modification tarifaire ouvrira droit à la révision des conditions financières selon les conditions définies à l'Article 37 du présent contrat.

27.2 - Édition des titres de transport

Les titres de transport sont édités par le Concessionnaire à ses frais.

27.3 - Modalités de vente des titres de transports

Le Concessionnaire est tenu d'assurer la vente des titres de transports aux prix déterminés par l'Autorité Organisatrice mentionnés en Annexe 7 du contrat, par ses propres agents ou des revendeurs qu'il aura choisis en accord avec l'Autorité Organisatrice, dans les conditions suivantes :

- Agence commerciale : tous les titres de transport (le paiement par chèque ou carte bleue est possible, numéraire) ;
- Dépositaires qu'il aura choisis : tous les titres de transport, à l'exception des titres unité ; et des titres sur support sans contact (abonnement personnalisé) ;
- Embarqué : titres à l'unité.

Le concessionnaire reste pleinement responsable du recouvrement des recettes issues de la vente des titres de transport.

La liste des dépositaires est communiquée à l'Autorité Organisatrice pour validation.

Les dépositaires devront être identifiés par un autocollant ou affichette apposé sur leur vitrine et portant de façon visible la mention « Nom du réseau– Point de Vente ». Ils s'engagent à le maintenir visible en permanence. Ce support leur sera fourni par le Concessionnaire. La liste des dépositaires devra figurer sur dans le guide.

27.4 - Comptabilisation des usagers

La comptabilisation des usagers par type de titre de transport est essentielle à la bonne connaissance du service.

Pour ce faire, l'ensemble des véhicules affectés au réseau est équipé de matériel billettique qui permettra le contrôle de la régularité de l'usage (contrôle de la fraude) et le suivi de l'usage par service. Ce matériel est entretenu selon les modalités précisées à l'Article 24:.

Toutes les données issues du système billettique seront mises à la disposition de l'Autorité Organisatrice sur simple demande.

Le Concessionnaire en présente une synthèse dans ses rapports annuels d'activités.

Les usagers ont obligation de valider leur titre de transport. Les usagers sont informés par tout moyen approprié de ces obligations et des conditions d'utilisation de ces matériels, ainsi que des sanctions encourues en cas de non-validation ou de non-possession de titre de transport.

27.5 - Période d'utilisation des anciens titres de transport

Le Concessionnaire est tenu d'accepter les usagers munis de titres de transport en cours de validité quelle que soit leur date d'édition.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Le Concessionnaire est tenu d'accepter les usagers munis d'abonnements en cours de validité avant la prise d'effet du présent contrat et ce, jusqu'au terme de la validité de leur abonnement.

Article 28. Contrôle des titres de transport

Le Concessionnaire est tenu d'informer par tout moyen approprié les usagers de leurs obligations de validation de leurs titres de transport ainsi que des conditions d'utilisation et des sanctions encourues en cas de non-validation ou de non-possession d'un titre de transport.

Les usagers doivent être en possession d'un titre de transport validé à l'aide de l'appareil prévu à cet effet.

La lutte contre la fraude (utilisation sans titre de transport, falsification de titres, etc.) sera conduite dans le cadre de la démarche qualité, notamment par le contrôle à bord.

Des opérations de contrôle doivent être menées fréquemment. L'objectif visé est que l'ensemble du réseau soit contrôlé au minimum une fois par an. Ces données devront figurer dans les rapports annuels.

Il doit faire poursuivre, conformément aux lois et règlements, les usagers qui circuleraient sans titre de transport ou avec un titre de transport non valable et qui n'accepteraient pas de s'acquitter des sanctions pécuniaires prévues par les textes en vigueur.

À cet effet, les agents du Concessionnaire qu'il désignera pour réaliser les contrôles seront assermentés par la Préfecture. Il rendra compte a posteriori à l'Autorité Organisatrice des calendriers et des résultats de ces contrôles. La liste des personnes assermentées sera communiquée à l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire indique dans son rapport mensuel transmis à l'Autorité Organisatrice :

- Le nombre de clients contrôlés par jour et par ligne ;
- Le nombre de clients verbalisés ;
- Le taux de contrôle et le taux de fraude apparent.

Le taux de contrôle, à savoir le nombre de voyageurs contrôlés par rapport au nombre de voyages enregistrés mensuellement, ne peut être inférieur à 1% par mois. Le Concessionnaire devra dimensionner le volume des contrôles de manière à garantir le respect du règlement d'exploitation (Annexe 2), et notamment contrôler que les places assises soient bien réservées en priorité aux personnes à mobilités réduites.

Le concessionnaire fait apparaître une synthèse de sa politique de lutte contre la fraude sur les mêmes bases qu'exposées ci-avant dans les rapports annuels transmis à l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire perçoit les recettes provenant des indemnités acquittées par les clients en situation irrégulière.

Tous les usagers des lignes de transport scolaire doivent être munis d'un titre de transport en cours de validité. L'inscription des élèves aux transports scolaires est effectuée, exclusivement, auprès de l'Autorité Organisatrice.

Le conducteur affecté à l'exécution du service vérifie obligatoirement, à la montée dans le car, que les usagers sont en possession de leur titre de transport

Pour les services scolaires, si l'élève n'est pas en mesure de présenter son titre de transport, le conducteur lui demande de le présenter le jour suivant. Si le jour suivant, l'enfant n'a toujours pas sa carte, le conducteur relève l'identité de l'enfant et le nom de l'établissement qu'il fréquente et les transmet à son responsable. Le conducteur est tenu de ne pas refuser l'accès au car à un enfant sans carte (sauf en cas d'application d'une exclusion prononcée par le Concessionnaire). Le Concessionnaire se charge de prévenir la famille pour l'inviter à régulariser la situation et en informe l'Autorité Organisatrice (inscription ou demande de duplicata).

TITRE 6 - REGIME FINANCIER ET FISCAL

Article 29. Le compte d'exploitation de la concession

Le compte d'exploitation annexé au contrat (Annexe 8) sert de base à la détermination de la contribution forfaitaire sur la durée du contrat tel que fixée à l'Article 32.

Ce compte d'exploitation annexé au contrat (Annexe 8) devra indiquer les hypothèses de fréquentation sur lesquelles le Concessionnaire s'engage sur la durée du contrat.

Le Concessionnaire supporte l'ensemble des charges d'exploitation du réseau. En contrepartie, il est autorisé à percevoir pour son propre compte :

- Les recettes de trafic auprès des usagers
- Toutes les recettes annexes, notamment les frais de dossier, indemnités forfaitaires, produit des amendes,
- des compensations tarifaires
- Toutes les recettes accessoires telles qu'indemnités d'assurance, subventions et indemnités attribuées au Concessionnaire par d'autres organismes que l'Autorité Organisatrice,
- Les produits financiers,
- Les produits exceptionnels.

Le compte prévisionnel d'exploitation du contrat est spécifiquement dédié à l'exploitation du réseau de l'Autorité Organisatrice.

Article 30. Dispositions tarifaires

Le Concessionnaire s'engage sur un niveau de recettes du trafic qu'il perçoit auprès des usagers. Les recettes du trafic contractuelles sont calculées sur la base des tarifs du programme tarifaire annexé au présent contrat (cf. Annexe 7), programme à partir duquel le Concessionnaire a déterminé les recettes prévisionnelles sur lesquelles il s'engage.

Ce programme tarifaire précise pour chaque année de la concession la liste des titres (gamme tarifaire) qui sont proposés aux usagers et le niveau de prix de chacun de ces titres (en HT et en TTC), le nombre de validation issue du système billettique pour chaque titre, le volume des ventes et la recette du trafic.

Les tarifs applicables à compter du 1er mai 2023 sont les tarifs figurant en Annexe 7.

En cas de modification de la structure de la tarification à la demande de l'Autorité Organisatrice et/ou sur la proposition du Concessionnaire (suppression ou création de titre, modification des critères d'accès, modification des prix relatifs des titres, réduction ou gratuité du tarif d'un titre par rapport au dernier tarif en vigueur), une révision de l'engagement sur recettes et de la contribution financière pourra être envisagée uniquement dans le cas d'une variation de +/- 5% des recettes réelles du trafic et du volume réel des ventes de l'année n par rapport à l'année n-1, toutes choses égales par ailleurs, après une période d'observation d'un an. Une analyse de l'évolution des tarifs et de leur impact sur l'évolution des ventes et des recettes par titre est réalisée à la fin de la période d'observation afin de prendre en compte la sensibilité (élasticité) de la demande (ventes et recettes) à l'évolution des tarifs, les unes pouvant compenser en tout ou partie l'autre dans l'atteinte des recettes tarifaires prévisionnelles du contrat.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Un nouvel engagement de recettes tarifaires du Concessionnaire est alors calculé pour chaque année restante du contrat à partir de la date de mise en œuvre des nouveaux tarifs :

- D'une part sur la base d'une observation des reports de vente de titres à titres durant une période d'un an (période d'adaptation des usagers à la nouvelle grille tarifaire) sur la base du volume réel des ventes de titres de l'année n-1 et des volumes réels des ventes de titres constatés sur une année à partir de la mise en œuvre des nouveaux tarifs.
- D'autre part de l'écart entre le volume réel des ventes de titres et des recettes et l'engagement contractuel des ventes de titres et des recettes pour les années réalisées du contrat
- Ainsi que l'évolution des ventes de titres et des recettes sur lesquels le Concessionnaire a fondé son engagement contractuel de recettes pour chaque année restante du contrat.

Le compte d'exploitation est modifié par les nouveaux montants de recettes tarifaires et les nouveaux montants de contribution financière en résultant, contrairement aux charges d'exploitation et à la marge qui restent identiques. La contribution financière forfaitaire définie à l'Article 32 est modifiée en conséquence de la variation de l'engagement de recettes du trafic pour chaque année du contrat restant à courir, à partir de la mise en œuvre de la modification. Ces nouveaux engagements financiers font l'objet d'un avenant et sont annexés au contrat (Annexes 7 et 8).

Le nouvel engagement financier sur les recettes tarifaires et sur la contribution fait l'objet d'un avenant comportant en annexe les modalités de calcul détaillées des nouveaux montants de recettes tarifaires et de contribution forfaitaire ainsi que le compte d'exploitation modifié (Annexe 8).

En cas de disposition réglementaires générales ayant pour effet de limiter ou d'empêcher la mise en œuvre du programme d'évolution tarifaire de référence ou l'actualisation des tarifs telle que prévue au présent article, les parties conviennent de se rencontrer.

Le Concessionnaire est autorisé à accorder des réductions tarifaires ou des gratuités à caractère temporaire dans le cadre de sa politique commerciale et dans le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public.

L'Autorité Organisatrice est informée et donne son accord au préalable. Ces réductions n'ont pas d'impact sur le montant de la contribution financière forfaitaire versée par l'Autorité Organisatrice. Un bilan de ces opérations est transmis à l'Autorité Organisatrice dans le cadre du rapport du Concessionnaire

Les dispositions des protocoles de coopération intermodale ou d'intégration tarifaire en vigueur à la prise d'effet du contrat ou à venir s'appliquent au Concessionnaire sont annexés au présent contrat (Annexe 18)

Article 31. Compensation tarifaire

Les abondements ainsi que les éventuelles compensations tarifaires liées aux réductions tarifaires et / ou à la gratuité décidée par l'autorité organisatrice sont versées au Concessionnaire, mensuellement, dans les mêmes délais que la contribution financière forfaitaire, sur présentation des justificatifs de vente des titres concernés du mois précédent.

Les acomptes sont facturés et payés dans les mêmes conditions que ceux de la contribution financière forfaitaire.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Les abondements ainsi que les compensations tarifaires sont soumis à TVA.

Article 32. Montant de la contribution financière forfaitaire

L'activité de transport public de voyageurs ne permettant pas d'assurer l'équilibre financier du service, l'Autorité Organisatrice accorde au Concessionnaire des contreparties financières sous forme d'une contribution financière forfaitaire (CFF) annuelle.

Le Concessionnaire s'engage pour la durée du contrat sur les CFF annuelles ci-après, sur la base de la consistance des services et des modalités d'exploitation du réseau décrites dans l'Annexe 1, à tarifs donnés (Annexe 7), à Programme Pluriannuel d'Investissement donné (Annexe 17), et conformément au compte prévisionnel d'exploitation annexé au contrat (Annexe 8).

Les montants annuels de CFF de l'Autorité Organisatrice s'entendent :

- Hors Contribution Economique Territoriale, dite CET (CFE et CVAE),
- Hors Taxe sur les Salaires, dite TS.

La CFF recouvre l'ensemble des services.

Tableau synthétique de la CFF (en € HT Hors CET et TS) :

Périodes	Charges (Df) (1)	Recettes Commerciales (Rtf) (2)	Recettes Annexes (Raf) (3)	Recettes totales (Rf) (4=2+3)	CFF (5=1-4)
Du 1 ^{er} mai 2023 au 31 décembre 2023	1 778 632,75	213 066,32	17 000,00	230 066,32	1 548 566,43
Du 1 ^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024	2 612 884,93	348 786,36	25 500,00	374 286,36	2 238 598,56
Du 1 ^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025	2 828 975,22	362 939,27	25 500,00	388 439,27	2 440 535,95
Du 1 ^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026	3 194 816,10	369 920,73	25 500,00	395 420,73	2 799 395,38
Du 1 ^{er} janvier 2027 au 31 décembre 2027	3 208 507,03	375 562,00	25 500,00	401 062,00	2 807 445,03
Du 1 ^{er} janvier 2028 au 31 décembre 2028	3 208 552,48	376 810,36	25 500,00	402 310,36	2 806 242,12
Du 1 ^{er} janvier 2029 au 31 août 2029	1 934 459,50	216 900,82	14 875,00	231 775,82	1 702 683,68
Total	18 766 828,01	2 263 985,87	159 375,00	2 423 360,87	16 343 467,14

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Ces montants sont en valeur août 2022. La contribution financière forfaitaire suit la réglementation et la jurisprudence en vigueur en matière de TVA.

Chaque année l'Autorité Organisatrice verse une contribution financière forfaitaire complémentaire égale à la valeur des montants réels à payer de la Taxe sur les Salaires et la Contribution Economique Territoriale (CET dont la cotisation foncière des entreprises CFE et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises CVAE) sur présentation des avis d'imposition. Cette contribution complémentaire n'est pas un complément de prix du point de vue fiscal et n'est donc pas assujettie à la TVA.

La contribution complémentaire suit également la réglementation et la jurisprudence en vigueur en matière de TVA.

Si des modifications de services (liées à la consistance des services ou aux modalités d'exploitation), d'investissements, de structure tarifaire ou si une révision du contrat ont un impact financier sur les résultats d'exploitation, sont modifiés en conséquence par avenant pour chaque année du contrat restant à courir à partir la date de mise en œuvre de la modification :

- La contribution financière forfaitaire définie dans le présent article ;
- Le compte prévisionnel d'exploitation joint en Annexe 8 ;
- L'Annexe 17 relative au programme prévisionnel des investissements ;
- L'Annexe 7 présentant les tarifs et leur évolution.
- Fréquentation de référence (nombre de voyages prévisionnels) par année du contrat

Article 33. Régularisation annuelle des kilomètres commerciaux TAD

Le Concessionnaire s'engage sur une quantité de kilomètres commerciaux réalisés annuellement. Compte tenu du caractère imprévisible du fonctionnement d'un tel service, les charges d'exploitation sont ajustées sur la base du kilométrage commercial réalisé.

En fin d'année, le kilométrage commercial réalisé au-delà du kilométrage commercial d'engagement sera pris en charge par l'Autorité Organisatrice en fonction du coût unitaire kilométrique TAD en charge* qui figure en Annexe 11. En deçà, Le Concessionnaire reversera le coût des kilomètres commerciaux non réalisés, à l'Autorité Organisatrice, calculé avec le même prix kilométrique unitaire en charge.

*Il s'agit ici du coût unitaire kilométrique en charge (kilomètre commercial) incluant les coûts de conduite.

Article 34. Actualisation de la contribution financière forfaitaire

34.1 - Formule d'actualisation de la contribution financière forfaitaire

La contribution financière forfaitaire versée par l'Autorité Organisatrice pour l'exploitation du service, prévue à l'Article 32, est actualisée chaque année civile, au mois de mai, sur la base des indices définitifs de la formule d'actualisation.

La formule d'actualisation (K) est la suivante :

$$K = TF + A \times (G_n / G_o) + B \times (S_n / S_o) + C \times (R.n. / RVo) + D \times DIV_n / DIV_o$$

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Où

TF, A, B, C et D sont des coefficients de pondération, déterminé en fonction de la structure du compte d'exploitation prévisionnel annexé au contrat. La somme des coefficients est égale à 1.

Les valeurs des coefficients de pondération sont les suivantes :

TF = 0,04	A = 0,12	B = 0,47
C = 0,04	D = 0,33	

Gn, Sn, RVn, et DIVn sont les moyennes arithmétiques des 12 derniers indices définitifs mensuels de chaque indice (janvier à décembre n-1 pour les contributions financières forfaitaires des années suivantes).

Par exception pour la première actualisation (2023), Les indices Gn, RVn et DIVn correspondent à la moyenne des indices de la période de août 2022 à avril 2023. L'indice Sn (indice trimestriel) correspond à la moyenne des indices de la période de juin 2022 à mars 2023. Par ailleurs, l'indice S0 correspond à l'indice du mois de juin 2022.

Go, RVo, et DVo sont les indices mensuels de chaque indice du mois de l'établissement des prix (août 2022). S0 est l'indice trimestriel de juin 2022.

Et où les indices sont les suivants :

Indice	Typologie de charges	Intitulé de l'indice	Code INSEE de l'indice (identifiant)	Indice de référence, mois année et valeur
G	Gazole	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 19.20 – Gazole yc TICPE Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes	010534596	Août 2022,
S	Salaires	Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - Base 100 au T2 2017	010562766	Juin 2022,
RV	Entretien et répartition des véhicules	Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 07.2.3 - Entretien et réparation de véhicules particuliers	001763660	Août 2022,
DIV	Divers	Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – A10 BE – Ensemble de l'industrie	010535587	Août 2022,

La formule d'actualisation est calculée avec cinq chiffres après la virgule.

Ce calcul est effectué par le Concessionnaire et vérifié par l'Autorité Organisatrice sur la base d'un fichier Excel construit conjointement au lancement du contrat

Un calcul provisoire du coefficient d'actualisation sera établi au 1^{er} mai 2023 pour l'intégrer dans la facturation mensuelle de mai. Puis, le calcul définitif devra intervenir avant septembre 2023 (la régularisation apparaîtra dans la facturation de septembre 2023).

En cas de disparition, de changement dans la méthodologie de détermination des indices ou références de cette formule, ou de suppression de leur publication, le Concessionnaire propose par courrier à

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

l'Autorité Organisatrice des indices ou références équivalents de remplacement, en indiquant la valeur et le mode de calcul du coefficient de raccordement entre l'ancien et le nouvel indice. Ces nouveaux indices ou références prendront effet dans un délai d'un mois en l'absence de réponse de l'Autorité Organisatrice à partir de la date de la demande de substitution.

En cas de disparition des indices de la formule d'actualisation ou de suppression de leur publication, les parties conviennent par avenant du choix d'autres indices.

Par ailleurs, la formule d'indexation liée à la gestion et l'exploitation du pôle d'échange multimodal est la suivante :

La rémunération du Concessionnaire est fixée de façon forfaitaire sur la base des coûts (RGn) du compte d'exploitation (annexe 8). Cette rémunération est indexée chaque année au 01/01 et interviendra pour la première fois au 01/01/2024 selon la formule suivante : $RGn = RG0 * Cn$

Dans laquelle :

RGn= rémunération forfaitaire de l'année n

RG0 = rémunération forfaitaire prévue dans le compte d'exploitation de l'année considérée

Cn = coefficient d'indexation

$Cn = 0.07 + 0.75 * (Sn / S0) + 0.18 * (FSD1n/FSD0)$

Où :

0.07 = partie fixe

Sn = moyenne arithmétique de l'indice INSEE sur les salaires n°010562765 de l'année n de la période de janvier à décembre n-1

S0 = Dernier indice trimestriel connu au mois d'août 2022

FSD1n = moyenne arithmétique de janvier à décembre de l'année n-1 de l'indice Frais et services divers base d'août 2022 (source « Le Moniteur »)

FSD10 = Dernier indice mensuel connu au mois d'août 2022

Le calcul de la formule d'indexation est effectué avec deux chiffres après la virgule.

34.2 - Procédure budgétaire

Le Concessionnaire adresse à l'Autorité Organisatrice par écrit (lettre ou courriel) en avril n+1 de chaque année le montant de la CFF de l'année n. Il est égal au montant de la contribution forfaitaire inscrite dans le tableau des engagements financiers pour l'année n (cf Article 32), éventuellement modifiée par avenant, actualisée sur la base de la formule définie à l'Article 34.

34.3 - Versement des acomptes sur la participation financière forfaitaire

La contribution financière forfaitaire de l'Autorité Organisatrice est annuelle, et comprend 12 acomptes mensuels égaux chacun à 1/12ème du montant de la contribution financière forfaitaire de l'exercice concerné. Les demandes d'acomptes sont adressées par le Concessionnaire à l'Autorité Organisatrice avant le 10 du mois concerné. La première demande d'acompte a lieu le 10 mai 2023. En cas de modification prévisible du montant de la contribution financière forfaitaire (évolution des services et/ou de l'objectif de recettes), le montant des acomptes sera adapté dans les meilleurs délais.

34.4 - Décompte définitif annuel

Avant le 15 février de chaque année, le Concessionnaire présente un état justificatif du décompte définitif de la participation financière forfaitaire. La présentation de ce décompte définitif doit respecter les prescriptions du compte-rendu financier. A cette fin, l'Autorité Organisatrice notifie au Concessionnaire les pénalités qu'elle entend appliquer au titre d'une année au plus tard le 31 janvier de l'année suivante.

34.5 - Acceptation des paiements

Les montants dus par l'Autorité Organisatrice au Concessionnaire seront payés conformément aux règles de la comptabilité publique.

Le détail des modalités de calcul et du montant des indices retenus est joint en annexe de la facture du mois de décembre 2023 et des factures d'acompte du mois de mai de chaque année.

L'Autorité Organisatrice accepte ou rectifie la facture. Elle la complète le cas échéant en faisant apparaître les pénalités imposées, qui sont directement déduites des sommes dues au Concessionnaire.

Lorsque l'Autorité Organisatrice demande au Concessionnaire de corriger l'une de ses factures, celui-ci doit répondre sous 30 jours ; à défaut, son silence vaut acceptation de la modification demandée par l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire respectera le modèle de facture de l'Annexe 23.

Ces factures seront dématérialisées conformément à la réglementation en vigueur.

Les recettes liées aux services spéciaux (Article 14) sont réglées sous 30 jours dès réception du courrier qu'il adresse à l'Autorité Organisatrice, à la clôture des comptes de l'exercice écoulé.

34.6 - Délais de règlement

Les sommes dues en exécution de la présente convention sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture. Lorsqu'une modification est demandée par l'Autorité Organisatrice en application des dispositions de l'Article 34.5- Acceptation des paiements, ce délai recommence à courir à compter de la réception de la facture corrigée.

Tout retard portera intérêt au taux légal en vigueur.

Article 35. Intéressement à la hausse des recettes du réseau et pénalité en cas de non atteinte des objectifs de fréquentation

35.1 - Intéressement de l'autorité Organisatrice à la hausse des recettes

Dans le cadre du compte d'exploitation prévisionnel, le Concessionnaire s'engage sur un niveau de recettes annuelles venant déterminer le montant de la contribution forfaitaire de l'Autorité Organisatrice, après déduction des charges prévisionnelles. Afin d'encourager le Concessionnaire au développement de la fréquentation, il est prévu une formule d'intéressement fondée sur l'amélioration des recettes directement liées à la fréquentation.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Si, pour l'année N, les recettes réelles (RN) sont supérieures à l'objectif de recettes contractuelles de l'année N (ORN), l'écart est partagé par tranche de la manière suivante :

Tranche de recettes supplémentaires (RN)- ORN	Dispositif de partage applicable	
	Concessionnaire	Autorité Organisatrice
De 0.0% à 2.5% * ORN	75%	25%
De 2,5% à 5% * ORN	50%	50%
De 5% à 7,5% * ORN	25%	75%

- Si RN > 107.5 % ORN, l'Autorité Organisatrice et le Concessionnaire se rencontrent pour discuter de leur impact sur le contrat et envisager le cas échéant et dans les limites légales, une révision des dispositions du contrat, conformément aux dispositions de l'Article 37 du présent Contrat.

Article 36. Comptes à l'entrée en vigueur du contrat

A l'entrée en vigueur du présent contrat, le Concessionnaire supporte les charges et bénéficie des produits ayant leur origine dans l'exploitation qui lui a été concédée à compter du 1^{er} mai 2023.

Article 37. Modifications du contrat

L'Autorité Organisatrice peut modifier le contrat, selon les dispositions prévues aux articles L.3135-1, R3135-1 à R3135-10 du code de la commande publique.

L'exécution du service public de transport peut être affectée par l'évolution des conditions économiques générales mais également par des événements ou des circonstances externes à l'Autorité Organisatrice comme au Concessionnaire.

Ces événements ou circonstances sont de nature à avoir un impact significatif sur l'équilibre économique général du contrat, c'est-à-dire que leurs effets peuvent être ressentis tant au niveau des coûts d'exploitation qu'à celui du trafic et des recettes sans qu'ils puissent être raisonnablement mesurés à la date d'effet du contrat.

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques générales et des événements ou circonstances externes aux parties cocontractantes de nature à en modifier les conditions d'exploitation, l'Autorité Organisatrice et le Concessionnaire se rencontrent pour discuter de leur impact sur le contrat et envisager le cas échéant et dans les limites légales, une révision des dispositions du contrat, notamment dans les cas suivants :

- Modification de l'environnement législatif, réglementaire et jurisprudentiel concernant les conditions de travail, les conventions collectives nationales ou des règles applicables à la profession des transports urbains et interurbains de voyageurs.
- En cas de variation du kilométrage réalisé supérieure en valeur absolue à 10 % de l'offre de référence hors TAD mentionnée à l'Annexe 1 pour les lignes urbaines, périurbaines et scolaires.
- En cas de variation du kilométrage réalisé supérieure en valeur absolue à 20 % de l'offre de référence pour le TAD.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- En cas d'intégration d'une nouvelle desserte concernant zones d'activités et les quartiers d'urbanisation suivants : arrêt Prés Baulères à Vaivre Et Montoille ; arrêt zone d'activités à Echenoz la Méline.
- En cas de variation annuelle de kilométrage de référence nécessitant la mise en œuvre de moyens roulant supplémentaires.
- En cas de changement des caractéristiques ou du nombre de véhicules affectés au service à l'initiative ou après validation de l'Autorité Organisatrice.
- Création, suppression et/ou changement de détermination de l'assiette et de liquidation des impôts, taxes, charges sociales ou redevances ; modifications des dispositions en matière de TVA sur la CFF et/ou sur les tarifs appliqués à la clientèle.
- Variation de l'un des indices de la formule d'indexation de plus de 20 % en valeur relative, au cours d'une année entière.
- Franchissement, par le jeu des clauses d'actualisation prévues à l'Article 34 du présent contrat, d'un seuil de 8 % par an du coefficient d'actualisation.
- Dans les conditions évoquées dans l'article 35.1 - du présent contrat visant le cas où les recettes réelles (RN) sont supérieures de 107.5% à l'objectif de recettes contractuelles de l'année N (ORN).
- Dans le cadre d'une diversification du parc de véhicule dans une filière non thermique.
- 6 mois avant l'intégration des transports scolaires (échéance de l'accord cadre au 31/08/2025).
- En cas d'évolutions législatives modifiant significativement le nombre de jours de scolarité (moins de 174 jours ou plus de 178 jours)
- Dans l'hypothèse où la mise en œuvre de nouvelles mesures, qui seraient prises par les autorités administratives après la signature du présent contrat pour faire face une crise sanitaire, aurait un impact sur l'organisation des services objet du présent contrat et/ou sur la fréquentation du réseau.
- Dans le cadre de la mise en place de location de vélos et vélos à assistance électrique en moyenne et longue durée.
- Dans le cadre de la mise en place d'un service de consigne de stationnement vélo sécurisé.
- En cas de modification du ressort territorial.
- En cas de modification de la tarification

Après la saisine par l'une des Parties, une procédure de révision est ouverte dans un délai de négociation de 3 mois, visant à rétablir l'équilibre économique et financier du contrat qui a été significativement impacté. Les négociations portent sur les conditions financières et / ou les conditions d'exécution du service.

Les Parties se concerteront pour procéder au réexamen et trouver un accord, sur les modifications à apporter par avenant au contrat.

À défaut d'accord dans un délai d'un mois à compter de la demande de la Partie qui aura sollicité la révision, les Parties procéderont sous quinzaine à la désignation d'une commission de conciliation.

Article 38. Impôts et taxes

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Tous les impôts ou taxes générés par l'exploitation du présent contrat et en vigueur à sa signature, et notamment ceux établis par l'Etat ou les Collectivités locales sont à la charge du Concessionnaire, quel qu'en soit le redevable.

Néanmoins, les parties conviennent qu'en cas de redressement fiscal concernant la contribution financière forfaitaire, le présent contrat serait modifié de manière à ne pas remettre en cause son équilibre économique, les surcoûts éventuels seraient à la charge du Concessionnaire, pénalités et intérêts de retard compris.

Dans l'hypothèse où le Concessionnaire bénéficie en cours de contrat d'un remboursement de taxes, charges sociales et impôts lié à son activité de transport de voyageurs et à l'exécution du présent contrat et que ces taxes ou impôts sont inclus dans les charges d'exploitation, ce remboursement est intégré dans les recettes d'exploitation ou en atténuation de charges du compte annexé au présent contrat et vient en déduction de la contribution de l'Autorité Organisatrice.

38.1 - Taxe sur la Valeur ajoutée (TVA)

La contribution financière forfaitaire et ses ajustements (positifs ou négatifs) ne sont pas assujettis à la TVA dès lors que cette somme vise à assurer l'équilibre financier du contrat de concession de service public et n'ont pas le caractère de complément de prix.

Les factures associées, ainsi que les éventuelles factures rectificatives relatives à cette contribution ne feront pas apparaître de TVA.

L'Autorité Organisatrice n'aura pas la qualité d'exploitant fiscal du service concédé au sens de la doctrine de l'administration fiscale conformément au TVA-CHAMP-10-20-10-10 du 4 février 2015 et aux articles 256, 256 A et 256 B du Code Général des Impôts.

Le Concessionnaire assume seul les conséquences de tout redressement fiscal éventuel, y compris les pénalités, concernant la gestion qui lui est concédée au titre du présent contrat et qui relève de ses obligations propres.

38.2 - Cotisation économique territoriale (CET)

Le Concessionnaire est redevable auprès de l'administration fiscale de la CET dans le cadre de son activité.

L'exploitation du service étant réalisée dans le cadre d'une société dédiée, le Concessionnaire présentera à l'Autorité Organisatrice les modalités de détermination de la charge de CET affecté au service. Pour permettre au Concessionnaire de souscrire ses déclarations de CET, l'Autorité organisatrice lui transmet un état des biens qu'elle met à sa disposition. Cet état comporte la nature des biens et leur prix de revient (hors taxes) ou leurs loyers hors taxes, s'agissant des biens pris en location. Les informations relatives à l'année N sont fournies au Concessionnaire pour le 1er mars de l'année N+1.

Le Concessionnaire remet à l'Autorité Organisatrice pour le 1er avril de l'année N+1 un état corrigé des éventuels biens renouvelés apportant une augmentation de la valeur d'actif du bien ou allongeant sa durée de vie, détruits, cédés, mis hors service ou hors d'usage.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Le Concessionnaire s'engage à réaliser toutes les démarches nécessaires pour bénéficier du plafonnement à la valeur ajoutée de la CET.

Sur présentation des avis d'imposition y compris les avis de dégrèvement, demandes de plafonnement et autres réclamations et des justificatifs de paiement ou tout autre justificatif exigé, l'Autorité Organisatrice remboursera à l'euro-l'euro le montant de la CET à la charge du Concessionnaire.

En outre, si le Concessionnaire se voit contester par l'Administration fiscale les bases communiquées par l'Autorité Organisatrice, il est convenu que les rappels mis à la charge du Concessionnaire lui seront remboursés, sur justificatifs, par l'Autorité Organisatrice.

38.3 - Taxe sur les salaires

Du fait du non-assujettissement de la Contribution forfaitaire financière à la TVA, le Concessionnaire est redevable de la taxe sur les salaires.

Cette taxe sur les salaires acquittée par le Concessionnaire fait l'objet d'un remboursement à l'euro l'euro par l'Autorité Organisatrice sur présentation des justificatifs.

Article 39. Contrôle exercé par l'Autorité Organisatrice

L'Autorité Organisatrice dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière du présent contrat par le Concessionnaire ainsi que sur la qualité du service rendu aux usagers.

Ce contrôle, organisé librement par l'Autorité Organisatrice à ses frais, comprend notamment :

- un droit d'information sur la gestion du service délégué ;
- le pouvoir de prendre toutes les mesures prévues par le présent contrat lorsque le Concessionnaire ne se conforme pas aux obligations stipulées à sa charge.

L'Autorité Organisatrice peut confier l'exécution du contrôle soit à ses propres agents, soit à des organismes qu'elle choisit. Elle peut, à tout moment, en modifier l'organisation.

L'Autorité Organisatrice exerce son contrôle dans le respect des réglementations relatives à la confidentialité (vie privée, droits de propriété intellectuelle et industrielle du Concessionnaire dûment justifiés par celui-ci). Elle doit veiller à la qualification et à la déontologie des personnes chargées du contrôle et s'assurer qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement et la sécurité du service.

L'Autorité Organisatrice peut procéder à toutes vérifications qu'elle estime utiles pour s'assurer que le service concédé est exploité conformément aux stipulations du présent contrat et que ses intérêts et ceux des usagers du service public sont sauvegardés. Ces vérifications concernent également le contrôle de l'état des biens mis à disposition et la vérification des opérations d'entretien maintenance réalisées par le Concessionnaire sur ces biens.

Le Concessionnaire s'engage à répondre par écrit aux questions de l'Autorité Organisatrice et à lui transmettre les documents qu'elle aura demandés dans un délai n'excédant pas quinze jours à compter de la date de réception de la demande.

En cas de non-respect de ses engagements contractuels, le Concessionnaire s'expose aux mêmes pénalités prévues à l'Article 46.

Article 40. Obligations générales du Concessionnaire

Le Concessionnaire facilite l'accomplissement du contrôle. A cet effet, il doit notamment :

- Autoriser à tout moment l'accès libre et gratuit aux véhicules et aux installations mis à disposition du Concessionnaire ou fournis par lui, ainsi qu'aux véhicules de sous-concessionnaires aux personnes mandatées par l'Autorité Organisatrice ;
- Répondre à toute demande d'information de l'Autorité Organisatrice consécutive à une réclamation d'un usager du service,
- Justifier auprès de l'Autorité Organisatrice des informations qu'il a fournies, notamment dans le cadre des rapports annuels, par la production de tout document technique ou comptable utile se rapportant directement au contrat,
- Justifier auprès de l'Autorité Organisatrice des informations qu'il aura fournies, notamment dans le tableau de bord mensuel, le cadre des rapports annuels, par la production de tout document technique (certificats délivrés par le service des Mines, carnets d'entretien, carnet d'entretien, graphicage des lignes...) ou comptable (liasse fiscale, extraits de comptes, factures, avis d'imposition, justificatifs, contrats, polices, ...) utiles se rapportant au contrat ;
- Désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par l'Autorité Organisatrice,
- Conserver, pendant toute la durée du contrat et pendant une durée de cinq années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service concédé, y compris pour les services sous-concédés.

Le Concessionnaire s'engage à répondre par écrit aux questions de l'Autorité Organisatrice et à lui transmettre les documents qu'elle aura demandés dans un délai n'excédant pas quinze jours à compter de la date de réception de la demande.

Les représentants désignés par le Concessionnaire ne peuvent pas opposer le secret professionnel aux demandes d'informations faites par les personnes mandatées par l'Autorité Organisatrice et se rapportant à l'exécution du présent contrat.

Le Concessionnaire s'engage à faire toute diligence, étant précisé que ces demandes ne doivent pas perturber le bon fonctionnement du service.

Le représentant de l'Autorité Organisatrice ou des organismes missionnés par celle-ci chargé du contrôle est transporté gratuitement, au titre de ces contrôles, sur présentation d'une carte de transport délivrée par le Concessionnaire.

Le Concessionnaire assure ses missions dans une démarche de développement durable et responsable. A ce titre, le Concessionnaire s'engage à collaborer avec l'Autorité Organisatrice concernant le développement de la qualité environnementale de son activité en vue :

- De permettre une gestion optimale des équipements,
- D'assurer la pérennité des installations et des matériels de la délégation
- Dans le cadre de la politique de développement durable, le Concessionnaire met en œuvre les actions suivantes :
 - Une utilisation de produits éco-responsables pour le nettoyage et l'entretien

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Une gestion optimale des déchets (tri sélectif) et filière spécialisée,
- Toute autre action inscrivant son activité dans une démarche de développement durable
- Formation à l'éco-conduite.

Article 41. Contenu du rapport du Concessionnaire à fournir à l'Autorité Organisatrice

41.1 - Rapports mensuels

A la fin de chaque mois, le Concessionnaire remet à l'Autorité Organisatrice, au plus tard le 25 du mois suivant, un rapport mensuel retraçant l'activité mensuelle du mois précédent ainsi que leur cumul depuis le début de l'année et le rappel des données relatives aux mêmes périodes de l'exercice précédent accompagné des tableaux de données commentés comprenant les éléments suivants définis en Annexe 10A.

Ce rapport doit comporter au minimum :

- Kilométrages réalisés (en charge et à vide) sur chacune des lignes et services du réseau avec distinction des lignes régulières, transport scolaire, TAD par commune
- Fréquentation par lignes avec distinction du TAD.
- Relevé exhaustif et justifié des courses non réalisées y compris sur le TAD concernant les services réservés, non annulés et pour lesquels aucun voyageur ne s'est présenté.
- Tous dysfonctionnements survenus sur le réseau :
- Relevé des pannes, accrochages et accidents subis par tous les véhicules affectés à l'exploitation expliqué et justifié ;
- Relevé des actes de vandalisme commis sur les véhicules, autre bien du réseau ;
- Évènements ayant impacté l'exploitation du réseau incluant les travaux de voirie et les points « noirs » de circulation (par jour et service) ;
- Nombre de titres de transport vendus dans le mois par type de titre.
- Recettes encaissées auprès des usagers par titre et par ligne/service.
- Nombre d'infractions au règlement d'usage, fraude incluse et information sur les actions engagées.
- Tableau de bord de toutes les réclamations usagers.
- Consommations carburantes par typologie de véhicules.
- Tableau justifié de l'immobilisation des véhicules supérieure à 3 jours durant le mois concerné.
- Données techniques et financières des services occasionnels le cas échéant (date des prestations, commanditaire et ses coordonnées, nature de la prestation, coût ...).

Toutes les données devront être fournies sur format informatique exploitable par l'Autorité Organisatrice :

- Format texte de type .docx ou équivalent. ppt ou équivalent compatible.
- Les tableaux et graphiques sous format tableur de type .xlsx ou équivalent.
- Les cartes et plans sous format .jpg et format Mapinfo ou équivalent.
- Le format PDF n'est pas admis sauf pour les cartes et images le cas échéant.

Une réunion trimestrielle se tiendra entre l'Autorité Organisatrice et le Concessionnaire afin de faire le point sur l'exécution du service, recueillir toutes les observations utiles et nécessaires à l'amélioration de la qualité du service et présenter les éléments des tableaux de bord mensuels ainsi que leur cumul depuis le début de l'année et le rappel des données relatives aux mêmes périodes de l'exercice précédent ainsi que les projets /objectifs à venir/ à mettre en place.

41.2 - Rapports annuels du Concessionnaire

Le Concessionnaire produira chaque année civile, au plus tard le 10 mai, deux rapports annuels (un relatif au réseau et un relatif à la gestion et l'exploitation du PEM) pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre de l'année N-1. Pour 2023, les premiers rapports porteront sur la période de mai à décembre 2023. Il sera établi conformément à la trame de l'Annexe 10B.

L'Autorité Organisatrice émet, pour le 25 mai, ses demandes de compléments et ses remarques et les rapports annuels définitifs remis le 1^{er} juin intègrent, sous peine de pénalités assorties d'une mise en demeure de remettre les rapports conformement, l'ensemble des commentaires émis par l'Autorité Organisatrice.

Le contenu des rapports annuels est conforme aux prescriptions des articles L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales et des articles L.3131-5, et R.3131-2 à R.3131-4 du code de la commande publique.

Ils comportent au minimum :

- Les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Concession ;
- Une analyse de la qualité du service et des propositions d'améliorations ;
- L'appréciation des conditions d'exécution du service public.
- Le rapport mentionné à l'article L. 1411-3 tient compte des spécificités du secteur d'activité concerné, respecte les principes comptables d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes retenues pour l'élaboration de chacune de ses parties, tout en permettant la comparaison entre l'année en cours et la précédente. Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport sont tenues par le Concessionnaire à la disposition de l'Autorité Organisatrice dans le cadre de son droit de contrôle.
- Les rapports annuels comprennent un chapitre consacré aux conditions de réalisation du service public intitulé « Compte-rendu technique » et une partie financière, intitulée « Compte-rendu financier » dont le contenu est détaillé ci-après.
- En annexe, sont au minimum présentées la liste des sous-concessionnaires mentionnant la raison sociale de sous-concessionnaire, les prestations qui lui ont été sous-concédées, le volume et le montant annuel des prestations payées.

En cas de non-respect des délais de production ou de formalisme des rapports annuels, l'Autorité Organisatrice se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités prévues par les dispositions de l'Article 46.1 - .

Compte-rendu technique :

Chaque rapport annuel produit par le Concessionnaire contient au moins les informations suivantes (Compte-rendu technique - CRT) :

- Le bilan ligne par ligne et véhicule par véhicule des kilométrages réalisés (en charge et à vide) avec évolution sur les années précédentes
- Analyse technique des évolutions majeures constatées ;
- Le détail de l'usage (voyages) par mois, par ligne, par catégorie de ligne ou service (le service de transport à la demande est clairement identifié à part), et en cumul annuel ;
- Le bilan des recettes et de la vente des titres par titre et comparaison avec le prévisionnel contractuel et évolution par rapport aux années précédentes ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Le suivi d'activité de la sous-concession kilomètres produits (en charge et à vide) par type de service (TAD/ transport scolaire.), et le suivi de la facturation de la sous-concession.
- Les ratios caractéristiques du service commentés : offre (nb de kilomètres, nb kilomètres par habitant desservi dans le ressort territorial, etc.) ; usage (nb de voyages, nb voyages par habitant, nb kilomètres par voyage, nb voyages par titre, par service, par ligne, et par course, recettes par voyage, par kilomètre, par titre, etc.) ; productivité (nb heures de conduite, vitesse commerciale, nb kilomètres par heure de conduite, etc.) ;
- Le bilan des mouvements sociaux de l'année concerné (préavis de grève sans suite, grèves, accords sociaux signés) ;
- Le bilan du nombre de réclamations clientèle, ventilé par mois, par ligne et par thème avec dans chaque cas, mention du délai de réponse et de solutionnement du problème ;
- Bilan de la politique environnementale de l'entreprise et description des mesures mises en œuvre par le concessionnaire pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat ;
- Une analyse de la fréquentation observée et des propositions d'améliorations, sur la base notamment des données d'usage des services mensuelles et annuelles ;
- Le bilan, commenté et évalué, des actions de communication et de marketing menées en référence au plan communication et marketing de l'année concernée ;
- Les consommations moyennes de carburant pour chaque type de véhicule ;
- Le bilan des incidents et accidents constatés et les propositions d'améliorations, etc... ;
- Le bilan des fraudes/infractions constatées par le Concessionnaire ;
- Le nombre d'heure de formation par an et le montant annuel comparé au plan de formation
- un compte rendu des contrôles réglementaire du code du travail (cf. article 24.1 -)
- La mise à jour de l'inventaire des biens mis à disposition du Concessionnaire par l'Autorité Organisatrice et tout commentaire permettant d'apprécier l'état de ces biens et les opérations à programmer par le concessionnaire ou l'Autorité Organisatrice ;
- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisation nécessaires à l'exploitation ;
- Un état de suivi de programme contractuel d'investissement ;
- Description et justification des prestations confiées à l'assistance groupe ;
- La mise à jour de l'inventaire des biens mis à disposition par le Concessionnaire et tout commentaire permettant d'apprécier l'état de ces biens et les opérations à programmer par le Concessionnaire ;
- Le bilan des pénalités prononcées par l'Autorité Organisatrice y compris celles ayant fait l'objet d'une mesure de clémence ;
- La mise à jour des données concernant le personnel de l'entreprise, ainsi que les éventuelles modifications intervenues dans la structure ou l'organisation du Concessionnaire ou qui s'imposent à lui (actionnariat, convention collective, bilan et programmation du plan de formation...) ;
- Un bilan et une analyse des indicateurs de la qualité du service défini en Annexe 12 du contrat ;
- La liste des interventions réalisées sur chaque véhicule (réparation, maintenance, tôlerie / peinture, contrôle technique...) pourra être fournie à l'Autorité Organisatrice sur demande.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Pour toutes ces données, les rapports rappelleront pour mémoire les chiffres de l'exercice précédent.
- Les rapports justifieront, à partir de données techniques, les évolutions de chacun des indicateurs énumérés ci-dessus.
- Les rapports établiront un tableau récapitulatif de l'ensemble des indicateurs énumérés ci-dessus.
- Intervention et contrôle sur les biens mobiliers et immobiliers mis à disposition par l'Autorité Organisatrice

Compte-rendu financiers et comptables

Au-delà de l'accès à l'ensemble des pièces nécessaires au contrôle, l'Autorité Organisatrice disposera sur première demande des éléments suivants :

- Rapports du commissaire aux comptes (rapport général, rapport spécial s'il en existe un),
- Procès-verbaux des assemblées générales de la société locale dédiée,
- Contenu et montant de l'assistance technique apportée par le groupe,
- Ensemble des flux intra-groupes relatifs aux charges de structure, personnel mis à disposition, sous-concession auprès des entreprises du groupe, achats auprès d'entreprises du groupe,
- Liste des contentieux et provisions.
- Le Concessionnaire rend compte de la sous-concession réalisée chaque année, dans les rapports annuels remis à l'Autorité Organisatrice avec un Compte d'exploitation prévisionnel propre aux services sous-concédés.

Toute personne habilitée par l'Autorité Organisatrice disposera d'un droit d'accès permanent de l'ensemble des locaux, équipements et installations et pourra se faire remettre copie de tout document comptable, administratif ou technique.

Compte-rendu comptable

- Les comptes annuels de résultats de l'exploitation de la délégation (réseau et Exploitation et gestion du PEM) se rapportant à l'exercice concerné établi selon le même modèle que le détail des produits et charges contractuels figurant à l'Annexe 8, qui rappelle les données des exercices précédents depuis l'entrée en vigueur du contrat, les charges directes et les modalités d'imputation analytique des charges indirectes, notamment des charges de structure,
- Les comptes sociaux et une copie de la liasse fiscale et des déclarations sociales de l'entreprise. Les liasses fiscales sont des documents protégés par le secret des affaires (conformément à l'article L311-6 du code des relations du public avec l'administration) qui seront communiquées contractuellement à l'Autorité Organisatrice sous réserve que la confidentialité des documents soit préservée.
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation,

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat,
- La mise à jour des inventaires des biens
- L'état des immobilisations du concessionnaire affectés à la concession faisant apparaître pour chacun des biens : l'identification du bien (n°, désignation), le n° de compte, le type de bien (propre, de reprise, de retour), la date de début d'amortissement, le mode d'amortissement, la durée d'amortissement, le % d'affectation au contrat, la valeur nette comptable (VNC) d'entrée au PCG, la VNC à la fin de l'exercice et la VNC en fin de contrat ;
- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation,
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles,
- Tous les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public,
- Les éléments du calcul de la contribution financière de l'Autorité Organisatrice.
- Le détail du calcul de la contribution financière forfaitaire (CFF) prévisionnelle, le détail des acomptes versés par l'Autorité Organisatrice, le détail du calcul de la CFF définitive de l'Autorité Organisatrice et le montant de régularisation ;
- Le détail du calcul des recettes de fréquentation, le détail des acomptes versés par l'Autorité Organisatrice ;
- Le détail des acomptes versés par l'Autorité Organisatrice au titre de la TS et de la CET, les montants définitifs et leurs justificatifs, les montants de régularisation.

La comptabilité du Concessionnaire doit être conforme aux règles en vigueur, notamment les règles générales énoncées par le Code de commerce et le plan comptable général révisé. Elle doit également permettre la vérification des dispositions du présent contrat, en respectant notamment les principes d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

Méthodes d'établissement de la comptabilité et audit financier :

La comptabilité du Concessionnaire doit être conforme aux règles en vigueur, notamment les règles générales énoncées par le Code du Commerce et le plan comptable général révisé. Elle doit également permettre la vérification des dispositions du présent contrat, en respectant notamment les principes d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes.

Tous les documents de base de la comptabilité sont conservés par le Concessionnaire pendant une durée égale à huit exercices comptables, non compris l'exercice en cours.

Les méthodes comptables appliquées par le Concessionnaire doivent permettre d'évaluer les stocks de produits et de matériels utilisés pour la réalisation du service.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Ces documents doivent être fournis à l'Autorité Organisatrice ou à l'organisme qu'elle aura mandaté pour toute réalisation d'audit financier du contrat dans un délai de 15 jours. Les retards donnent lieu aux mêmes pénalités que celles appliquées en cas de retard dans la fourniture de document.

Compte rendu financier

Le compte rendu financier des rapports annuels (réseau et la gestion et l'exploitation du PEM) comporte au minimum les éléments suivants :

Le compte annuel de résultat de l'exploitation (CARE) de la concession se rapportant à l'exercice concerné établi selon le même modèle que le compte d'exploitation prévisionnel établi à l'Annexe 8, qui rappelle les données des exercices précédents depuis l'entrée en vigueur du contrat :

- Une analyse de la composition et l'évolution du CARE par rapport aux exercices précédents ainsi que par rapport au compte d'exploitation prévisionnel établi à l'Annexe 8 ;
-
- Les conditions économiques générales de l'année d'exploitation, une analyse de l'évolution ;
-
- Le Bilan des recettes encaissées par titre et comparaison avec le prévisionnel contractuel et évolution par rapport aux années précédentes ;
-
- Les autres recettes d'exploitation et une analyse de l'évolution ;
-
- Le bilan des activités réalisées pour le compte de tiers et une analyse de l'évolution. Pour les services de transport seront précisés les kilomètres effectués et les recettes encaissées. Pour les autres prestations seront indiquées la nature des prestations et les recettes encaissées ;
-
- Une présentation et une analyse des ratios financiers caractéristiques (coût moyen par voyage et par km, contribution financière d'exploitation de l'Autorité Organisatrice par voyage et par km, ...). Pour ces données, le Concessionnaire rappellera pour mémoire les chiffres des exercices antérieurs depuis la prise d'effet du présent contrat ;

Les éléments financiers de la qualité du service suivants devront figurer dans les rapports :

- Les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution,
- Les autres recettes d'exploitation,
- Le bilan des activités réalisées pour le compte de tiers. Pour les services de transport seront précisés les kilomètres effectués et les recettes encaissées. Pour les autres prestations seront indiquées la nature des prestations et les recettes encaissées,
- Une présentation et une analyse des ratios financiers caractéristiques (Recette commerciale unitaire par voyage, coût moyen par voyage et par km, contribution financière de l'Autorité Organisatrice par voyage et par km...),
- Tout commentaire du Concessionnaire relatif aux éléments financiers. Il explicite notamment le calcul de la contribution financière forfaitaire, de l'indexation, l'impact financier des modifications de service, etc
- Les conditions économiques générales de l'année d'exploitation

Pour toutes ces données, on rappellera pour mémoire les chiffres des exercices antérieurs depuis la prise d'effet du présent contrat.

41.3 - Contrôle des rapports du concessionnaire

L'Autorité organisatrice se réserve ultérieurement le droit de contrôler les renseignements donnés dans les rapports annuels produit par son Concessionnaire, dans les conditions prévues à Article 39. A cet effet, ses agents ou conseils accrédités peuvent procéder sur pièces et/ou sur place à toute vérification. Ils peuvent se faire communiquer toutes informations, pièces comptables, justificatifs, factures ou conventions utiles pour assurer que le service est exploité dans les conditions du présent contrat. Ils peuvent, à cette occasion, vérifier que les informations figurant dans les rapports annuels sont cohérentes avec la comptabilité sociale du Concessionnaire.

TITRE 7 - : SOCIETE DEDIEE, RESPONSABILITES, ASSURANCES, SANCTIONS

Article 42. Société dédiée

Pour faciliter le contrôle des engagements pris, le Concessionnaire s'engage à exploiter dans le cadre d'une société ad hoc, dont l'objet social est dédié à l'activité, objet de la présente Concession et dont le siège social est implanté dans le Périmètre du ressort territorial de l'Autorité Organisatrice.

Ainsi, à la société signataire du contrat d'exploitation du service public se substitue, après immatriculation, une société dédiée dont l'objet social est réservé à l'exécution du présent contrat.

La création de la société dédiée doit respecter les conditions prévues au présent article sous peine d'entraîner la résiliation du présent contrat pour faute du Concessionnaire.

Cette substitution doit intervenir dans les deux (2) mois suivants la notification du contrat au Concessionnaire.

Dès l'achèvement des formalités de constitution et d'enregistrement, (au plus tard dans les quinze jours suivant son inscription au Registre du Commerce et des Sociétés), la société ainsi créée informe officiellement l'Autorité Organisatrice de son existence.

Cette société dédiée devra respecter l'ensemble des exigences suivantes :

- Son objet social devra être réservé exclusivement à l'objet du contrat que le Concessionnaire sera autorisé à accomplir ;
- Son bilan d'ouverture devra être vierge ou apuré de tout engagement financier antérieur au contrat ;
- Son siège social sera situé sur le territoire de l'Autorité Organisatrice ;
- Ses frais de création et de gestion seront inclus dans les comptes d'exploitation prévisionnels ;
- Sa comptabilité ne retracera que les seules opérations afférentes au contrat et aux activités annexes autorisées ;
- Les exercices sociaux correspondront aux exercices du contrat, soit des années civiles du 1er janvier au 31 décembre ;
- Elle sera dotée de moyens propres, en termes de personnel et de moyens matériels, lui permettant une véritable prise en charge du contrat, sans préjudice toutefois des biens mis à disposition par l'Autorité Organisatrice
- Le Concessionnaire s'engage à apporter à la société dédiée tous les moyens humains, financiers et techniques nécessaires à garantir la continuité du service public, conformément au contrat et ce pendant toute sa durée.
- Les comptes annuels seront publiés au Greffe du Tribunal de Commerce ;
- Le Concessionnaire doit alors :

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Indiquer la forme juridique de la société : un extrait K Bis, les statuts, un bilan d'ouverture ainsi qu'une fiche descriptive reprenant les principales informations financières concernant la société devront être transmises à l'Autorité Organisatrice dans les quinze jours suivant l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés ;
- Indiquer la liste des principaux actionnaires et le taux de participation détenu dans le capital social : le Concessionnaire s'engage à détenir la totalité du capital de la société créée, hors actionnariat salarié, et le poste de représentant légal de la société pendant toute la durée du présent contrat ;
- Indiquer les garanties apportées à la société ad hoc pour assurer la pérennité de la Concession, notamment définir les liens prévus entre cette société ad hoc et sa société de rattachement (au niveau national, ou européen) dans la future convention d'assistance.
- Le Concessionnaire s'engage à demeurer parfaitement et entièrement solidaire des engagements qui incombent à la société dédiée.
- En cas de défaillance de la société dédiée et sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure par l'Autorité Organisatrice, la société mère en tant que Concessionnaire s'engage de manière irrévocable et inconditionnelle à se substituer à cette société ou à lui apporter tous les moyens financiers, techniques et humains nécessaires à la continuité du service public, conformément au présent contrat et ce pendant toute sa durée d'exécution.

Article 43. Responsabilités et assurances

43.1 - Étendue de la responsabilité

Le Concessionnaire exerce librement ses pouvoirs dans la gestion de son activité dans le cadre des dispositions du présent contrat.

Le Concessionnaire assume toutes les responsabilités relevant des pouvoirs laissés à son initiative, et notamment en cas de contravention aux lois et règlements. Il renonce dans ce cadre à exercer tout recours relatif à des problèmes d'exploitation contre l'Autorité Organisatrice en sa qualité d'organisateur, même en cas de condamnation encourue par lui, ou par ses employés, préposés, sous-concessionnaires. Il obtient la même renonciation de la part de ses assureurs et sous-concessionnaires.

Les polices conclues par le Concessionnaire doivent comporter une renonciation à tout recours contre l'Autorité Organisatrice.

Dès la prise d'effet du présent contrat, le Concessionnaire est responsable du bon fonctionnement du service ainsi que des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient en résulter tant au niveau de l'Autorité Organisatrice, des usagers du service que des tiers.

Le service est exploité par le Concessionnaire conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et dans le souci de garantir la conservation du patrimoine de l'Autorité Organisatrice, les droits des tiers et la préservation de l'environnement.

Le Concessionnaire est tenu de réparer les dommages aux personnes, aux biens et à l'environnement causés par l'exploitation du service et des installations dont il a la charge tel qu'il est défini dans le présent contrat. Il garantit l'Autorité Organisatrice contre tout recours des usagers ou des tiers.

La responsabilité du Concessionnaire s'étend notamment :

- Aux dommages causés par les agents ou préposés du Concessionnaire dans l'exercice de leurs fonctions ;
- Aux dommages causés aux usagers du fait d'un accident ou d'une fausse manœuvre quelles qu'en soient les causes ;
- Aux dommages causés aux tiers du fait d'un accident ou d'une fausse manœuvre quelles qu'en soient les causes ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Aux dommages aux biens de l'Autorité Organisatrice mis à disposition du Concessionnaire, causés par l'incendie, le dégât des eaux, l'explosion, la foudre, les attentats, les accidents causés par des tiers, les actes de vandalisme et les catastrophes naturelles au sens de la législation en vigueur, Ainsi que leur vol ou disparition.
- Les dommages aux biens mobiliers et immobiliers garantis dans le cadre du présent contrat, seront indemnisés, en cas de sinistre, en valeur à neuf de reconstruction (reconstruction/remplacement).
-
- Le Concessionnaire s'engage à affecter à la reconstruction ou au remplacement à neuf des biens meubles, immeubles, corporels ou incorporels, sinistrés les indemnités susmentionnées payées, et ce, de façon prioritaire, après accord exprès de l'Autorité Organisatrice.

L'indemnité allouée par les assureurs est remise directement à l'Autorité Organisatrice :

- Lorsque la reconstruction ou le remplacement du bien est à la charge de l'Autorité Organisatrice en application du présent contrat ;
- Lorsque le sinistre modifie substantiellement l'ouvrage, l'équipement ou l'installation déléguée.

Le montant de l'indemnité sera versé HT ou TTC selon le régime fiscal applicable à son bénéficiaire.

De plus, les compagnies ne pourront se prévaloir de déchéance pour retard de paiement des primes de la part du Concessionnaire que soixante jours (60) après la notification à l'Autorité Organisatrice de ce défaut de paiement. L'Autorité Organisatrice aura la faculté de se substituer au Concessionnaire défaillant pour effectuer ce paiement sous réserve de son recours contre le Concessionnaire.

43.2 - Obligation d'assurance

Le Concessionnaire et ses éventuels sous-concessionnaires doivent justifier d'une assurance « Responsabilité Civile » et d'une assurance « Responsabilité Civile Automobile offrant une garantie illimitée au titre des dommages corporels causés aux tiers et voyageurs transportés ».

Les polices d'assurances conclues par le Concessionnaire doivent comporter une renonciation à tout recours contre l'Autorité Organisatrice et être conforme à la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation (Loi Badinter).

Au titre du ou des contrat(s) d'assurance de responsabilité civile qu'il a souscrit(s) pour se couvrir, et ce à hauteur de la totalité des montants de garantie dont il dispose, le Concessionnaire s'engage à obtenir de son ou ses assureur(s) que l'Autorité Organisatrice soit considérée comme assurée additionnelle. Le ou les assureur(s) du Concessionnaire garantisse(nt) ainsi toute responsabilité personnelle de l'Autorité Organisatrice. Il en est de même des sous-concessionnaires.

Au titre des dommages aux biens et au vol, le Concessionnaire est tenu d'assurer les biens mis à disposition par l'Autorité Organisatrice contre les risques définis à l'Article 43.1 - du présent contrat.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le Concessionnaire devra produire pour lui et pour ses sous-concessionnaires une copie de l'attestation d'assurance et justifier qu'il est à jour du paiement de ses cotisations.

Par la suite, il devra fournir au fur et à mesure les attestations à jour à l'Autorité Organisatrice, pour lui-même et ses sous-concessionnaires éventuels.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Les attestations d'assurance font apparaître les mentions suivantes :

- Le nom de la compagnie d'assurance ;
- Les activités garanties ;
- Les risques garantis ;
- Les montants de chaque garantie ;
- Les principales exclusions, les franchises et les plafonds de garantie ;
- La période de validité ;
- Le règlement des primes dues pour la période de garantie considérée.

Le Concessionnaire s'assure de ce que les garanties souscrites, d'une part, présentent un caractère supplétif (« tout sauf... ») et d'autre part, dérogent à la règle proportionnelle, dit « de capitaux » prévue à l'article L.121-5 du code des assurances.

La présentation de ces attestations d'assurance ne modifie en rien l'étendue des responsabilités assumées par le Concessionnaire. La non-production de ces attestations n'exonère pas le Concessionnaire de ses obligations d'assurance.

Le Concessionnaire doit communiquer à l'Autorité Organisatrice toute résiliation ou modification substantielle des conditions de garantie pour accord sous 2 mois à l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire fait apparaître une synthèse des polices d'assurances et des éléments exposés ci-avant dans les rapports annuels transmis à l'Autorité Organisatrice.

Le Concessionnaire doit, sur simple demande écrite de l'Autorité Organisatrice, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de cette demande, justifier à l'autorité Organisatrice du paiement régulier des primes afférentes aux polices souscrites.

Tout manquement au respect de l'obligation d'assurance ou de production des attestations exigées est sanctionné par une résiliation aux torts du Concessionnaire conformément aux dispositions de l'Article 46.1 - du présent contrat.

Article 44. Devoir d'information du Concessionnaire

Afin de préserver le caractère *intuitu personae* du présent contrat, le Concessionnaire doit informer l'Autorité Organisatrice de toute modification affectant son capital social ou sa vie sociale, dès lors que la modification envisagée entraîne un changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code du commerce) par rapport à la situation existante à la date de la signature du présent contrat ou qu'elle est susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution du contrat.

Article 45. Cession du contrat

Le Concessionnaire est tenu d'exécuter personnellement la mission qui lui est confiée.

Toute cession du contrat est interdite, à moins d'un accord préalable exprès et écrit de l'Autorité Organisatrice qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour assurer la gestion et la continuité du service public.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise par le cessionnaire de l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

L'Autorité Organisatrice dispose, pour se prononcer, d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'agrément de cession, qui doit être formulée par le Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception et contenir toutes justifications nécessaires. Le silence conservé par l'Autorité Organisatrice au terme de ce délai vaut refus d'agréer la cession.

A défaut d'agrément, le Concessionnaire devra, pour permettre la continuité du service, poursuivre l'exécution du présent contrat pendant toute la durée restant à courir.

Article 46. Sanctions

46.1 - Les pénalités

L'Autorité Organisatrice se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités venant en déduction des sommes dues au Concessionnaire lorsque l'exécution des services n'est, du fait du Concessionnaire, pas conforme aux prescriptions du présent contrat ; les dysfonctionnements pouvant avoir été constatés lors de contrôles mis en œuvre par l'Autorité Organisatrice ou un prestataire indépendant ou à la suite des réclamations tangibles formulées par les usagers, en cas de :

Non-respect de l'offre de service (Annexe1)

- D'inexécution de tout ou partie du service : en dehors des cas de force majeure indiqués à l'Article 11 et dans le cas où le plan de transport adapté à la charge du Concessionnaire ne serait pas mis en place en complément de l'Article 11 du contrat, le Concessionnaire doit une pénalité égale au nombre de kilomètres non réalisés multiplié par 10 fois le prix kilométrique mentionné à l'Annexe 11 du présent contrat ;
- D'exécution non conforme du service remettant en cause les caractéristiques techniques du service : notamment capacité du véhicule non conforme aux engagements contractuels : le Concessionnaire doit une pénalité égale au nombre de kilomètres réalisés de façon non conforme multipliés par 5 fois le prix kilométrique mentionnés à l'Annexe 11 ;
- En cas de refus de prise en charge de voyageur (sauf comportement fautif du voyageurs ou capacité maximale atteinte avérée) : le Concessionnaire doit une pénalité de 500 € par constatation ;
- Non-respect du PPI par le Concessionnaire de l'Annexe 17 : le Concessionnaire doit une pénalité de 500 € par jour de retard
- De défaut d'information de la personne publique sur tout dysfonctionnement du service dans le délai de 24h00 sauf en cas d'accident ou d'incident, où le Concessionnaire doit avertir, sans délai, l'Autorité Organisatrice : pénalité de 500 € par constat de retard d'information ;

Manquement au devoir de conseil (Article 8)

Proposition tardive de toute modification de l'offre de transport de référence décrite à l'Annexe 1 le Concessionnaire encourt une pénalité égale à 500 € par jour et par manquement constaté ;

D'information tardive de l'Autorité Organisatrice sur toute modification législative ou réglementaire en lien avec l'exécution du contrat : pénalité de 100 € par jour de retard à compter du 30e jour suivant la promulgation du texte ; majoré en cas de préjudice subi par l'Autorité Organisatrice d'un montant égal préjudice subi + 10 % ;

Non-respect des dispositions prévues à l'Article 13 relatif à la sous-concession :

- Défaut de contrôle du Concessionnaire des services sous- concédés 500 € par constatation ;

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Non transmission de la copie des contrats de sous-concession dans les trois mois suivants l'entrée en vigueur du contrat et/ou leurs modifications ou renouvellement, et en cas d'absence de comptes rendus détaillés dans les rapports annuels, une pénalité de 5 000 € est appliquée et 1000 € par jour de retard

Non-transmission des informations relatives aux contrats conclus avec des tiers par le Concessionnaire (Article 14) :

Dans la mesure où le compte rendu annuel et la copie des factures ne seraient pas transmis, pénalités de 500 € par constatation.

Dans la mesure où aucun accord préalable n'est demandé par le Concessionnaire à l'Autorité Organisatrice, où aucun compte-rendu annuel n'est effectué, où aucune copie des factures émises n'est transmise à l'Autorité Organisatrice, le Concessionnaire est passible d'une pénalité de 1.000 € par jour de retard de demande d'accord préalable,

Non-respect du programme d'étude et enquêtes par le Concessionnaire Article 17 :

- Le non-respect du programme d'étude et enquête à la charge du Concessionnaire prévu en annexe 6 entraînera le paiement d'une pénalité de 10000 € et 1000 € par mois de retard dans la réalisation de l'étude prévue par le Concessionnaire,

Non-respect du programme d'actions commerciales, marketing et d'information des voyageurs et sauf en cas d'accord ou de décision partagée avec l'Autorité Organisatrice (Article 16) :

- Le non-respect de la mise en œuvre intégrale du programme d'actions prévues au contrat et détaillé en annexe 6 (hors décalage / remplacement d'actions validé par l'Autorité Organisatrice) entraînera le paiement d'une pénalité de 10.000 € plus 1.000 euros par mois de retard,

Non-respect des obligations en termes d'entretien maintenance (Article 24) :

Des pénalités d'un montant de 500 € par jour sont appliquées au Concessionnaire pour tout manquement aux opérations d'entretien et de maintenance des biens ; elles sont suspendues dès lors que les travaux de remise en état et d'entretien maintenance sont mis en œuvre par le Concessionnaire ; les pénalités sont calculées de manière définitive au moment de la livraison de l'ensemble des biens remis conformément en état.

Non-respect des dispositions de l'Annexe 5

- Non-respect du plan de formation : pénalité correspondant à la différence entre le montant précisé dans le CEP et les dépenses réellement engagées, majoré de 10%.

De non-production des documents prévus dans le présent contrat (retard ou incomplet) : pénalité de 500 € par jour de retard et par document ;

De non-respect du droit de contrôle exercé par l'Autorité organisatrice Article 39

De non-respect du droit d'accès aux installations et informations relatives au service public détenues par le Concessionnaire, aux biens mis à disposition, aux informations sur les opérations d'entretien et maintenance réalisées sur les biens mis à disposition, etc. : 500 € et 100 € par jour de retard.

Préalablement au recours à ces pénalités, l'Autorité Organisatrice informe par la transmission de la fiche incident le Concessionnaire par courrier avec accusé de réception ou par courriel de son intention. Celui-ci précise les motifs de la sanction et fixe un délai au Concessionnaire pour qu'il fasse part de ses observations. Au terme de ce délai, l'Autorité Organisatrice apprécie la pertinence des arguments présentés et décide de l'application des sanctions.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

L'Autorité Organisatrice attache une grande importance à la qualité du service rendu et souhaite donc que soit mis en place un « suivi qualité » interne à la société exploitant le réseau.

En cas d'inexécution par le Concessionnaire de ses obligations contractuelles les pénalités suivantes pourront être appliquées :

- Non-respect de l'itinéraire : 1000 € par constatation hors travaux ;
- Avance horaire : 500 € par constatation ;
- Retard à un arrêt de plus de 5 minutes imputable à l'entreprise : 500 € par constatation ;
- Retard de plus de 15 minutes pour les transports scolaires imputable à l'entreprise : 500 € par constatation ;
- Non-respect des arrêts : 1000 € par constatation hors travaux ;
- Course non effectuée (ligne TAD) : 1000 € par constatation ;
- Non-respect des règles sanitaires : 150 € par constatation ;
- Non-respect des dispositions de l'Article 19 : matériel roulant non conforme aux engagements contractuels (non-respect de l'âge, de l'habillage, de l'aménagement d'un véhicule, de l'équipement...) : pénalité de 500 € par jour constaté ;
- Equipement réseau, point d'arrêt, abri dégradé non signalé par le Concessionnaire dans les délais impartis : 500 € par constatation ;
- Non-respect des obligations relatives au Titre 4 -
 - Non-respect de l'interdiction de fumer par le conducteur dans le véhicule : 500 € par constat ;
 - Comportement inapproprié d'un conducteur : 1000 € par constat ;
 - Non-respect d'une conduite souple et sécurisante : le Concessionnaire doit une pénalité de 100 € par constatation ;
 - Non-respect de la tenue vestimentaire des agents : le concessionnaire encourt une pénalité égale à 150 € par manquement
 - Personnel ivre, sous l'emprise de stupéfiants, inconvenant ou ayant exigé une tarification autre que la tarification en vigueur : 1000€
 - Conducteur ne prenant pas les dispositions nécessaires pour faire respecter le règlement d'exploitation à bord des véhicules : pénalité de 100 € par constatation
- Non-respect des dispositions de l'Article 24 : Constatation de l'état de saleté des véhicules (intérieur et extérieur) du service à la sortie du dépôt, de dégradation ou de détérioration des sérigraphies et cadres publicitaires : le Concessionnaire doit une pénalité de 500 € par constatation.
- Défaut d'affichage des documents d'information du public Article 16: le Concessionnaire est redevable d'une pénalité égale à 500 € par manquement constaté et par jour ;
- Non-respect des dispositions de l'article 16.6 - non-émission d'un accusé de prise en compte personnalisée de la demande de réclamation sous 48h00 et non-réponse à une réclamation d'un usager dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la date de réception de la réclamation : pénalité de 500 € par réclamation.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Omission de l'inspection en fin de service et/ou non-signallement de la présence d'un élève/non descendu : 5000€
- Défaut d'information sous 24 heures de l'Autorité Organisatrice en cas de dépôt d'un préavis de grève : 1000€ par jour de retard

Le Concessionnaire est redevable des pénalités même si les non-conformités sont commises par ses sous-concessionnaires. Le montant des pénalités sera doublé à la première récidive puis triplé au-delà.

En cas de persistance du comportement du Concessionnaire en matière d'absence de remise des documents et informations précités ou de remise partielle, la sanction peut aller jusqu'à la résiliation pour faute, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le délai entre la réception de cette lettre et l'éventuelle sanction ne peut être inférieur à 5 jours francs.

Le montant des pénalités est actualisé chaque année par application de la formule d'actualisation de l'Article 34. Ces pénalités sont payées par le Concessionnaire dans un délai de trente jours à compter de la réception du titre de recettes correspondant.

Si à l'issu d'un exercice écoulé, le montant total des pénalités appliquées au Concessionnaire dépasse 25 % de la marge prévisionnelle escomptée au titre de l'exercice considéré, les parties conviennent de se revoir pour réexaminer les modalités d'application desdites pénalités et/ou leur(s) montant(s) par occurrence.

46.2 - La mise sous séquestre (mise en régie provisoire)

En cas de fautes graves du Concessionnaire hors les cas de force majeure ou si le service n'est exécuté que partiellement en l'absence d'accord particulier et exprès de l'Autorité Organisatrice ou d'événements visés à l'Article 11, l'Autorité Organisatrice peut prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du Concessionnaire, et notamment celles permettant d'assurer provisoirement la continuité du service.

Cette mise en régie provisoire intervient après une mise en demeure de s'exécuter restée sans effet pendant un délai de quinze jours calendaires, sauf urgence. Si le Concessionnaire n'est toujours pas en mesure de reprendre complètement le service conformément à ses obligations contractuelles à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa mise en régie, l'Autorité Organisatrice peut prononcer la résiliation aux torts du Concessionnaire prévue à l'Article 48 ci-après.

TITRE 8 - FIN DU CONTRAT

Article 47. Résiliation sans indemnité

L'Autorité Organisatrice se réserve le droit de résilier le présent contrat, sans indemnité :

- En cas de modification substantielle de la composition du capital social du Concessionnaire ou de sa filiale exploitante par rapport à l'entrée en vigueur du présent contrat, sauf accord de l'Autorité Organisatrice ;
- En cas de redressement et liquidation judiciaire :

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- En cas de redressement judiciaire, le contrat est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du Code de Commerce ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Concessionnaire ;
- En cas de liquidation judiciaire, le contrat est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L.641-11-1 du Code de Commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du Concessionnaire.

Dans les deux cas, le Concessionnaire doit avertir l'Autorité Organisatrice, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de jugement entraînant sa mise en redressement ou en liquidation judiciaire, et ce dans un délai de 1 mois à compter de la signification du prononcé du jugement.

La résiliation prend effet à compter du 8ème (huitième) jour franc de sa notification au Concessionnaire.

Article 48. Résiliation aux torts du Concessionnaire

Les motifs de résiliation aux torts du Concessionnaire sont :

1. Manquements graves et répétés à la sécurité ;
2. Infractions à la réglementation en vigueur applicable au secteur des transports, après mise en demeure adressée par l'Autorité Organisatrice par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet ;
3. Non-présentation des véhicules au Service des Mines dans les délais requis ;
4. Défaut d'assurance ou non-production des attestations conformément à l'Article 43 du présent contrat ;
5. En cas de persistance du comportement du Concessionnaire en matière d'absence de remise des documents et informations ou de remise partielle.
6. Fraude ou malversation de la part du Concessionnaire ou de l'un de ses sous-concessionnaires,
7. Radiation de l'entreprise du registre des Transporteurs publics de personnes ;
8. Si le service a été interrompu en totalité, pendant une période de cinq jours consécutifs, sauf cas de force majeure, d'empêchement lié à des intempéries dûment constatées par les parties, de grève nationale ou locale (sous réserve des prescriptions des article L. 1222-1 et suivants du code des transports) ;
9. Si, au cours d'une même année, le service a été interrompu en totalité, en plusieurs périodes non consécutives, formant ensemble plus de cinq jours, ou si, sur la durée totale du contrat de concession de service public , le service a été interrompu en totalité en plusieurs périodes non consécutives, formant ensemble plus de quinze jours, sauf cas de force majeure de grève locale ou d'intempéries exceptionnelles (sous réserve des prescriptions des articles L. 1222-1 et suivants du code des transports) ;
10. Cession du contrat par le Concessionnaire à une entreprise sans que cette cession ait obtenu l'accord préalable de l'Autorité Organisatrice ;
11. Non-prise en charge du service concédé à la date d'effet fixée à l'Article 2 du présent contrat ;
12. En cas de sous-concession occulte ;
13. Dans tous les cas où, par incapacité, négligence ou mauvaise foi, le Concessionnaire ou l'un de ses sous-concessionnaires compromettrait l'intérêt général.

La résiliation prend effet à compter du jour de la notification au Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou à la date fixée dans la décision de résiliation.

Pour les motifs de résiliation mentionnés aux points 1 à 6, la résiliation ne peut intervenir qu'après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet. Elle s'impose

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

de plein droit dans les autres cas, l'Autorité Organisatrice en informant le Concessionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Le sort des biens sera le même qu'en cas d'expiration normale du contrat.

Article 49. Clause de sauvegarde : Différentiel entre les charges et les ressources de l'Autorité Organisatrice

Si, à la suite de deux exercices consécutifs, la contribution financière forfaitaire effectivement supportée par l'Autorité Organisatrice a progressé de plus de deux (2) points de pourcentage supplémentaires en comparaison de l'évolution du Versement Mobilité calculée au taux maximal applicable sur le ressort territorial de l'Autorité Organisatrice, celle-ci peut décider des réductions de service par suppression des modifications apportées au service de référence, ou par réduction du service de référence lui-même.

A cet effet, le Concessionnaire fait part à l'Autorité Organisatrice de toutes propositions de réductions de service en précisant, pour chacune de ces propositions, leurs incidences commerciales et financières. Les Parties disposent alors d'un délai de six (6) mois pour se concerter de bonne foi et trouver un accord sur les modifications de service à apporter.

Le Concessionnaire ne peut alors s'opposer aux décisions de l'Autorité Organisatrice, ni prétendre des indemnités pour le bénéfice manqué de ce fait.

S'il n'a pas été trouvé dans un délai de six (6) mois un moyen durable de limiter cette évolution, le contrat pourra être résilié par l'Autorité Organisatrice dans les conditions prévues à l'Article 48.

Article 50. Résiliation unilatérale pour motifs d'intérêt général

L'Autorité Organisatrice peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, résilier unilatéralement le présent contrat à tout moment au cours de son exécution, pour motif d'intérêt général.

La résiliation prend effet à la date spécifiée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de réception de la décision de résiliation par le Concessionnaire. La date de réception est la date de première présentation du pli indiquée par le préposé de la Poste.

La résiliation pour motif d'intérêt général donne lieu au versement d'une indemnité. Celle-ci est fixée, par année et au prorata d'années restant à courir, à hauteur de 2 % du montant hors taxe des charges figurant au dernier compte de résultat connu de la concession.

Article 51. Remise des installations et documents en fin de contrat

51.1 - Le sort des biens en fin de contrat

Lorsque le contrat arrive à échéance ou en cas de résiliation :

- Les biens mis à la disposition du Concessionnaire par l'Autorité Organisatrice (lesquels figurent à l'Annexe 3 inventaire A annexé au présent contrat) font retour gratuitement à cette dernière en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge, de leur destination et de leur usage et de leur état initial.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Trois mois avant le terme du contrat, l'Autorité Organisatrice et son Concessionnaire établissent un inventaire contradictoire de l'état des biens mis à disposition. Les travaux de remise en état qui sont nécessaires sont réalisés et financés par le Concessionnaire avant le terme de la concession.
- La même mesure s'applique en cas d'expiration anticipée de la concession et ce pour quelque motif que ce soit.
- Les biens de reprise, acquis durant le contrat conformément aux dispositions du programme pluriannuel d'investissements annexé au présent contrat, (Annexe 3 inventaire B), en cas de résiliation anticipée du contrat, quelle qu'en soit la cause, ou à l'échéance normale du contrat, l'Autorité Organisatrice se réserve le droit de reprendre tout ou partie de ces biens (et le cas échéant par son ou ses sous-concessionnaires), y compris le matériel roulant, moyennant, si ces biens ne sont pas amortis, une indemnité de rachat calculée à partir de la valeur nette comptable et en tenant compte notamment des conditions d'amortissement de ces biens, telles que mentionnées à l'inventaire B.
- Pour les biens, acquis par le Concessionnaire conformément au programme pluriannuel d'investissements annexé au contrat, qui auraient été financés par emprunt, l'Autorité Organisatrice ou le nouvel exploitant pourront, avec accord des organismes prêteurs, se substituer directement ou indirectement au Transporteur dans les charges et obligations des contrats concernés, auquel cas la cession serait réalisée sous déduction du montant des engagements repris.
- Pour les biens, acquis par le Concessionnaire conformément au programme pluriannuel d'investissements annexé au contrat, qui seraient financés en totalité ou en partie par crédit-bail ou par location financière, si l'Autorité Organisatrice ou le nouvel exploitant décident de reprendre ces biens, ils pourront, avec l'accord des organismes financiers bailleurs :
 - Soit reprendre auprès des organismes financiers lesdits biens en fonction du capital restant dû figurant aux contrats de financements, majorés des surcoûts éventuels de résiliation anticipée desdits contrats,
 - Soit se substituer directement ou indirectement au Concessionnaire dans les charges et obligations de contrats concernés et notamment pour le paiement des loyers correspondants.

En cas de recours à des financements externes dans les conditions visées ci-dessus (emprunt, crédit-bail, location financière) le Concessionnaire informera l'Autorité Organisatrice des conditions desdits financements en lui communiquant la copie du contrat.

Dans la mesure où l'Autorité Organisatrice ou le futur exploitant décideraient de ne pas mettre en œuvre les dispositions prévues ci-dessus (dans les alinéas consacrés aux biens acquis par emprunt, crédit-bail ou location financière), le Concessionnaire doit reprendre les biens auprès des organismes financiers sans que cela lui ouvre les droits à indemnité de la part de l'Autorité Organisatrice ou du nouvel exploitant.

Le concessionnaire, pour le matériel roulant dont il ne serait pas propriétaire, s'engage à prévoir, dans le contrat de location des véhicules qu'il conclura avec son bailleur les conditions dans lesquelles l'Autorité Organisatrice exercera son droit de reprise de tout ou partie du matériel roulant.

- Les stocks et approvisionnements nécessaires à la poursuite de l'exploitation acquis par le Concessionnaire peuvent être repris en totalité ou en partie par l'Autorité Organisatrice ou le nouveau concessionnaire à leur valeur d'origine nette comptable.

L'Autorité Organisatrice peut :

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Soit exercer elle-même les droits et obligations résultant du présent article ;
- Soit en transférer l'exercice sur un nouveau Concessionnaire désigné par elle.

12 (12) mois au plus tard avant l'expiration du présent contrat, le Concessionnaire fournit à l'Autorité Organisatrice un inventaire des biens susceptibles d'être repris, mentionnant, la nature du bien, la date et valeur d'acquisition, la durée de vie, la valeur nette comptable avec justificatifs à l'appui, le contrat de location financière ou de crédit-bail le cas échéant avec le tableau des loyers restant à courir.

La somme correspondant aux biens repris par l'Autorité Organisatrice ou le nouveau Concessionnaire est versée au Concessionnaire dans un délai de 90 jours à compter de la remise effective des biens en bon état de fonctionnement.

Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu au versement d'intérêts moratoires calculés selon le taux d'intérêt légal en vigueur.

51.2 - Gestion des fichiers et des abonnements

Douze (12) mois au moins avant la fin du contrat, le Concessionnaire remet gratuitement à l'Autorité Organisatrice, sous un format compatible avec les logiciels de bureautiques usuels :

- Cartographie et schémas des lignes ;
- Les fiches horaires ;
- Les fichiers clients (abonnés)
- Les documents d'information du public concernant la tarification, les règles d'accès, etc.
- tous autres éléments permettant d'assurer la continuité du service.

A échéance normale ou anticipée du présent contrat, les éventuels produits constatés d'avance par le Concessionnaire, c'est-à-dire les produits vendus, encaissés, mais non encore intégralement consommés, dont l'échéance est postérieure au terme du Contrat, sont reversés à l'Autorité Organisatrice suivant le même mode de calcul que celui visé au Article 15 du présent contrat.

Ces produits constatés correspondent au montant cumulé des produits perçus le cas échéant au titre des abonnements et produits commerciaux visés ci-dessus diminué du montant cumulé repris au compte de résultat.

Le Concessionnaire produira les tableaux correspondants ainsi qu'un document listant l'ensemble des usagers concernés par ces dispositions et permettant au Concessionnaire de vérifier le montant de ce reversement au plus tard deux mois avant le terme normal du contrat.

Une convention tripartite sera conclue entre l'Autorité Organisatrice, le concessionnaire actuel et le futur Concessionnaire en vue de transmettre le listing d'abonnés, et de reverser, *prorata temporis*, au futur Concessionnaire les recettes correspondant aux produits constatés d'avance telles qu'elle les aura récupérées du Concessionnaire actuel.

Le Concessionnaire demeure seul responsable du recouvrement des factures qu'il a émises même après la fin du présent contrat.

Article 52. Information des candidats à l'exploitation du service

A l'occasion de la remise en concurrence de l'exploitation du service, l'Autorité Organisatrice peut organiser une ou plusieurs visites des installations afin de permettre à tous les soumissionnaires d'en acquérir une connaissance suffisante garantissant une égalité de traitement.

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Dans ce cas, le Concessionnaire est tenu de permettre l'accès à tous les ouvrages et installations du service.

L'Autorité Organisatrice s'efforce de réduire autant que possible la gêne qui pourrait en résulter pour le Concessionnaire.

Article 53. Règlement des différends

Le présent contrat est exclusivement soumis au droit français.

L'Autorité Organisatrice et le Concessionnaire conviennent que les différends qui résultent de l'interprétation ou de l'application du présent contrat ou de ses annexes font l'objet d'une tentative de conciliation entre les parties.

A défaut d'accord sur la conciliation dans un délai de trois (3) mois à compter de la constatation du litige, la partie la plus diligente peut soumettre le litige à la juridiction administrative compétente.

Si une ou plusieurs clauses du contrat se révélaient nulles ou étaient tenues pour non valides ou déclarées telles en application des lois ou règlements, d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres clauses gardent leur force et leur portée sauf si la ou les dispositions invalides présentent un caractère substantiel et que leurs dispositions remettent en cause l'équilibre contractuel.

Les Parties font leurs meilleurs efforts pour substituer à la clause invalidée une disposition valide aussi similaire que possible ayant un effet équivalent.

Article 54. Annexes au contrat

Le présent contrat comprend les annexes suivantes, lesquelles ont valeur contractuelle :

- Plans des réseaux et fiches horaires
- Les onglets du cadre de réponse suivant :
 - 1.0 - Calendrier d'exploitation
 - 1.1 – Index des lignes du réseau (par période de fonctionnement)
 - 1.2 - Offre des services de transport régulier (par période de fonctionnement)
 - 1.3 - Offre des services de transport à la demande (par période de fonctionnement)
 - 1.4 – Production kilométrique annuelle
 - 1.5 – Unités d'œuvre (année 20024)
 - 1.6 – Affectation du parc (par période de fonctionnement)

Annexe 2 : Règlements d'exploitation

Annexe 3 : L'inventaire des biens

- INVENTAIRE A : Biens mis à disposition par l'Autorité Organisatrice (installations & équipements)

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- INVENTAIRE B : Biens mis à disposition par le Concessionnaire avec faculté de reprise en fin de contrat (onglet 3.1 moyens roulants de reprise et onglet 3.2 Autres moyens qualifiés de biens de reprise)
- INVENTAIRE C : Biens mis à disposition restant au Concessionnaire en fin de contrat (onglet 3.2 Autres moyens qualifiés de biens propres)

Annexe 4 : Entretien et maintenance

- Onglet 4. Plan d'actions pour la maintenance des véhicules

Annexe 5 : Personnel et production

- 5.0 - Contrat (s) de sous-concession

Onglets du cadre de réponse :

- 5.1-Organigramme de la société
- 5.2- Effectifs et moyens (en propre et en sous-concédé)
- 5.3-Formation du personnel

Annexe 6 : Plan prévisionnel des actions marketing et commerciales, étude

- Onglet 6 - Promotion du service et politique commerciale

Annexe 7 : Grille tarifaire, volume des ventes et recettes par titre et recettes annexes, nombre de voyages

Onglets du cadre de réponse :

- 7.1- Proposition de gamme tarifaire
- 7.2- Engagement de fréquentation
- 7.3 - Recettes de trafic
- 7.4- Recettes annexes

Annexe 8 : Comptes d'Exploitation Prévisionnels (CEP) :

Onglets du cadre de réponse :

- 8.1 - Charges variables
- 8.2 - Coûts de roulage
- 8.3 - Charges du personnel de conduite
- 8.4 - Décomposition des heures des conducteurs - receveurs par an
- 8.5 - Coûts de roulage TAD.
- 8.6 - Charges fixes - Synthèse
- 8.7 - Charges fixes - Achats
- 8.8 - Charges fixes - Services extérieurs

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- 8.9 - Charges fixes - Frais généraux
- 8.10 - Charges fixes - Impôts Taxes et Autres
- 8.11 - Charges de personnel fixes
- 8.12 - Formules d'indexation
- 8A - CEP du concessionnaire
- 8B- CEP de la sous-concession auprès d'entreprise à l'activité majoritairement "autocariste"
- 8C - CEP de la sous-concession auprès d'entreprise à l'activité majoritairement de véhicules de petite remise
- 8.Global - CEP Global

Annexe 9 : Engagement du Concessionnaire en termes de :
Onglets du cadre de réponse :

- 9.1 Qualité et continuité de service
- 9.2 : La lutte contre la fraude
- 9.3: Développement durable et transition énergétique

Annexe 10 : Le contenu du rapport mensuel et des rapports annuels du Concessionnaire
Onglets du cadre de réponse :

- 10.1 : Contenu du rapport mensuel du Concessionnaire
- 10.2 : Contenu du rapport annuel du Concessionnaire
- 10.3 : mode d'organisation des échanges entre concessionnaire et Autorité Organisatrice

Annexe 11 : Coûts unitaires du concessionnaire et de la sous-concession
Onglets du cadre de réponse :

- Onglet 11 - Coût unitaire kilométrique marginal du Concessionnaire et de la sous-concession

Annexe 12 : Convention d'assistance passée entre la société mère et la filiale locale

Annexe 13 : Contrat de sous-location du dépôt

Annexe 14 : Plan de Transport adapté et Plan d'information des usagers
Onglets du cadre de réponse :

- Onglet 14 - Plan de transport adapté (PTA) & Plan d'information des usagers (PIU)

Annexe 15 : Méthodes préventives adoptées pour éviter les conflits internes
Onglets du cadre de réponse :

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

- Onglet 15 - Méthodes préventives adoptées pour éviter les conflits internes

Annexe 16 : Charte Graphique, le logo de la CAV

Annexe 17 : Plan pluriannuel d'investissement

- Onglet 17 : PPI du Concessionnaire et PPI de l'Autorité Organisatrice

Annexe 18 : Protocoles de coopération intermodale ou d'intégration tarifaire

Annexe 19 : Statut de la société dédiée

Annexe 20 : Pôle d'échange multimodal de la gare de Vesoul

Annexe 21 : Procédures concernant la sécurité des élèves : formation/ dispositif technique/équipement des véhicules/ procédures internes...

- Onglet 21 : Procédures concernant la sécurité des élèves

Annexe 22 : Fiche de signalement d'incident

- Onglet 22 : Fiche de signalement d'incident

Annexe 23 : Modèle de facture

- Onglet 23 : Modèle de facture

Communauté d'Agglomération de Vesoul– Concession Transport voyageurs

Fait en 1 seul exemplaire, à

Pour l'Autorité Organisatrice,

Pour le Concessionnaire,

Le 7 février 2023